

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 DÉCEMBRE 1912.

Proposition de loi portant dérogation, en faveur des stations balnéaires de Spa et d'Ostende, à la loi du 24 octobre 1902,

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Dans la pensée, hautement louable, d'ailleurs, de réfréner le développement des jeux qui avaient envahi nombre de villes du pays, la législature, adoptant la solution la plus radicale, a, par la loi du 24 octobre 1902, supprimé complètement l'exploitation des cercles de jeux en quelque endroit que ce soit du territoire.

La législature a entendu, en cela, ne tenir compte ni de la situation, toute spéciale, à tous les points de vue, de nos deux grandes stations balnéaires, Ostende et Spa, ni des privilèges qui leur avaient été depuis longtemps concédés, ni du fait qu'elles devaient particulièrement leur admirable développement et, pour une grande part, leurs moyens d'existence même, à des cercles similaires à ceux des grandes stations étrangères de villégiature.

Cependant, au cours des très longues discussions auxquelles la question des jeux donna lieu, nombreux furent, tant au Sénat qu'à la Chambre, les voix très autorisées qui, tout en s'associant à l'intention qui avait inspiré l'initiative de M. le ministre Jules Le Jeune, s'élevèrent en faveur d'Ostende et de Spa. Prévoyant, d'une part, l'inefficacité et les dangers du système le plus rigoureux et, d'autre part, ses conséquences désastreuses au point de vue économique, non seulement des deux villes intéressées, mais encore du pays, un grand nombre de nos honorables collègues de la législature réclamèrent en faveur d'Ostende et de Spa, le maintien d'un régime d'exception que tout semblait justifier.

Le Sénat même ne consentit à accepter la solution radicale maintenue par la Chambre que pour clore, semble-t-il, une discussion dont, sans cela on n'eût pu prévoir la fin.

Il n'est pas, croyons-nous, sans utilité, à l'heure actuelle, de rappeler les rétroactes qui aboutirent au vote définitif de la loi du 24 octobre 1902, les efforts qui furent faits par le Sénat en vue de sauver Ostende et Spa et les déclarations de ceux de nos collègues qui préconisèrent une solution moins radicale du problème posé.

Cet examen, fait dans les circonstances présentes, démontrera combien clairement les défenseurs d'une exception pour Ostende et Spa, avaient prévu les multiples conséquences de la loi votée depuis. Il démontrera aussi que l'économie de la loi que nous avons l'honneur de proposer ne fait que s'inspirer d'un système qui, dès à présent, a eu la bonne fortune de recueillir tant et de si notables adhésions.

Lors de la discussion de l'article 7 de la loi que M. Jules Le Jeune présenta au Sénat « *Concernant les paris et jeux de bourse, ainsi que l'exploitation des jeux de hasard et de certains paris* », M. Hardenpont trouvait la solution préconisée par M. Lejeune trop radicale et déclarait vouloir proposer, d'accord avec M. le vicomte Simonis, plus tard président du Sénat, un amendement tendant à ce que « les jeux fussent autorisés dans deux villes de Belgique, Spa et Ostende, sous la surveillance des administrations communales, avec affectation d'une partie de leur produit — un million annuellement d'abord, deux millions ensuite — au profit de la Caisse de secours aux victimes des accidents du travail ».

M. Van Put trouvait que M. Le Jeune faisait « une incursion fort inopportune, imprudente, sur le terrain commercial et financier ». L'honorable sénateur ajoutait : « En voulant légiférer en ces matières, on risque fort de faire des lois en faveur des fripons et au détriment des honnêtes gens ».

M. Begerem, Ministre de la Justice, exprimait les plus expresses réserves sur le projet « à raison des difficultés d'application pratique que doit faire naître une solution radicale, la suppression absolue du jeu, sans s'inquiéter des inconvénients, voire des dangers inhérents à semblable réforme ».

M. Janson déclarait : « Parmi les propositions formulées, il en est une qui consiste à rétablir les jeux officiels et à affecter les bénéfices qui en résulteront à la caisse des accidents. Ce serait faire un très bon usage d'un très mauvais argent. »

La Commission spéciale du Sénat, saisie de la proposition de M. Le Jeune, écartant deux des parties du « tryptique », ne retint plus qu'un projet de loi sur l'exploitation des jeux et nous relevons, dans le rapport que la dite Commission présenta, en séance du 17 novembre 1896, les passages suivants :

« La suppression complète de l'exploitation du jeu a été écartée par la majorité de votre Commission.

» D'autres membres voudraient procéder d'une manière moins radicale et admettre, pour réduire l'étendue du mal, des exceptions; ils permettaient l'organisation de jeux par l'État dans certaines villes.

» Une troisième opinion, afin d'éviter de brusquer les choses, désirerait obtenir une amélioration à la situation existante en réglementant les cercles privés, ou soi-disant tels, et en imposant aux joueurs une forte taxe sous forme de droit d'entrée.

» D'autres, enfin, estiment que la loi doit créer le délit d'exploitation
 » des jeux, mais que, par exception, le Gouvernement pourrait auto-
 » riser, dans certaines villes, l'établissement de cercles privés où des
 » jeux seraient autorisés sous la surveillance spéciale de l'État; l'action
 » de celui-ci s'étendrait même sur les admissions des membres. Il déter-
 » minerait également l'emploi des bénéfices.

.

» Il y aura toujours des joueurs et des gens qui exploiteront cette passion,
 » en organisant des tripots clandestins. Pour un tripot qui tombera sous le
 » coup de la loi, il s'en créera vingt autres où les mesures de précaution
 » seront plus habilement prises. Au surplus, la loi vient bien tard; il y a
 » longtemps qu'elle eût dû être faite, et aujourd'hui il n'est plus possible de
 » légiférer d'une manière absolue. L'exception s'impose comme une sorte de
 » canalisation indispensable.

» Ce second système admet la règle générale d'interdiction dans toute son
 » étendue, mais il y ajoute une exception et formule la loi comme suit :

» Les articles 6, 7, 8, 9 et 10 de la proposition Le Jeune deviennent les
 » cinq premiers articles du projet, intitulé : Loi relative à l'exploitation des
 » jeux.

» Ils y ajoutent les dispositions suivantes :

» Art. 6. — Par exception aux dispositions précédentes, le Gouverne-
 » ment est autorisé à organiser des jeux sous sa direction et son contrôle
 » dans les villes d'Ostende et de Spa.

» Les bénéfices à provenir de ces jeux sont partagés comme suit : chacune
 » des deux villes recevra le quart des bénéfices nets réalisés chez elle,
 » en compensation de la prestation de ses locaux; le surplus sera versé à la
 » Caisse de secours pour accidents du travail. »

Au cours de la discussion générale ouverte au Sénat le 1^{er} décembre 1896,
 sur le projet de loi relatif à l'exploitation des paris de bourses et des jeux de
 hasard, *M. le baron Surmont de Volsberghe*, rapporteur, prononçait ces
 paroles :

« Sous ce rapport (de l'interdiction absolue des jeux), nous nous faisons
 » énormément d'illusions sur l'efficacité des lois prohibitives. Oh ! le pays
 » des illusions et des rêves, comme il est beau. Mais permettez-moi de vous
 » citer un proverbe anglais : Si nous devions entrer dans le cimetière de nos
 » illusions, nous n'aurions jamais fini d'y mettre les épitaphes ! Restons sur
 » le terrain pratique et réalisons ce qui est raisonnable. On ne légifère pas
 » avec des déclamations et de belles paroles. »

M. Hardenpont, secrétaire du Sénat, s'exprimait comme suit :

« Je crois que c'est poursuivre un idéal que de supposer que la réalisation
 » de certaines mesures amènera la suppression de la passion du jeu. Je crois
 » que, quoi qu'on fasse, on jouera dans l'avenir comme on a joué dans le
 » passé. En cette occurrence, j'aime mieux le jeu réglementé, contrôlé, que
 » le jeu s'exerçant dans l'ombre. Et je n'hésite pas à engager *M. le Ministre*
 » de l'Intérieur à mettre à l'étude la question du rétablissement des jeux en

» Belgique, mais à une condition seulement : c'est que l'argent à en retirer
 » par le Gouvernement sera employé à une œuvre grande et généreuse entre
 » toutes, la caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des
 » accidents du travail, cette haute conception de S. M. le Roi.

» J'ai eu l'honneur de dire quelques mots sur cette question dans la
 » session dernière et j'ai alors demandé au Gouvernement s'il ne serait pas
 » préférable d'en revenir à l'ancien système du jeu autorisé sur deux points
 » seulement de notre territoire, à la condition que le produit en fût affecté
 » à la caisse des accidents du travail.

» M. le Ministre de l'Intérieur m'a répondu que ce moyen homœopathique,
 » comme il l'a appelé, pourrait être examiné par M. le Ministre de la Jus-
 » tice, dans les attributions de qui rentre éventuellement le projet de loi, et
 » je serais heureux de voir faire un pas à cette question, qui prend chaque
 » jour des proportions de plus en plus grandes.

» Messieurs, je souhaite ardemment une solution qui vienne mettre un
 » terme à cette fièvre de jeu qui envahit de plus en plus toutes les classes de
 » la société. Mais une loi de suppression complète serait-elle bien efficace?

» Les mesures de répression atteindraient-elles aisément ceux qui font du
 » jeu leur objectif et pour qui cette passion devient, pour ainsi dire, un
 » besoin?

» On transgresse facilement une loi quand on trouve à chaque pas des
 » complices dont l'intérêt est de la faire violer. Et le nombre des tripots
 » clandestins, difficiles à découvrir, n'augmenterait-il pas dans des propor-
 » tions peut-être inattendues? J'en reviens à mon idée de l'an dernier, et je
 » demanderai à l'honorable ministre de vouloir bien examiner la possibilité
 » d'autoriser les administrations communales de deux villes de Belgique,
 » Ostende et Spa, par exemple, à louer des locaux pour l'organisation de
 » jeux publics parfaitement contrôlés et réglementés par elles.

» Cette autorisation serait valable pour un terme de cinq années et accor-
 » dée aux deux villes moyennant une redevance annuelle de 500,000 francs
 » pour chacune au profit de la caisse des accidents du travail. Je dis cinq
 » années, car je suis persuadé que, les cinq années écoulées, la redevance
 » pourrait être doublée.

» On pourra m'objecter que ma proposition est de nature à encourager le
 » jeu, puisque je suppose une progression croissante de la redevance.

» Mais il faut bien, Messieurs, tenir compte des passions humaines et cher-
 » cher le mieux quand il paraît impossible d'obtenir satisfaction complète.
 » Je veux que les tripots clandestins soient sévèrement recherchés et leurs
 » organisateurs sévèrement punis.

» Et c'est en comptant sur leur fermeture progressive que je suppose une
 » progression croissante dans les ressources à obtenir de l'octroi des con-
 » cessions. La somme d'un million à prélever sur les vices au profit du mal-
 » heur est bien faible encore si l'on considère le chiffre colossal qui passe en
 » un an sur le tapis vert! »

M. Picard, abondant dans le même sens, ajoutait : « Les courses

» dépouillent les petites gens, la bourse la petite bourgeoisie, le cercle de
» jeux les riches », et il déposait les amendements ci-après :

« ARTICLE PREMIER. — Sont seules autorisées les maisons de jeu, non
» ouvertes au public, actuellement établies, en vertu de baux ou conces-
» sions, dans des locaux appartenant aux communes.

» ART. 2. — Cette autorisation ne vaudra que pour le temps restant à
» courir sur ces baux ou concessions et ne pourra être renouvelée que par
» une loi.

ART. 3. — Ces établissements sont placés sous la surveillance de l'État.
La moitié de leurs bénéfices sera versé à l'État pour être affectée à des
œuvres de bienfaisance. Un arrêté ministériel organisera la surveillance,
le contrôle des recettes, les conditions d'admission des joueurs, les dates et
les heures d'ouverture et de fermeture des établissements. »

M. Allard déclarait :

« S'il n'y avait eu que les jeux de Spa et d'Ostende, croyez-vous que vous
» auriez senti le besoin d'intervenir? »

» Avec lui, j'en doute, non pas que j'approuve les jeux existants, mais il
semble qu'il y a là une espèce de privilège acquis momentanément.

» Ce qu'il faut atteindre surtout, et immédiatement, ce sont les tripots,
ces tripots qui attirent la classe inférieure et qui ayant d'autres attractions
que le jeu seul, sont devenus des lieux de plaisir où la débauche et l'orgie
régneront en maîtres. »

M. le duc d'Ursel disait :

« Rien de plus décevant et de plus inefficace que de vouloir résoudre
simplement des choses complexes; et, en cette matière comme en tant
d'autres, l'intransigeance sur les principes peut seule légitimer et motiver
une certaine tolérance dans leur application.

» Le but de la législation que nous cherchons à faire me paraît se résoudre
en cette formule : réduire au minimum les occasions et les inconvénients
du jeu.

M. le comte de Marnix de Sainte-Aldegonde, parlant de la passion du jeu
en général, disait :

« De deux choses l'une : ou vous l'aurez canalisée en l'autorisant sous la
surveillance bienfaisante et tutélaire des sociétés ou du Gouvernement; ou
vous l'aurez forcée, cette triste passion, à se réfugier et à se dissimuler dans
des agences mystérieuses ou des tripots clandestins, que vous poursuivrez
même à outrance, sans pouvoir les atteindre tous. »

M. le comte de Smet de Naeyer, Ministre des Finances, s'exprimait ainsi :

» En pareille matière, les mesures radicales manquent toujours leurs
effets : elles heurtent si vivement les mœurs et les habitudes qu'elles tombent
fatalement à l'état de lettre morte. Que de preuves n'avons-nous pas de ce
fait à propos de lois que nous avons votées dans un bel élan d'enthousiasme
et qu'on n'applique pour ainsi dire jamais, à commencer par la loi sur
l'ivresse publique !

» Nous voulons aujourd'hui éviter cet écueil : nous voulons faire œuvre sérieuse et améliorer grandement un état de choses que personne ne saurait abolir. »

Et il terminait par ces mots :

« Mieux vaut, ce semble, s'arrêter à une œuvre réalisable, d'une réelle utilité pratique, que d'édifier un monument législatif théoriquement idéal, au fronton duquel on pourrait inscrire une maxime de haute sagesse, mais dont l'application serait impossible. » (*Très bien ! sur plusieurs bancs.*)

Du nouveau rapport de la Commission spéciale du Sénat au sujet de la proposition de loi concernant l'exploitation des jeux de hasard et de certains paris (réunions des 16 et 18 février 1897) nous extrayons les passages suivants :

« Le jeu chassé des soi-disant cercles privés, où il s'est si largement développé, se réfugiera ailleurs, dans les cercles *fermés* probablement, ou ira se cacher dans des tripots savamment organisés. Pareille conséquence est à craindre. La majorité de votre Commission a voulu parer à un résultat semblable : elle a voté et permis la création de deux cercles privés, à Spa et à Ostende.

Voici quel était le texte proposé par M. Hardenpont et celui proposé par la Commission :

Texte propose par M Hardenpont.

ART. 7. — Le Gouvernement pourra autoriser les administrations communales d'Ostende et de Spa à concéder l'établissement sur leur territoire respectif, d'un cercle de jeux, non ouvert au public, qui ne sera pas soumis aux dispositions des articles 4, 5 et 6 de la présente loi.

L'autorisation sera subordonnée au versement annuel, par l'administration communale impétrante, d'une somme de 300,000 francs à la Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail, institué par la loi du 21 juillet 1890.

La somme à verser pourra, à partir de la seconde année, être portée à 500,000 francs par arrêté royal.

L'autorisation sortira ses effets d'année en année à compter du lendemain du versement dont il s'agit à l'alinéa précédent.

Elle pourra être révoquée en tout temps dans le cas d'abus constaté, sans qu'il y ait lieu à restitution totale ou partielle de la somme versée pour l'année en cours.

Texte proposé par la Commission.

ART. 7. — Le Gouvernement est autorisé à concéder l'établissement d'un cercle de jeux à Spa et d'un cercle de jeux à Ostende; ces cercles ne seront pas soumis aux dispositions des articles 4, 5 et 6 de la présente loi.

Le Gouvernement mettra la concession en adjudication publique et stipulera dans le cahier des charges le versement annuel d'une redevance de 300,000 francs au moins, qui pourra être portée à 500,000 fr., ainsi que toutes les autres conditions imposées au concessionnaire.

Le montant de cette redevance, augmentée du prix d'adjudication sera versée à la Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail, instituée par la loi du 21 juillet 1890.

L'autorisation sortira ses effets d'année en année à compter du lendemain du versement dont il s'agit à l'alinéa précédent.

Elle pourra être révoquée en tout temps dans le cas d'abus constaté, sans qu'il y ait lieu à restitution totale ou partielle de la somme versée pour l'année en cours.

D'un sous-amendement à la proposition Hardenpont, présenté par *M. le baron Surmont de Volsberghe*, nous détachons les extraits ci-après :

« ART. 7. — Le Gouvernement pourra autoriser les administrations communales d'Ostende et de Spa à concéder, par adjudication publique, à partir du 1^{er} janvier 1898, l'établissement, sur leur territoire respectif, d'un cercle de jeux qui ne sera pas soumis aux dispositions des articles 4, 5 et 6 de la présente loi.

» L'autorisation sera subordonnée au versement annuel, par l'administration communale impétrante, dans les caisses du Trésor public, d'une somme de 300,000 francs, qui pourra, à partir de la seconde année, être portée à 500,000 francs par arrêté royal.

» Le montant versé sera remis à la Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail, instituée par la loi du 21 juillet 1890. »

Plus loin :

« L'autorisation sortira ses effets d'année en année à compter du lendemain du versement dont il s'agit à l'alinéa précédent.

» Elle pourra être révoquée en tout temps dans le cas d'abus constaté, sans qu'il y ait lieu à restitution totale ou partielle de la somme versée pour l'année en cours.

» Les cercles présentement installés à Ostende et à Spa, dans les bâtiments communaux pourront, en se conformant à l'article 8 de la présente loi, fonctionner jusqu'au 31 décembre 1897.

Au cours de la discussion de la proposition de loi concernant l'exploitation des jeux de hasard, *M. Hardenpont*, défendant un régime d'exception en faveur d'Ostende et de Spa, s'exprimait comme suit :

« Plusieurs fois, depuis cinq ans, j'ai eu l'occasion de demander la réglementation des jeux et la limitation du nombre des villes où ils seraient autorisés.

» Je n'en voulais et n'en veux pas davantage aujourd'hui la suppression complète, persuadé que la défense absolue ne peut que favoriser la création de tripots clandestins.

.

» Je propose, par mes amendements, le droit de création de cercles privés à Ostende et à Spa, mais avec des restrictions qui pourront donner des garanties sérieuses au public.

.

» Vous me demanderez, Messieurs, pourquoi Ostende et Spa de préférence à d'autres villes?

» Parce que Ostende et Spa, comme je l'ai dit déjà, sont placées aux deux pôles du pays, parce que Ostende et Spa sont les deux stations balnéaires les plus importantes du royaume, parce que Ostende et Spa ont été dans le passé des villes de jeux.

» Je prends la question de haut et je dis que la suppression d'une passion par un règlement est impossible.

» Je propose de faire pour les jeux ce que l'on a fait pour les courses : on a transigé. Au lieu de défendre absolument tous les paris, nous avons autorisé le pari mutuel sur certains hippodromes à désigner par le Gouvernement.

» Je demande l'application du produit des taxes, 600,000 francs d'abord, un million ensuite, peut-être, au soulagement de l'infortune, par son versement à la caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail, qui jouit de la personification civile. »

M. le comte de Smet de Naeyer, au nom du Gouvernement, appuyait, notamment en ces termes, les amendements de *M. Hardenpont* :

« L'honorable *M. Hardenpont* propose de désigner dans la loi les deux villes qui pourraient être autorisées à concéder chacune un cercle jouissant du régime dont je viens de parler.

» L'honorable sénateur a fort bien exposé que dans ces villes, Ostende et Spa, un cercle de jeu n'a pas besoin d'attirer autour de ses tables les gens qui ne sont point coutumiers du fait de jouer.

» Ostende et Spa possèdent une clientèle de gens riches, désœuvrés, pour qui le jeu est devenu un passe-temps nécessaire. Il ne dépend pas de nous ni de personne au monde que ces gens jouent. Si vous proscrivez absolument leurs cercles, ou bien ils continueront à venir séjourner dans nos villes balnéaires et y joueront clandestinement sans que vous puissiez les en empêcher, ou bien ils désertent notre pays pour aller jouer ailleurs.

» Messieurs, si la loi pouvait atteindre et supprimer la cause première de tous les abus, des abus du jeu comme de tant d'autres plus ou moins graves que ceux-là, l'âge d'or régnerait bientôt en Belgique.

» Nous en sommes bien loin, hélas ! D'aucuns s'imaginent, je le sais, que l'on peut recourir à la loi pour pénétrer dans la conscience des citoyens et y faire entrer la vertu ; mais il est évident que c'est là une utopie et que pareille entreprise serait appelée à échouer lamentablement. Il est assurément plus sage de borner notre ambition à faire ce qui peut et doit être fait en vue de préserver la partie saine de la population. »

M. le comte van der Burch, aux arguments des adversaires des amendements déposés par le Gouvernement, ripostait par ces paroles :

« Dans les considérants de la concession donnée en 1762 à la ville de Spa, par le prince de Liège, le cardinal Jean-Théodore de Bavière, on peut lire :

« Le scandale produit par les tripots était tel qu'un grand nombre de personnes respectables qui fréquentaient Spa à cette époque engagèrent les magistrats de cette ville à le faire cesser.

« C'est dans ce but, et aussi en vue de créer des salons convenables pour y réunir les étrangers, que les magistrats sollicitèrent et obtinrent du prince de Liège, le cardinal Jean-Théodore de Bavière, un privilège pour les jeux, qui leur fut octroyé le 1^{er} octobre 1762, et un an après il n'y avait plus un tripot à Spa. »

Plus loin, *M. le comte van der Burch* ajoutait :

« Messieurs, en citant Ostende et Spa, j'ai nommé deux villes connues, je

dirai, du monde entier. Chaque année y affluent des légions d'étrangers venant de tous les points du globe.

» Leur présence est une source de richesse pour ces charmantes stations balnéaires : le bien-être qu'ils répandent autour d'eux se répercute au dehors et on peut dire qu'une bonne partie du pays en profite.

» Le commerce en général a le plus grand intérêt à attirer et à retenir les riches étrangers.

» Les réclames publiées chaque année à grands frais par les stations balnéaires en sont une preuve bien frappante.

» Chez nous, comme ailleurs, les attractions de toutes espèces, les expositions internationales notamment, sont créées en grande partie dans ce but, et la part directe que le commerce y prend atteste toute l'importance qu'on y voit.

» Ce qui attire et retient les étrangers dans nos villes d'eau, c'est, il faut le reconnaître, les divertissements et les amusements de toute espèce qu'on imagine pour leur rendre le séjour agréable. C'est aussi, pour une bonne partie des visiteurs, l'attrait des jeux.

» Supprimer ceux-ci, c'est tarir du même coup la source qui permet aux stations balnéaires de créer tous ces divertissements, et ceci répond à l'objection de l'honorable M. Lammens lorsqu'il dit qu'une faible partie des touristes s'approche du tapis vert. Ce ne sont pas moins ceux-là qui permettent la création des divertissements qui attirent et retiennent les autres touristes.

» C'est encore mettre ces deux villes dans une situation financière des plus critiques.

» C'est arrêter net leur prodigieux épanouissement et transformer en villes désertes ou à peu près ces stations aujourd'hui si prospères et si fréquentées. »

M. Van den Corput appuyait en ces termes :

« Au risque de paraître tout au moins paradoxal, je n'hésite pas à dire que je voterai le rétablissement des jeux à Spa et à Ostende, précisément parce que je suis hostile aux jeux de hasard.

» Je demande la création de maisons de jeu autorisées, placées sous la surveillance spéciale de l'autorité, comme dérivatifs réglementés des tripots clandestins, qui ont pour complices obligés la prostitution clandestine et l'alcoolisme.

.

» Les vices comme les passions que l'on ne peut réfréner sont mille fois plus perfides lorsque, pour se dissimuler, ils se couvrent du masque de l'hypocrisie. Il faut leur créer des exutoires, sous peine de voir se créer des clapiers dans lesquels fermentent toutes les turpitudes. »

M. Schollaert, ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique, défendait la proposition de M. Hardenpont comme suit :

« Messieurs, la proposition de l'honorable M. Hardenpont, si elle était admise par le Sénat, aurait pour résultat de soumettre les jeux à un certain droit de police de la part du Gouvernement. Ce droit de police devrait être exercé par le Ministre de l'Intérieur et c'est ce qui explique mon intervention dans le débat.

» Permettez-moi de vous exposer brièvement les motifs qui m'engagent à appuyer, autant que je le puis, les amendements proposés par M. Hardenpont.

» Pas plus que mon honorable collègue, M. de Smet de Naeyer, je n'entends faire un cours de morale, ni une étude philosophique sur les droits du Gouvernement et sur sa part d'intervention dans la surveillance de la moralité publique. On a été unanime, au Sénat, pour déclarer que l'Etat n'avait pas pour mission d'obliger les gens à être vertueux. L'Etat doit simplement s'occuper de la répression des actes mauvais qui peuvent avoir une influence fâcheuse sur le bien-être de la généralité des citoyens ; l'Etat doit veiller à la sécurité et à la tranquillité publiques. S'il va au delà, il sort de son rôle.

.

» Pour ce qui concerne l'autorisation accordée à Spa et à Ostende, je pense que c'est une erreur, car, en somme, pourquoi peut-on, à Bruxelles, avoir des cercles véritablement privés ? Parce qu'il se rencontre, dans une ville dont la population est grande, des éléments assez nombreux pour former des cercles de cette nature, tandis que dans les villes d'eaux, qui n'ont qu'une population irrégulière, nomade, qui n'y vient passer que quelques semaines et qui se recrute de personnes venues de tous les points du globe, on ne peut avoir un cercle privé composé de gens se connaissant réellement et avec qui ils sont en rapport.

» Cela ne serait pas réalisable dans les villes d'eaux ; or, dans ces villes, vous demandez — M. Hardenpont l'a dit — de pouvoir ouvrir un cercle suffisamment privé. L'exemple qui y serait donné ne serait pas déplorable pour les masses. Mais ces cercles devraient être suffisamment ouverts pour que les étrangers y trouvent moyen de se récréer d'après les habitudes qu'ils ont.

» Voilà ce que l'on vous propose. Cette distinction est parfaitement logique et, si nous vous demandons de ne pas autoriser des cercles de cette nature dans les villes telles que Bruxelles, Anvers, Gand, Liège, c'est parce que ces villes ont des populations autochtones qui pourront, quand elles le voudront, trouver les ressources suffisantes pour établir un cercle qui sera un cercle vraiment privé et qui échappera en tout état de cause à l'application de la loi. »

Le Sénat, adoptant les vues des partisans d'un régime exceptionnel de la loi pour Ostende et Spa, admit la disposition suivante :

ART. 7. — « Le Gouvernement pourra, à raison des circonstances locales » spéciales et aux conditions qu'il déterminera, autoriser les administrations » communales d'Ostende et de Spa à permettre l'établissement, sur leur » territoire, d'un cercle qui ne sera pas soumis aux dispositions des arti- » cles 2, n°s 1, 4, 5 et 6 de la présente loi. »

« L'autorisation sortira ses effets d'année en année ; elle pourra être révoquée en tout temps dans le cas d'abus constaté. L'arrêté d'autorisation stipulera, à charge des dites communes, une redevance dont le montant sera affecté à la Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des

accidents du travail instituée par la loi du 21 juillet 1890, après prélèvement éventuel de la somme nécessaire pour accorder des indemnités aux communes qui ont, antérieurement au 12 novembre 1895, loué des bâtiments communaux à l'usage de cercles auxquels s'appliqueront les dispositions prohibitives de la présente loi. L'indemnité ne pourra excéder le montant du loyer, ni continuer à être allouée après l'expiration du terme pour lequel le bail avait été consenti. »

Suivaient certaines prescriptions quant aux conditions d'exercice de cette autorisation spéciale.

La discussion du projet de loi voté par le Sénat vint en discussion devant la Chambre le 30 novembre 1900, en suite d'un rapport de la section centrale qui proposait la suppression pure et simple du régime exceptionnel prévu par le projet et faveur de Spa et d'Ostende.

Qu'il nous soit permis de rappeler quelques-unes des déclarations faites au cours de cette discussion par les défenseurs du régime adopté par le Sénat :

M. de Ponthière se plaçant au même point de vue que le Sénat, disait, entre autres choses tout aussi justifiées :

« Comme moraliste, nous n'avons pas de dissentiment ; nous flétrissons les jeux ; mais comme législateurs, je me demande si nous n'avons pas à être quelque peu prudents en examinant le projet de loi qui nous est proposé. C'est ce que je me propose de faire.

» Tout d'abord, il faut savoir quel est le but vers lequel il faut tendre. Veut-on supprimer les joueurs et les jeux ? Cette tâche me paraît impossible.

« Le mal est immense, il y a une contagion, il y a un spectacle épouvantable, j'en demeure d'accord avec tous ceux qui se sont levés jusqu'à présent. Mais si cependant on me présentait un régime tel qu'il y eût là comme une flétrissure pour les jeux en général, qu'il y eût là comme une leçon de chose à tirer de la façon dont on a l'intention d'établir ce régime ; si d'ailleurs, certains pays doivent continuer à profiter de ce va-et-vient de l'argent des rastaquouères que je considère, en effet, comme tout à fait répréhensible et immonde, il y aurait une espèce de naïveté de notre part de ne pas en prendre une part dans certaines conditions. »

L'auteur des présents développements après avoir exposé comment ce refus d'une exception en faveur de Spa et d'Ostende au régime de la loi, allait, en fait, placer ces deux villes dans une situation exceptionnellement défavorable, émettait les considérations ci-après, qui nous paraissent pouvoir encore trouver place ici :

« Si l'on doit jouer quelque part, il est préférable que ce soit dans les villes où, seuls les riches sont attirés. Le danger est moins grand parce qu'il y a des chances que ceux qui y viennent ne risquent que de leur superflu. Je crois aussi — et ceci pour répondre à mon éminent collègue *M. Woeste* —, qu'il faut éviter que ceux qui jouent soient principalement attirés au jeu par la réclame. Or, ceux qui se rendent dans les villes balnéaires, qui vont jouer dans les casinos de Spa ou d'Ostende, savent

» parfaitement, avant de s'y rendre, qu'ils vont dans des villes où l'on joue.

» S'ils se font inscrire dans le Cercle des étrangers dans cette ville, s'ils se soumettent à un ballottage, attendent certains délais, se soumettent à une présentation, on peut dire de ceux-là qu'ils ont posé une série d'actes qui indiquent leur volonté de jouer et l'on ne peut dire d'eux que ce sont des gens qui ont été séduits par l'attrait momentané d'une réclame ou par la sollicitation qu'ils peuvent rencontrer par hasard au coin d'une rue de grande ville.

» Messieurs, si vous ne créez pas des « exutoires » du jeu, vous ne supprimerez pas la passion du jeu. Des tripots se créeront. Est-ce que cela est une affirmation dénuée de preuve ?

» Eh bien ! messieurs, rappelez-vous ce qui s'est passé après la suppression des jeux publics à Spa ; rappelez-vous les paroles de l'honorable M. Schollaert au Sénat où il n'a été contredit par personne et vous verrez que c'est à partir de 1872 que les tripots clandestins se sont établis à Spa et ont malheureusement gagné une partie de la Belgique.

» Messieurs, il y a aussi une question de fait que je ne puis pas négliger : ce sont les nécessités budgétaires de Spa. Vous pouvez apprécier ce fait comme vous l'entendez, ce n'en est pas moins un fait acquis, un fait qui n'est contesté par personne, que si vous supprimez actuellement le régime qui est fait à la ville de Spa ou tout au moins si vous ne lui permettez pas dorénavant de bénéficier de la situation que lui accorde le projet voté par le Sénat vous ruinerez incontestablement cette ville. »

M. Davignon, aujourd'hui Ministre des Affaires Étrangères, de son côté, disait :

« Il y aura toujours des joueurs et des gens qui exploiteront cette passion du jeu en organisant des tripots clandestins. Pour un tripot qui tombera sous la loi, il s'en créera vingt autres où les mesures de précaution seront plus habilement prises.

» L'expérience a confirmé cette appréciation et je ne puis mieux le démontrer qu'en rappelant ce que disait à la Séance du Sénat, le 12 février 1897, l'honorable M. Schollaert, alors Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique et, par conséquent, parfaitement à même d'être renseigné sur tout ce qui touche à la moralité publique dans le pays.

» L'honorable Ministre, que M. Borboux a déjà plusieurs fois cité hier, s'exprimait ainsi :

» Le jour où l'on a supprimé les jeux officiels, la situation est devenue moins bonne que dans le passé ; cela doit être un enseignement pour le Sénat, car c'est une leçon qui nous est donnée par l'expérience. On peut trouver cela fâcheux, déplorable, mais les faits ont leur éloquence.

» Pendant trente années, on a réclamé au sein de la Chambre et du Sénat la suppression du privilège accordé à Spa et, lorsqu'en 1871 on l'a obtenue, elle a amené des conséquences que jamais le pays n'avait connues auparavant. Jamais le pays n'a été affligé par la plaie des jeux comme il l'a été depuis lors ! C'est un fait contre lequel les plus chaleureux adversaires ne peuvent rien. »

MM. *Multendorff* et *Buyl* prévoyaient excellemment les conséquences de la suppression des jeux pour Spa et Ostende et M. le comte *de Smet de Naeyer*, chef du cabinet, prononçait entre autres ces paroles :

« Messieurs, comme l'a dit très justement l'honorable M. Borboux, le Parlement n'est point un concile ni une académie de morale. Nous n'avons point à édifier un code dogmatique sur la passion du jeu pas plus que sur toute autre, mais simplement à déterminer ce qui, dans les manifestations du vice, se place sur le terrain spécial de la pénalité :

» S'il en est ainsi, après avoir décrété aujourd'hui que tout Belge doit s'abstenir du jeu, nous devons donc décréter demain que tout Belge doit être sobre et chaste !

» Est-ce là ce que l'on veut ?

» Je pose très nettement à mes honorables contradicteurs cette question : Vous rêvez aujourd'hui de détruire législativement la passion du jeu ; allez-vous demain vous attaquer de la même manière aux autres passions ? Avez-vous cette prétention, cette folle espérance, de rendre les hommes vertueux à coups de décrets ? (*Interruption à droite.*) Si vous le tentiez, votre entreprise serait vouée à un échec lamentable. A vouloir faire des anges à coups de lois, vous vous exposeriez à ne faire que des bêtes. Sous couleur de traquer le vice, vous n'arriveriez qu'à confisquer la liberté humaine !

» A propos des conditions pécuniaires auxquelles je viens de faire allusion, j'aborde une objection que nous avons entendu formuler plus d'une fois au sujet des barrières fiscales opposées au vice. On proclame que les finances publiques ne peuvent s'alimenter à des sources impures, et, par ce grand mot, on s'imagine avoir tranché une grosse question. Mais, dans ce beau système qui consiste à n'imposer que ce qui est honnête et à exempter tout ce qui est immoral, que fait-on, par exemple, des taxes communales perçues sur les maisons de prostitution, sur les salles de danse et les cafés-concerts ?

» Dans l'ordre d'idées que j'indique, deux moyens de réglementation s'offrent à nous : limiter le nombre des cercles où le jeu sera toléré et leur imposer des conditions très sévères.

» Voilà des mesures de police, et il en est d'autres encore qu'on pourrait inscrire *dans la loi ou dans les arrêtés d'exécution*, et qui, jointes à celles contenues dans le projet, semblent de nature à atténuer les effets du mal, en attendant des remèdes plus radicaux. Car, aussi longtemps qu'une entente internationale ne sera pas établie en vue de la suppression des cercles de jeu dans les pays qui nous entourent comme dans le nôtre, qu'est-ce que la morale aura gagné à ce que les Belges qui jouent à Ostende ou à Spa aillent dorénavant jouer à Trouville, à Dieppe ou à Aix-les-Bains ?

» Si la Chambre tient à ce résultat plutôt négatif, si elle veut en même temps condamner Ostende et Spa à subir la désertion de leur plus riche clientèle étrangère, le Gouvernement, après avoir défendu les idées qu'il

croit raisonnables et sages, laissera à la Chambre la responsabilité de la ruine de nos deux principales cités balnéaires.

» Si un financier de génie trouvait le moyen d'équilibrer un budget d'administration publique en n'imposant que les consommations nuisibles et les manifestations blâmables de la richesse, j'estime qu'il mériterait qu'on lui élevât une statue.

» Que si l'on supprimait du jour au lendemain tous les cercles où l'on peut aujourd'hui jouer dans les conditions déterminées par la jurisprudence, on verrait, comme on l'a vu jadis, le jeu clandestin se propager partout, à l'abri de toute surveillance efficace. D'autre part, l'Etat, tuteur naturel des communes, aurait manqué à ses devoirs en contribuant à ruiner les finances des villes belges, à l'avantage de leurs concurrentes étrangères et sans profit réel pour la moralité publique, à défaut d'une entente internationale.

» Une législation hâtive qui produirait de pareils résultats serait un acte d'entraînement et non pas une œuvre de raison. On ne voit pas, du reste, comment il serait matériellement possible de l'appliquer. »

M. de Trooz, ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique, défendit énergiquement le système du régime d'exception pour Spa et Ostende, mais la Chambre ne fut pas convaincue et rejeta le maintien du privilège des jeux en faveur de nos deux villes balnéaires.

Le projet retourna au Sénat. Les commissions de la Justice et de l'Intérieur déposèrent, le 1^{er} mai 1901, un rapport aux termes duquel étaient proposées les dispositions suivantes :

§ 1^{er}. — « Le Gouvernement pourra autoriser, aux conditions déterminées au § 2 ci-après et aux autres conditions qu'il déterminera, l'Administration de la ville d'Ostende à permettre l'établissement sur son territoire d'un cercle qui ne sera pas soumis aux dispositions de la présente loi. Toutefois, cette autorisation ne pourra être accordée que d'année en année et au plus tard jusqu'au 31 octobre 1903.

» Elle pourra être révoquée en tous temps en cas d'abus constaté.

§ 2. — » Le Cercle ne sera ouvert chaque année que du 1^{er} mai au 31 octobre.

» Les jeux n'y seront tolérés que jusqu'à 1 heure du matin.

» Sa fréquentation sera interdite aux personnes de la localité, aux femmes et aux mineurs de moins de 21 ans.

» La concession fera l'objet d'une adjudication publique annuelle de la part de l'administration communale d'Ostende. »

Lors de la discussion qui s'ouvrit ensuite, *M. Roberti* s'exprima comme suit :

« Je voterai donc en faveur d'Ostende et de Spa, non seulement le délai de deux ans proposé par la Commission pour Ostende, mais même un délai plus long, s'il était proposé. Voici mes raisons. Je veux éviter ou au moins retarder la ruine d'Ostende et de Spa. Je veux leur donner le temps de se relever, de se ressaisir, si c'est possible. Je désire en même temps

» empêcher la ruine d'un grand nombre de commerçants, qui, escomptant
» la continuation de la situation actuelle ont, dans ces deux villes, acquis ou
» loué des immeubles et s'y sont établis à grands frais ; donnons-leur au
» moins le temps de résilier leurs baux et de liquider convenablement leur
» situation : il me semble équitable de tenir compte de ces circonstances,
» tant pour les administrations de ces deux villes que pour leurs habitants,
» et de leur accorder le bénéfice résultant d'une disposition transitoire.

» On a parlé de compensations à allouer aux deux villes particulièrement
» atteintes dans leurs finances, par suite de la suppression des jeux.
» M. le ministre de l'intérieur nous l'a rappelé hier. Ces indemnités, ces
» dédommagements leur seraient accordés par le trésor public, c'est-à-dire
» au détriment de tous les contribuables. Je ne puis admettre un pareil
» règlement d'indemnités, qui consisterait à faire payer par le pays entier,
» les dettes personnelles des communes : il serait regrettable et dangereux
» d'entrer dans cette voie. .

» En votant, pour un laps de temps à déterminer, la prorogation du privi-
» lège d'Ostende et de Spa, nous pouvons éviter, d'une part, la ruine de nos
» deux principales cités balnéaires, d'autre part, l'imposition de nouvelles
» et lourdes charges à l'Etat.

» C'est pourquoi j'émettrai sur la proposition de la prorogation temporaire
» du privilège d'Ostende et de Spa un vote favorable. »

Le 5 juin 1901, les commissions de la Justice et de l'Intérieur se réunirent à nouveau pour exprimer leur sentiment sur les nombreux amendements déposés.

Elles concluaient par une disposition transitoire indiquée à l'article 8 :

« Le gouvernement pourra autoriser l'administration communale de la ville d'Ostende à permettre l'établissement sur son territoire d'un cercle qui ne sera pas soumis aux dispositions de la présente loi.

» Toutefois cette autorisation ne pourra être accordée que jusqu'au 31 octobre 1903 au plus tard.

» Elle pourra être révoquée en tout temps en cas d'abus constaté. »

42 sénateurs votèrent cette disposition contre 35 qui la rejetèrent.

L'ensemble des projets de loi fut voté par 51 voix contre 7 et 29 abstentions, le 13 juin.

La Chambre des représentants, saisie une nouvelle fois, maintint son premier avis.

Le projet retourna une nouvelle fois encore au Sénat.

L'article 9, maintenant la disposition transitoire en faveur d'Ostende et de Spa, présenté à nouveau, fut maintenu au premier vote par 38 voix contre 35 et 2 abstentions.

Mais, au second vote, il fut rejeté par 41 voix contre 39.

On le voit, ce n'est qu'avec les plus vives appréhensions et au prix des plus grandes difficultés, que la Législature se décida enfin à renoncer à un système qui, tout en gardant l'avantage d'endiguer la passion du jeu, n'eut pas offert aux multiples tripots clandestins l'occasion belle de s'établir, tout

en préservant Ostende et Spa de la ruine, eût contribué à la prospérité du pays et assuré l'avenir d'œuvres ouvrières d'incontestable utilité sociale.

* * *

En effet, les appréhensions manifestées si souvent — on vient de le voir — au cours de ces longues discussions parlementaires sont aujourd'hui un fait accompli.

Les prédictions des défenseurs du système d'exception se sont réalisées de point en point et nous sommes autorisés à dire que, cette fois encore, « *le Mieux fut l'ennemi du Bien* ».

Nous assistons à la déchéance progressive, mais sûre, d'Ostende.

Nous croyons devoir reproduire ici les développements par lesquels l'auteur soussigné exposait les motifs de la proposition de loi qui, en 1909, était déposée sous les signatures de MM. Borboux, Buyl, Hamman, Mullendorff et Pil, proposition de loi qui vient de disparaître par suite de la dissolution des Chambres :

« Sans rappeler le préjudice que l'application rigoureuse de la loi de 1902 cause à ses grands hôtels, à ses restaurants, à ses maisons garnies, à ses magasins servant aujourd'hui de dépôts et de voie d'écoulement à une foule de produits de grande valeur de l'industrie du pays, il importe d'envisager la situation financière au milieu de laquelle se débat maintenant la « *Reine des Plages* ».

» L'équilibre du budget communal est assuré, à l'ordinaire, par une recette de 600,000 francs, portés sous la rubrique « *Produit de la location du Kursaal, du service des bains et du Théâtre royal* ». D'autre part, une somme de 276,000 francs figure, en recettes pour ordre, à l'extraordinaire du budget, sous la rubrique : « *Versements à opérer par le concessionnaire de l'exploitation du Kursaal, conformément au cahier des charges.* » La répartition judicieuse de cette somme importante entre tous les grands organismes sportifs qui avaient assumé la mission de faire d'Ostende un centre de haute élégance et de distractions sportives, son affectation partielle à la publicité, contribuaient puissamment à la prospérité de sa saison balnéaire. L'administration communale, en refusant, contrainte et forcée, de subsidier désormais ces puissants groupements sportifs, aura le sentiment de consacrer sa propre déchéance et de faire tomber Ostende au rang d'une plage de second ordre.

» En supposant qu'un régime d'exception, justifié par les circonstances, ne vienne en rien modifier la loi de 1902, l'administration se verra dans l'obligation de reprendre l'exploitation en régie du Kursaal, des bains et du Théâtre. Or, d'après l'expérience des dernières années, cette exploitation du Kursaal et des bains ne peut être considérée, dans l'hypothèse de la suppression radicale des jeux, comme constituant une source de revenus pour la ville, tant les exigences du public cosmopolite sont devenues excessives en matière de confort et d'initiatives artistiques.

» Quant au Théâtre royal, il apparaît que son exploitation, loin de mettre

la ville en bénéfice, la constituera, d'après les évaluations modérées, en perte d'au moins 50,000 francs. La ville d'Ostende va donc se trouver, d'une année à l'autre, devant un budget général en déficit de 600,000 francs à l'ordinaire et de 276.000 francs à l'extraordinaire.

» Les 600,000 francs de déficit ordinaire ne pourront, évidemment, être comblés que par le moyen d'impositions nouvelles. Et si l'on se rappelle que le chapitre tout entier des centimes additionnels et des impositions communales ne prévoit, pour l'exercice 1909, qu'une recette totale de 529.150 fr., il est facile de se rendre compte de la perturbation profonde que jettera, dans la vie économique des Ostendais, cette formidable aggravation de charges fiscales qui viendra précisément les accabler au moment où leur situation financière aura été ébranlée par une saison que tout annonce comme devant être déplorable en ses résultats.

» Il importe de rappeler, pour envisager dans son ensemble la situation actuelle d'Ostende, les lourdes charges financières qui résultent, pour cette commune, de l'annexion du village de Mariakerke et d'une partie des villages de Steen et de Breedene, charges qui affectent particulièrement son budget de la bienfaisance et celui de ses travaux publics.

» Enfin, il convient de rappeler aussi quelles sont, à l'heure présente, les charges de sa dette : la ville a à son passif une dette constituée non exigible, datant d'avant 1830, d'un import de fr. 254,029.74, et les dettes exigibles suivantes résultent d'emprunts faits sous le régime belge depuis 1851.

Emprunt de 1858.		fr. 4,000,000
— 1877.		4,000,000
— 1891.		525,000
— 1898.		25.172,500
— 1909.		2,100,000

Afin d'atténuer les effets désastreux prévus pour Ostende du vote de la loi de 1902, les Chambres ont bien voulu, il est vrai, mettre à la disposition de cette ville un crédit spécial de 5,000,000 de francs, mais ce crédit s'est trouvé rapidement absorbé par les travaux en cours ou en voie d'être mis en adjudication et dont voici le détail :

Église SS. Pierre et Paul	fr. 4,570,000	»
Assainissement de la rue Neuve.	86,900	»
Avenue Albert	692,009	60
Travaux d'aménagement du quartier d'Ostende-extension.	464,029	95
Travaux d'aménagement du quartier Est.	454,454	12
Assainissement du quartier rue du Marais	208,645	»
Portique-promenoir	742,751	55
Restauration de l'église de Mariakerke.	14,195	»
Extension des installations maritimes	690,000	»
Amélioration du champ de courses	41,275	»
Prise d'eau au canal de Bruges	84,625	»
Création d'un stand de tir.	171,115	»
Total.	fr. 5,000,000	»

Voilà pour le présent.

Mais quand, d'ici à quelques années, les grands travaux d'utilité publique seront terminés, travaux dont les uns sont en voie d'exécution — comme le nouveau réseau d'égouts — et dont les autres sont absolument urgents et nécessités par l'intérêt du commerce, de la pêche maritime et de la prospérité saisonnière, travaux pour la plupart improductifs ou sans productivité immédiate et qui ont été décrétés sous la poussée encourageante des pouvoirs supérieurs, combien plus sombre et plus menaçante encore sera la situation de la ville d'Ostende !

Elle aura à faire face à cette époque — dans quatre ans au plus tard — au service du nouvel emprunt de 10,000,000 de francs qu'elle aura été obligée de contracter pour assurer l'achèvement de son outillage économique. Et si l'on ajoute cette annuité — qu'on doit évaluer à 400,000 francs — au déficit budgétaire de 600,000 francs qui vient d'être relevé dans sa situation présente, il est malheureusement trop certain que les impositions actuelles devront être **TRIPLÉES** pour arriver à équilibrer les finances de la ville.

Voici, du reste, le tableau des aggravations de charges annuelles, fiscales et financières, votées par le Conseil communal d'Ostende depuis l'année 1909, en conséquence de la suppression des jeux :

Au budget ordinaire :

Impositions communales :

1 ^o Taxe sur le revenu cadastral des propriétés exonérées de la contribution foncière. Arrêté royal du 10 août 1909. . . . fr.	16.000
2 ^o Perception de 20 centimes additionnels nouveaux au principal des contributions foncières et personnelles et de 10 centimes additionnels au droit de patente. Arrêté du 6 avril 1910. . . .	86.000
3 ^o Taxe annuelle sur les balcons et loggias. Arrêté royal du 17 novembre 1911.	40.000
4 ^o Taxe sur la valeur locative de la contribution personnelle, augmentation d'un pour cent. Arrêté royal du 28 août 1911. . . .	13.000
5 ^o Perception de cinquante centimes additionnels nouveaux au principal de contributions foncières et personnelles (séance du conseil communal du 10 septembre 1912.	204.000
Total des contributions nouvelles fr.	<u>364.000</u>

Annuités.

6 ^o Annuité à la Société du Crédit Communal. Emprunt de 2,400,000 fr., approuvé par arrêté royal du 20 février 1909. fr.	86,625
7 ^o Annuité à la Société du Crédit Communal. Emprunt de 2,000,000 de francs, approuvé par arrêté royal du 6 avril 1910	82,500
8 ^o Annuité à la Société du Crédit Communal. Emprunt de 2,000.000 de francs, approuvé par arrêté royal du 10 décembre 1909	82,500

9° Annuité à la Société du Crédit Communal. Emprunt de 210,600 francs, approuvé par arrêté royal du 31 janvier 1912	6,275
10° Intérêt d'un prêt sur nantissement de 500,000 francs .	17,875
Total des charges financières nouvelles. . . fr.	275,775
Total général des aggravations de charges annuelles. . fr.	640,275

Ce tableau est assez suggestif et peut se passer de commentaires. Outre la situation des finances communales, il y a lieu de considérer également celle du commerce, des hôteliers, des particuliers, propriétaires et locataires d'immeubles dont les ressources sont plus ou moins taries ou en diminution considérable.

Telle est la crise matérielle au milieu de laquelle Ostende se débat à l'heure actuelle.

*
* * *

La situation faite à Spa par l'application intégrale de la loi de 1902, n'est pas moins alarmante. Elle sera exposée de façon suffisamment précise par la reproduction ci-après du rapport qu'a bien voulu nous communiquer le collège échevinal de Spa.

RAPPORT SUR LA SITUATION FAITE A SPA PAR L'APPLICATION DE LA LOI DE 1902 SUR LES JEUX.

L'application de la loi de 1902 sur les jeux a été pour Spa désastreuse.

Dépourvue des ressources qu'elle retirait antérieurement de l'affermage des salons du Casino, la ville a dû demander à ses habitants un chiffre exorbitant d'impositions pour organiser ses saisons et faire face à ses obligations de ville d'eau et payer les travaux d'hygiène commencés antérieurement avec l'espoir des recettes à provenir de l'affermage des jeux.

Pour s'en rendre compte, il suffira de noter *l'accroissement des taxes communales depuis 1903*.

En 1902, le chiffre global des impositions n'atteignait que 88,200 francs.

Mais dès 1903, il s'élevait à 226,900 francs pour arriver, en 1914, au total de fr. 318,996.77.

La population spadoise ne comptant au 31 décembre 1914 (relevé officiel) que 7,923 habitants, il en résulte que, en tenant compte aussi des impositions générales (État et province), le Spadois est taxé actuellement à raison de 53 francs, alors que d'après les documents officiels, le Belge, en moyenne, ne paye que fr. 9.05, le Gantois, fr. 13.46, le Liégeois, fr. 15.26, l'Anversois, fr. 19.22, le Bruxellois, fr. 36.60, ce dernier avec toutes les charges d'une capitale, mais aussi avec tous les profits d'une des plus grandes villes du monde. Ce qui n'est pas le cas pour Spa.

Au surplus, voici l'édifiant tableau des taxes communales dont sont grevés les Spadois :

200 centimes additionnels à la contribution foncière, à la personnelle et au droit de patente ;

- 2 p. c. sur le mobilier ;
- 6 p. c. sur le revenu cadastral des propriétés bâties ;
- 2 p. c. sur le revenu cadastral des propriétés bâties situées dans les rues pourvues d'égouts ;
- Sur les chiens ;
- Sur les pianos ;
- Sur les divertissements publics ;
- Sur les débits de boissons, tabacs et cigares ;
- Sur les services de l'abattoir ;
- Sur le colportage ;
- Sur le placement de chaises et de tables sur la voie publique ;
- Sur emplacements aux fêtes, foires et marchés ;
- 5 p. c. sur le prix de location des maisons meublées, appartements et chambres garnis ;
- Sur les stationnements pour voitures de place.

Les charges de l'outillage balnéaire et hygiénique

La ville de Spa a dû faire face à des dépenses considérables depuis 1903, pour augmenter son outillage balnéaire, pour réaliser des embellissements nécessaires, pour continuer ses grands travaux sanitaires en exécution d'un plan d'ensemble approuvé par les services techniques de l'État et de la Province.

La législation, lors du vote de la loi de 1902, nous a octroyé, il est vrai, une dotation de deux millions à l'effet d'aider la ville à exécuter les améliorations indispensables et à se mettre à la hauteur des stations thermales concurrentes, mais :

Le nouveau kursaal a coûté.	fr. 3,745,417 06
Les aménagements à l'établissement des bains	207,799 39
La restauration du théâtre	125,014 »
La réfection de la conduite d'amenée de l'eau de la source	
Marie-Henriette aux bains	23,433 84
La réfection du bassin de natation.	29,216 02
Egouts	98,915 66
Conduites d'eau	63,497 33
Aménagement et achat du jardin des roses	206,081 03
Achat du vélodrome et du lawn-tennis	98,000 »
Construction d'un tir à l'arme de guerre.	266,434 22
Amélioration de la rue Léopold prolongée	8,564 35
Construction du pont du boulevard Renier	96,437 44
Réfection du pavé de la ville	59,219 03
Construction d'une nouvelle école moyenne de l'Etat pour	
garçons	251,484 17
Aménagement de l'hippodrome de la Sauvenière	11,769 79
Achat de la source du Pouhon Prince de Condé	40,000 »
Soit en tout. . fr.	5,331,283 35

Il est à noter que ces travaux ont été indiqués comme indispensables à l'outillage de la ville d'eau dans le tableau D du rapport de la Commission ministérielle instituée par arrêté ministériel du 5 mars 1901 dans la province de Liège à l'effet d'établir la situation financière de Spa après la suppression des jeux (MM. Mahiels, Demarteau, Bleyfuesz et Wilgot).

A ces dépenses effectuées pour grands travaux extraordinaires, il y a lieu d'ajouter celles de l'organisation des saisons, qui sont également considérables.

Accroissement de la dette communale.

L'outillage balnéaire et l'exploitation de la ville d'eau depuis 1903, date de la mise en vigueur de la loi de 1902 sur les jeux, ont eu pour conséquence de quadrupler en huit ans la dette communale.

En 1902, la ville avait à servir les intérêts d'une dette constituée au capital de fr. 156,151.45, soit fr. 6,526.59, plus une annuité de 55,800 francs en amortissement d'un emprunt de 1,295,000 francs contracté par l'entremise du Crédit communal.

Aujourd'hui notre dette s'élève au chiffre de fr. 6,761,486.75 et exige un service d'intérêts de 242,740.14, soit plus des deux tiers du produit des impositions payées par l'habitant.

Dans cette dette sont compris les deux emprunts de 2,182,500 francs de 1905 et de 2,645.000 de 1909 entièrement épuisés — dont l'amortissement doit s'opérer en 90 annuités de 167,500 francs chacune.

Diminution des revenus patrimoniaux.

Tandis que la dette communale a augmenté dans des proportions effrayantes, nous constatons, d'autre part, une diminution de plus de moitié de nos revenus patrimoniaux.

En 1902, le chapitre « Revenus patrimoniaux » donnait un total de recettes de fr. 412,039.66.

La même rubrique, au compte de 1911, ne fournit plus que fr. 194,959.72.

Dépréciation des immeubles. Situation désastreuse des propriétaires et commerçants.

La loi de 1902 sur les jeux n'a pas seulement rendu presque impossible l'administration de la ville, elle atteint gravement la situation des propriétaires d'immeubles et des commerçants de Spa.

Les ventes publiques d'immeubles accusent une dépréciation de ceux-ci de 50 p. c.

Et il résulte des documents officiels que les trois quarts des propriétés des habitants de Spa sont grevées d'hypothèques (Rapport Dr Delneuve à la Commission instituée par arrêté royal du 2 août 1911 — en date du 16 décembre 1911), le nombre des prêts hypothécaires ne fait qu'augmenter ; les successions contiennent presque toujours un passif hypothécaire, rarement un actif.

Le commerce local traverse une crise excessivement pénible, l'industrie des bois de Spa, jadis si florissante au point de faire vivre directement plus de trois cents familles de menuisiers, tourneurs, sculpteurs, artistes-peintres, polisseurs, vernisseurs et marchands détaillants, n'occupe plus actuellement, durant une faible partie de l'année, que quelques artisans et un petit nombre de boutiquiers forcés de mettre à l'arrière-plan leurs jolies pièces pour demander à la vente des cartes illustrées les revenus que les boîtes de Spa ne peuvent plus leur procurer ! Que de petits patrons ont dû cesser leurs affaires !

Enfin, combien d'ouvriers ont dû quitter la ville avec leurs familles ou doivent se rendre chaque jour à Liège, à Verviers ou ailleurs pour y trouver de l'occupation et subvenir par là aux frais de leurs ménages !

L'industrie hôtelière traverse une crise des plus pénible, en suite de laquelle elle sombrera infailliblement, entraînant dans sa ruine les nombreux commerces qui en dépendent. Les quelques hôtels subsistant encore à Spa ne peuvent vivre malgré la disparition d'un très grand nombre de leurs concurrents, parmi lesquels les premiers et les plus grands hôtels de la ville ; nous citerons comme disparus aujourd'hui :

Grand Hôtel d'Orange ;
Grand Hôtel du Midi ;
Grand Hôtel de Flandre ;
Grand Hôtel des Pays-Bas ;
Hôtel du Palais-Royal ;
Hôtel Royal ;
Hôtel Brighton ;
Hôtel Quatre-Saisons ;
Hôtel du Nord ;
Hôtel Oquidan.

Cette situation extrêmement pénible provient de ce que depuis 1903, les saisons, tout en coûtant très cher aux habitants, ne laissent plus à ceux-ci que des bénéfices considérablement réduits.

Privées de l'attrait que produisait sur l'étranger l'annonce des mêmes distractions qu'à Monte-Carlo, qu'à Vichy, qu'à Enghien-les-Bains et tant d'autres stations de villégiature, les saisons n'attirent plus la clientèle cosmopolite qui faisait la prospérité de la perle des Ardennes, amenait l'or étranger dans le pays et faisait la richesse du grand négoce belge.

Statistique des étrangers.

On se rendra aisément compte de ce que nous venons d'affirmer, en parcourant les données suivantes sur la statistique des étrangers pendant les deux dernières années comparées à celle de 1899 (période des jeux) :

Nationalités.	1899.	1910.	1911.
—	—	—	—
Français . . .	3,526	2,240	1,553
Allemands . . .	1,911	757	665
Anglais . . .	2,405	998	961
Américains . . .	482	243	199
Russes . . .	574	147	111
Autrichiens . . .	297	110	28
Italiens . . .	493	58	51
Espagnols . . .	166	67	45
Totaux. . .	9,852	4,620	3,613

Ce tableau est édifiant. Il montre la décroissance extraordinaire du nombre des visiteurs étrangers à la Belgique.

Travaux restant à effectuer.

Malgré les charges qu'elle s'est imposée, la ville de Spa n'a pu, faute de ressources, effectuer tous les travaux indispensables à l'achèvement de son outillage balnéaire et sanitaire et à son embellissement.

Voici notamment une liste des améliorations qu'il reste à réaliser et qui ont été déclarées de toute nécessité par la Commission instituée par le Gouvernement en 1901 :

Voûtage de la rivière derrière l'hospice-hôpital Saint-Charles ;

Lazaret pour maladies contagieuses ;

Pavage de la ville ;

Édification d'une morgue ;

Usine d'épuration des eaux d'égouts ;

Hangar pour matériel de fêtes ;

Construction de rue pour desservir les écoles ;

Aménagement des fontaines extérieures ;

Voûtage du Wayai au boulevard des Anglais ;

Voûtage du ruisseau de Barisart ;

Voie cyclable route du lac ;

Construction d'une route du lac au Tonnelet ;

Idem, d'une route de Creppe à Winamplanche ;

Aménagement du chemin du cimetière ;

Création de la percée Jacquet pour dégager la salle des fêtes du Kursaal ;

Réfection de l'église et décoration ;

Construction de serres ;

Emprises le long des boulevards ;

Construction d'égouts secondaires et de conduites d'eau pour parachever notre outillage balnéaire.

Ce que les jeux publics de Spa ont rapporté au Gouvernement.

En regard de la dotation de 2 millions que les Chambres législatives nous octroyèrent, en 1902, à titre de compensation du tort qu'allait causer à la ville de Spa, l'application de la loi de 1902 sur les jeux, il est intéressant de rappeler ce que l'exploitation des jeux publics de Spa rapporta à l'État belge avant 1872.

De 1832 à 1859, l'État reçut 50 p. c. du produit des jeux et ne versa à la ville que 400 francs par an pour frais de police. De 1859 à 1880, le Gouvernement octroya 20,000 francs par an à la ville de Spa moyennant charge, par la ville de l'entretien des routes et promenades. Les frais de saison étaient entièrement à la charge de la Société des jeux.

De 1880 à 1888, la ville reçut 5 p. c. des bénéfices nets des jeux, la part de l'État étant toujours de 50 p. c.

De 1888 à 1870, la redevance de la ville atteignit 20 p. c., celle de l'État restant à 50 p. c.

Pendant les deux dernières années des jeux publics, 1871 et 1872, le Gouvernement s'alloua 90 p. c. des bénéfices, les 10 p. c. restants allant aux actionnaires. Le bénéfice de ces deux saisons fut de 4,798,964 francs pour l'État seul.

De 1832 à 1872, l'État a encaissé 15 millions et demi provenant des jeux.

Conclusion.

L'exposé ci-dessus de la malheureuse situation de la ville de Spa met à nu la détresse de celle qui fut jadis la reine des stations thermales du monde.

Ce tableau n'est pas poussé au noir, il est malheureusement exact, il repose du reste sur des documents officiels et sur des faits faciles à vérifier.

Il indique une détresse profonde qui ne fera que croître si une intervention énergique ne vient enrayer cette décadence.

Pour faire l'essai loyal de la situation nouvelle créée par la loi de 1902 sur les jeux, la ville s'est engagée dans des charges énormes que sa population est impuissante aujourd'hui à soutenir.

Les affermage successifs qu'elle a conclus ont été désastreux pour son crédit de ville d'eaux.

Nous demandons que la législature nous donne les moyens d'éteindre notre dette si lourde, de lancer une réclame productive, d'organiser nos saisons, de nous armer dans la lutte pour la vie que se font les villégiatures d'Europe. de reprendre en un mot, notre rang de première ville d'eau du monde, et que, par une concession transitoire, elle nous permette sous un règlement élaboré par elle et sous son contrôle, de nous libérer de notre dette, d'achever notre outillage, de nous créer un fonds de réserve suffisant à l'organisation de nos saisons, de réparer les conséquences désastreuses qu'a eues pour nous et aussi pour le pays tout entier, pour les recettes du railway belge comme pour le commerce et l'industrie, l'application de la loi de 1902 sur les jeux.

(Administration communale de Spa.)

Voilà des faits et des chiffres. Sans doute, le Gouvernement, conscient de « sa mission de tuteur et de gardien des villes d'Ostende et de Spa, comme » de toutes les communes du royaume — ainsi que le disait M. Wiener, au Sénat, a compris « qu'il ne pouvait assister impassible à la ruine de ses deux » stations balnéaires » et sa sollicitude s'est manifestée, en ce qui concerne Spa notamment par l'institution d'une « *Commission d'étude chargée de l'examen des questions intéressant la station balnéaire de Spa.* »

Cette commission, placée sous la présidence de M. le Gouverneur de la province de Liège et divisée elle-même en trois sections, s'est mise au travail promptement et avec le zèle le plus grand et le plus éclairé. Il y a lieu d'attendre beaucoup des initiatives qu'elle proposera au Gouvernement. Mais l'œuvre sera longue à accomplir et si la situation même de Spa n'en facilite la réalisation, elle exigera des sacrifices peut-être importants et cependant indispensables pour sauvegarder cette part considérable du patrimoine national que constitue notre charmante station de villégiature Ardennaise.

Actuellement, ce n'est qu'au prix des efforts les plus méritoires et de la bonne volonté de tous que Spa a pu, jusqu'à ce jour, conjurer la ruine.

Nous n'oserions prétendre qu'il pourra en être ainsi jusqu'au jour où Spa, grâce à des installations nouvelles et à des travaux nombreux, aura pu reprendre un rang qui lui permette, comme par le passé, de lutter avec avantage contre les stations balnéaires étrangères les plus en vogue.

Ainsi que le déclarait au Sénat M. Peltzer : « les deux solutions (rétablissement des jeux et développement de la station médico-balnéaire, selon les vues de la Commission d'étude instituée), ne s'excluent pas. Toutes deux doivent retenir notre attention ».

*
* *

Il serait erroné de ne considérer la question des Jeux d'Ostende et de Spa qu'au seul point de vue des intérêts locaux de ces deux villes.

La répercussion que la prospérité de nos deux stations balnéaires, placées aux deux extrémités du pays, exerce sur les intérêts économiques généraux a été parfaitement mise en lumière par M. Verbeke au Sénat.

Les considérations qu'il y fait valoir au profit d'Ostende spécialement trouvent également la plus grande part de leur application en ce qui concerne Spa.

Nous ne pouvons mieux faire que les reproduire ici :

« Il y va donc des intérêts vitaux d'Ostende, disait-il. Et il ne s'agit pas ici d'un intérêt local, mais bien d'un intérêt général, national. C'est ce que je vais démontrer brièvement, en me servant de chiffres irrécusables, facilement contrôlables, empruntés à l'exposé officiel publié par le collège échevinal d'Ostende. Je prouverai quelles conséquences financières et économiques entraînerait pour tout le pays la suppression des jeux. Tous vous avez reçu, Messieurs, cet exposé loyal et décisif, mais peut-être tous ne l'avez-vous pas étudié.

» Cet important document démontre tout d'abord la prépondérance incontestable de l'élément étranger sur l'élément belge venant séjourner à Ostende et y dépensant des millions. Le recensement officiel global de la

police accuse pour la saison de 1905, prise au hasard, au sortir d'une crise, 51,168 visiteurs, parmi lesquels 18,200 Belges. Comme on ne recense qu'une personne pour une famille de trois personnes, on peut dire hardiment que plus de 150,000 personnes séjournèrent à Ostende. Or, on ne relève dans les grands hôtels, où les plus grandes dépenses sont faites par les étrangers, qu'une proportion de 2 p. c. de Belges.

» En appliquant à Ostende les bases d'après lesquelles Karl Müller a calculé ce que les étrangers rapportent annuellement à la Suisse (son travail a paru dans les *Annales d'Économie politique*), nous trouvons pour Ostende un total de 66 millions et demi de francs, dont au moins 50 millions proviennent de l'élément cosmopolite.

» L'exposé officiel du Collège établit alors : 1° La nécessité de l'afflux des villégiateurs pour les recettes des exploitations de l'Etat : malles-postes Ostende-Douvres, chemins de fer, postes, télégraphes et téléphones ; 2° La preuve mathématique de l'importance industrielle considérable de la prospérité ostendaise pour la Belgique, du lien existant entre l'intérêt des travailleurs de toutes catégories et le développement économique de la Reine des plages.

» Avec le Collège échevinal, j'attire l'attention des penseurs, des économistes, des industriels, des ouvriers et des sociologues sur la situation très spéciale d'Ostende, facteur indéniable de richesse pour tous les Belges.

» Je reprends, en analyse rapide et *grosso modo*, chacun des deux points que je viens d'indiquer.

» 1° Nécessité de la réussite de la saison d'Ostende pour les régies de l'Etat.

» En 1905, les jeux étaient virtuellement supprimés, et la saison fut désastreuse ; en 1906, les étrangers affluèrent à Ostende. Or, les recettes des postes furent, en bons-postes, de 98.006 francs pour 1905 et de 161,445 francs pour 1906 ; et en mandats internationaux, de 367,883 francs pour 1905 et de 2,871,357 francs, soit près de huit fois autant, pour 1906.

» Les recettes des postes, télégraphes et téléphones à Ostende se sont élevées pour 1905 à 14,222,694 francs ; la saison fut mauvaise en 1908 : les recettes ont subi une diminution de 5 millions. Est-ce concluant ?

» Les versements à la Caisse d'épargne ont été en 1905 de 1,703,705 francs et les retraits ont été de 1,313,190 francs, total sensiblement inférieur à celui des versements. Pour 1908, saison mauvaise, les versements ont été de 3,121,000 francs et les retraits de 4,217,000 francs, soit supérieur de près de 1,200,000 francs aux versements. Est-ce assez significatif ?... La petite épargne avait été affectée par la non-réussite saisonnière.

» Le nombre des voyageurs sur les paquebots Ostende-Douvres est supérieur de près de 50,000 pour 1906 au nombre des voyageurs pour 1905, année mauvaise ; pour 1908, année mauvaise également, le nombre des voyageurs est sensiblement le même que pour l'année 1907 ; il est demeuré stationnaire.

» Pour 1908, les recettes à la gare d'Ostende-Ville ont fléchi de 50,000 fr. sur celles de l'année précédente 1907.

» 2° L'importance de la prospérité ostendaise pour l'industrie de la Belgique.

» En ces dix dernières années, la ville d'Ostende a dépensé en travaux publics 54,529,008 francs. Or, les matériaux provenaient exclusivement des régions industrielles du pays, et les ouvriers, pour moitié, des régions suburbaines, et, pour l'autre moitié, de tout le pays. La nation entière a donc, à cet égard déjà, profité très largement de l'exploitation saisonnière ostendaise. Mais il y a plus : en ces quinze dernières années, on a construit à Ostende 1,923 hôtels, villas et maisons, pour la jolie somme de 55 millions 607,000 francs. Ostende comptant ainsi actuellement 7,150 maisons, on peut dire que près du tiers des immeubles est une conséquence directe de la prospérité locale; et comme, encore une fois, les matériaux et la main-d'œuvre ont été fournis par toute la Belgique, le pays entier est intéressé à la réussite saisonnière. Et nous ne parlons pas des installations et du mobilier de tous ces hôtels, villas et maisons; nous arriverions alors au bas mot à une évaluation de plus de septante millions.

» Recherchons maintenant, à grands traits, quelles seraient les suites de la suppression des jeux, si malencontreusement rêvée et poursuivie par d'aucuns.

» D'après ses engagements et ses projets actuels, la ville d'Ostende doit encore achever ou effectuer des travaux pour un total de 52 millions de francs. Cette dépense peut être décomposée comme suit :

Produits de carrière	fr. 8,900,000
Industries métallurgiques et électriques	7,250,000
Chaux et ciments	4,600,000
Bois, briques et matériaux divers	14,750,000
Main-d'œuvre et études	15,500,000
Expropriation	6,000,000

» Inutile d'insister après cela sur le débouché de premier ordre qu'est Ostende pour l'industrie et les travailleurs belges. Le passé est garant de l'avenir.

» En dehors de la production de briques, il n'existe aucune industrie à Ostende. Or, à l'heure actuelle, il y a pour ainsi dire arrêt complet de la construction sur le littoral; d'où 1,500 ouvriers briquetiers congédiés sur 2,500!

» Sans les ressources des jeux, tous les travaux en cours ou projetés sont arrêtés, suspendus; l'industrie nationale se trouve privée de 45 millions; un grand nombre d'ouvriers sont sans travail; Ostende est désertée, appauvrie; perte considérable de recettes pour l'Etat.

» La richesse mobilière est très minime à Ostende; les ressources locales sont presque nulles. Le mouvement des comptes-courants particuliers en recettes a été, pour 1908, à Verviers, pour une population sensiblement égale, le décuple (deux cent douze millions) de ce qu'il a été à Ostende (21 millions).

» Quant à l'industrie de la pêche maritime, dont on pourrait s'aviser de faire état, elle ne constitue pas un facteur bien important dans la transformation immobilière et dans la construction de près de deux mille immeubles dans les quinze dernières années : l'augmentation du produit de la vente de poisson frais à la minque n'a été, en huit ans (1900-1908) que de 514,331 fr. et elle est due aux nouveaux chalutiers à vapeur appartenant à des sociétés étrangères à la ville.

» Autre considération : les immeubles d'Ostende sont grevés de plus de 33 millions d'hypothèques ; or, les créanciers hypothécaires étant répartis dans toute la Belgique, une crise saisonnière à Ostende mettrait les débiteurs hypothécaires dans l'impossibilité de satisfaire à leurs engagements, et provoquerait une débâcle immobilière qui, par répercussion, affecterait les quatorze stations balnéaires du littoral.

» En résumé donc, frapper Ostende de déchéance, c'est faire diminuer considérablement les recettes des chemins de fer, postes, télégraphes, téléphones, paquebots, douanes, etc..., c'est condamner à un état voisin de la misère de nombreux employés, fils d'ouvriers pour la plupart, et faire émigrer une partie de la population qui ne trouve son existence assurée que dans l'exploitation saisonnière ; c'est réduire les transactions commerciales de tous genres, ce qui affectera tous les Belges ; c'est porter préjudice à l'industrie nationale en lui enlevant un débouché important ; c'est faire perdre à la Belgique les dizaines de millions qu'y dépensent, chaque année, les étrangers attirés par la publicité faite en faveur d'Ostende. C'est compromettre la prospérité de toutes les localités balnéaires de la côte belge par la suppression de l'influence bienfaisante que sa vogue exerce sur elles ; c'est mettre dans un état d'infériorité cette côte belge qui est un des facteurs les plus incontestables de la prospérité de la patrie. C'est donc nuire au pays tout entier.

*
* * *

Si, maintenant, quittant le terrain des intérêts matériels, nous jetons un rapide coup d'œil sur les conséquences que la loi de 1902 a produites au point vue de la disparition des maisons de jeux, nous constaterons ce fait que si la loi actuelle a le mérite d'avoir refréné la passion du jeu dans plusieurs endroits du pays, elle a, par contre, eu pour résultat de faire naître une multitude de tripots précisément dans les deux seules villes qui, depuis tous temps, étaient le rendez-vous des joueurs.

Ostende et Spa, ces dernières années, ont vu pulluler ces tripots malsains et dangereux.

« Ceux qui sont les adversaires des tripots clandestins, disait *M. Orts*, » doivent être partisans de la réglementation des jeux. »

C'est ce à quoi vise la présente proposition de loi.

Aujourd'hui les tripots foisonnent à Ostende. On en a compté au delà de soixante pendant la saison dernière et il n'est pas rare que le parquet de Verviers doive sévir contre ceux qui viennent s'établir à Spa.

Il semble bien que nous en soyions revenus à des circonstances semblables à celles qui déterminèrent le Prince-Evêque de Liège à concéder à Spa le privilège des jeux réglementés et où les pouvoirs publics accordaient à Ostende les mêmes faveurs.

*
* * *

Pareil état de choses, tant matériel que moral, n'a pas été sans émouvoir le pays.

M. Alexandre Gielen, dans l'excellente brochure qu'il a fait paraître sous le titre *Ostende et Spa*, brochure distribuée à chacun de nos collègues du Parlement, a rappelé quelques-uns des avis émis en ces derniers temps par la Presse des divers partis et par ceux des organes non politiques qui se consacrent spécialement à la défense de nos intérêts économiques. Citons parmi les journaux favorables à la thèse d'une exception en faveur d'une modification à la loi actuelle : Le *Handelsblad* d'Anvers, la *Semaine politique* de Bruxelles, l'*Avenir de Spa*, le *Carillon* d'Ostende, le *Littoral*, *Sport-Elevage*, la *Chronique*, *Bruxelles-Maritime*, l'*Etoile Belge*, le *Voyageur*, organe officiel de la Société Générale des Voyageurs de Commerce de Belgique, le *Moniteur du Commerce Belge*, la *Métropole* d'Anvers et bien d'autres encore.

La *Métropole* terminait un de ses récents articles par ces termes qu'il nous est très agréable de reproduire :

« Ne serait-il pas fort simple de trouver dans le revenu des jeux d'Ostende et de Spa, des courses qui ont lieu tous les jours en Belgique, les millions qu'il faudra consacrer aux habitations et aux pensions ouvrières ? Il est beaucoup de bons esprits qui se le demandent et il n'est, en tout cas, pas interdit de soulever la question. Peut-être la commission des habitations ouvrières s'y résoudra-t-elle, et si, par hasard, une partie de l'argent qu'un tas d'exotiques tiennent à venir étaler sur les tables de baccarat, pouvait exonérer la masse des Belges de charges nouvelles, on pourrait trouver que cela ne serait pas si ridicule. »

Ce mouvement de presse n'est lui-même que l'écho d'un mouvement d'opinion qui agite non seulement les administrations communales et les chambres de commerce du littoral, mais encore des chambres de commerce d'entre les plus importantes du pays.

Le journal *La Chronique*, au cours d'une enquête portant sur la nécessité d'une exception à la loi sur les jeux en faveur de Spa et d'Ostende, a fait connaître les avis très catégoriques de la Chambre de Commerce d'Ostende, de l'Administration communale de Blankenberghe, par l'organe de son bourgmestre, M. d'Hondt, actuellement notre collègue, de l'Administration communale de Heyst, par l'organe de son bourgmestre, M. de Geldere, de l'Administration communale de Nieupoort, par l'organe de M. Snauwaert, son bourgmestre, de la Fédération des Commerçants et Commerçantes détaillants de Belgique, de l'Association des Hôteliers, etc., etc.

Et voici que la Chambre de Commerce de Bruxelles, la plus importante du pays, comprenant 106 syndicats et près de 6,000 membres appartenant à toutes les branches du négoce de Bruxelles et de ses faubourgs, vient, à son tour, de se prononcer à l'unanimité pour une dérogation à la loi, en faveur de Spa et Ostende. Cette décision a été prise en suite de l'excellent discours prononcé en ce sens par son président, M. Van Elewyck, et dont nous rappelons ci-après le plus important passage :

« La suppression des jeux a ruiné Ostende et Spa et cette ruine a sa répercussion dans le commerce bruxellois. De nombreuses maisons s'installent là-bas pendant la saison d'été, à grands frais; le législateur intervient et chasse la meilleure clientèle de ces magasins, restaurants et hôtels. Si encore la loi avait guéri le joueur étranger de sa passion de cartes et de roulettes !

» Mais pas du tout. Cet étranger ne veut plus être guéri de sa passion du jeu, il déserte tout bonnement Ostende et Spa et va risquer ses souverains et ses dollars dans les villes d'eaux françaises. Dans ses conditions, la clientèle émigre et, faute d'acheteurs, les magasins ferment. Il en résulte que la Chambre, pour empêcher que les riches oisifs ne se ruinent, ruine les honnêtes gens qui ne demandent qu'à gagner leur vie en travaillant.

» Même avec le consentement de tous les pays à villégiature, après une entente internationale supprimant les maisons de jeux partout, vous n'auriez abouti qu'à un résultat moral effectif, car vous n'auriez pas supprimé la passion du jeu. Vous auriez multiplié les tripots en y parquant clandestinement les joueurs, voilà tout. Mais si la loi ne peut pas supprimer le jeu, du moins peut-elle le canaliser et le surveiller. La Commission sénatoriale en était convaincue lorsqu'elle disait il y a quelques années : « La loi doit se borner à réglementer, à supprimer les abus, à faire surveiller la sincérité des jeux et à punir sévèrement toute infraction. » Interdire toute exploitation des jeux, c'est renoncer à toute réglementation, et par conséquent à toute moralité dans l'espèce. Ce n'est pas l'autorisation qui est immorale, c'est l'interdiction.

» L'autorisation, sous le contrôle et avec une participation de l'État dans le produit au profit de la bienfaisance et des œuvres sociales, et avec une participation des communes au bénéfice des travaux d'utilité et d'embellissement, doit être énergiquement défendue. L'impôt sur les passions est le plus moral qui soit, mais il n'est pas d'une perception bien pratique; c'est pourquoi l'on n'en parle guère; Il est possible, cependant, en matière de jeux et, naturellement, on n'en veut pas. Non seulement il est le meilleur au point de vue moral, mais au point de vue de la théorie économique, il n'en est aucun autre qui ait ses perfections; elles sont trois : 1° il est somptuaire, puisqu'il est payé par les riches; 2° il est volontaire, puisque ne le paye que celui qui veut bien le payer; 3° il est payé presque entièrement par les étrangers, puisque la majorité des joueurs et des mises sont d'origine américaine, anglaise, russe, etc.

« Le devoir des Chambres serait d'encourager le tourisme, non seulement dans l'intérêt du commerce belge, mais aussi pour nous aider à corriger un peu la lamentable anémie monétaire dont nous souffrons. Nous lui devons en

grande partie nos changes défavorables et le taux élevé de l'escompte depuis quelques années. Les touristes étrangers, villégiateurs ou joueurs, nous apportent de l'or, cet or tant recherché et qui compte seul dans les règlements internationaux. On évalue à plus de cent millions l'or dépensé en Suisse par les étrangers; à Paris seul, les étrangers laissent un milliard d'or chaque année. A combien faut-il évaluer les recettes de Trouville, de Biarritz, d'Aix-les-Bains, de Vichy, de Nice et de toutes les autres villégiatures françaises? Ajoutez-y les dépenses de jeux et demandez-vous si la richesse monétaire de la France ne provient pas en grande partie des touristes qui séjournent ou qui passent. La France renforce ses emprises sur les exploitations de jeux, mais a bien garde de ne pas supprimer le jeu, de ne pas tuer la poule aux œufs d'or.

» Le vote approbatif que vous émettrez en faveur du rétablissement des jeux, des jeux réglementés, surveillés et taxés, sera un appel à la raison que vous adresserez à la Chambre. »

La Chambre de Commerce de *Liège*, d'autre part, a décidé de porter à l'ordre du jour de sa première assemblée la question du rétablissement des jeux réglementés à Ostende et à Spa.

Ainsi l'on peut dire que la présente proposition de loi est portée devant le Parlement par la grande majorité de ceux qui s'intéressent non seulement à la vie et à la prospérité d'Ostende et de Spa, mais encore aux intérêts moraux et économiques du pays entier.

*
* * *

Il est du reste, peu de villes balnéaires à l'étranger où des cercles de jeux ne soient à la disposition de la clientèle de villégiaturistes. Il en est ainsi même en Allemagne où cependant les villes d'eaux sont l'objet d'une protection toute spéciale de l'État et où cette protection se manifeste par une très large intervention pécuniaire, intervention qui sera exposée par la publication des Travaux de la Commission Gouvernementale instituée pour l'examen des questions intéressant la station balnéaire de Spa.

En France, après l'essai d'une interdiction moins stricte que la nôtre, cependant, la législature paraît disposée à en revenir à un système moins restrictif encore et à faire bénéficier les œuvres sociales de la plus grande part possible du produit des jeux.

En effet, M. Justin Gérard, député, a déposé son rapport fait au nom de la commission du budget, chargée d'examiner le projet de loi ayant en vue d'établir un tarif progressif sur le produit brut des jeux dans les cercles et casinos des stations balnéaires, thermales et climatiques de France.

On se rappelle que sur la demande de beaucoup de députés et de sénateurs, le gouvernement français s'était engagé à présenter ce projet de loi, qui va être bientôt soumis à la discussion et aux votes des deux Chambres.

En France, le système qui est appliqué jusqu'à présent réserve à l'État quinze pour cent sur le produit brut des jeux, avec affectation de ce bénéfice à des œuvres d'intérêt, d'assistance et de prévoyance publiques. Les villes d'eau dans leurs cahiers des charges se réservaient un tant pour cent sur le

produit *brut* des jeux, mais exigeaient du fermier qui les entreprenait, un certain nombre d'avantages accessoires. Notamment l'obligation de donner des concerts avec l'orchestre du Casino, de faire jouer sa troupe au Théâtre municipal, de donner un certain nombre de représentations et de concerts au profit des œuvres de bienfaisance de la ville, d'attribuer des prix en argent aux courses de chevaux, aux régates, aux clubs sportifs, etc. Si la commune est propriétaire du Casino ou du Kursaal, elle reste maîtresse d'en débattre le prix.

Ces divers prélèvements faits, le restant du produit brut revenait au fermier, lui servait à couvrir ses dépenses et lui laissait aussi un bénéfice net pour rémunérer les risques de l'entreprise.

Les contrôles de l'Etat et des villes ont établi que depuis 1907, les jeux dans les stations balnéaires françaises ont donné les bénéfices annuels suivants, dont nous arrondissons les chiffres.

L'exercice va du 1^{er} novembre d'une année au 1^{er} novembre suivant.

En 1907.	14 millions de francs
1907-1908	28 millions 800,000 francs
1908-1909	37 millions 500,000 francs
1909-1910	43 millions 800,000 francs
1910-1911	48 millions de francs.

Pour 1911-1912, les chiffres ne sont pas encore établis, mais on est sûr d'une plus-value sensible sur l'année précédente.

Le prélèvement fait par l'Etat représente, dans ce total, la somme de 26 millions environ.

La progression qu'établit le projet de loi, ne porte dans son application que sur un nombre très restreint d'établissements.

Elle commence à jouer seulement lorsqu'un produit brut dépasse 500,000 francs. Le taux actuel de 15 p. c. sera maintenu pour la part de l'Etat dans le produit des jeux dans les casinos jusqu'à ce chiffre.

Des amendements ont été naturellement présentés et discutés en commission avec le gouvernement. Le ministre des finances, M. Klotz, a été amené par ces amendements à faire les déclarations suivantes, sur lesquelles nous arrêtons tout particulièrement l'attention :

» La loi du 15 juin 1907 repose sur les principes suivants :

» La question des jeux relève de la morale publique, dont l'Etat est gardien. Elle intéresse, au premier chef, la prospérité des stations balnéaires et climatiques, dont les conseils municipaux sont les représentants.

» L'Etat ne peut faire fléchir la prohibition édictée dans un intérêt supérieur, qu'en considération des nécessités qui s'imposent aux localités fréquentées par une clientèle étrangère.

» Tels sont les deux seuls facteurs du problème, et celui-ci ne met en présence des concessionnaires que l'Etat, en vertu de son droit de haute police, la commune en vertu de son droit de contractant. Le premier exige un prélèvement dont il ne retient pas un centime et qui, consacré à des œuvres de

bienfaisance, forme en quelque manière la rançon du plaisir et de la prodigalité. La commune perçoit une redevance dont le but et la raison d'être, sont précisément d'assurer aux stations les avantages positifs en considération desquels l'autorisation est accordée aux casinos.

Le prélèvement de l'article 1^{er}, il faut qu'on le sache bien, l'État ne le fait pas à son profit. Pas un centime de l'argent provenant du jeu n'entre dans ses caisses. Le produit du prélèvement est centralisé à la caisse des dépôts et consignations; il est administré par une Commission spéciale qui en règle l'emploi et qui le répartit entre les œuvres d'assistance, de prévoyance, d'hygiène et d'utilité publique.

Il est donc absolument inexact de parler de part de l'État à propos du prélèvement sur les jeux. L'État n'est qu'un agent de perception au profit d'œuvres sociales. »

* * *

Après l'expérience faite chez nous, ces dernières années, de l'interdiction absolue des jeux et en présence de la nécessité sans cesse grandissante pour l'État d'intervenir en faveur des institutions ouvrières, il apparaît de plus en plus que la véritable solution de la question des jeux réside dans une dérogation à la loi de 1912, en faveur de Spa et d'Ostende, dans la réglementation des jeux et dans l'attribution du produit de ces jeux, dans la plus large mesure, aux meilleures œuvres d'assistance sociale.

Parmi ces œuvres, deux se distinguent particulièrement : celle qui assurera à l'ouvrier un « home » propre, hygiénique, peu coûteux, où il puisse, son travail terminé, goûter, autant que possible, la joie de vivre, lui et sa famille; et celles qui le mettront à l'abri, lui et sa famille, de la misère qu'amènent à leur suite la maladie, l'invalidité prématurée et la vieillesse.

Ces œuvres seront représentées dans notre pays par la *Société nationale pour la construction des habitations à bon marché* et par l'organisation des *assurances sociales*.

Elles sont, avec nos deux grandes stations balnéaires, les bénéficiaires de la proposition de loi.

* * *

L'Examen détaillé des articles de la proposition de loi rassurera, croyons-nous, ceux que relient, très légitimement du reste, les craintes d'abus : La dérogation est strictement limitée à *Ostende* et à *Spa* (art. 1).

Ainsi la loi de 1902 continuera à refréner l'extension du jeu là précisément où son interdiction n'a pas pour résultat presque inévitable l'éclosion des tripots.

A Ostende et à Spa même, les abus de la dérogation seront évités par l'interdiction d'ouvrir plus d'un salon de jeu (art. 1^{er}), par l'obligation de n'ouvrir ces salons que *dans des locaux appartenant à la commune* (art. 1^{er}), par l'obligation d'affecter aux jeux, un *local spécial* (art. 1), par l'interdiction

de la fréquentation de ces locaux par les *habitants de la localité* (art. 3), par le fait que l'ouverture d'un Cercle de jeux ne pourra avoir lieu que sur *demande de la commune intéressée* (art. 1), qu'elle ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'un *arrêté ministériel* (art. 2); qu'ainsi le Gouvernement sera toujours libre d'imposer, selon les circonstances locales, outre les conditions énoncées à la présente proposition, telles mesures qu'il jugera utile ou nécessaire pour sauvegarder la morale et réprimer les abus (art. 4); que l'autorisation sera toujours *révocable* (art. 5).

En fixant aux taux élevés prévus les divers prélèvements sur le bénéfice en faveur des œuvres d'assistance sociale dites à l'article 3 n^{os} 2^o et 3^o et en déterminant d'une façon exacte, au même article n^o 4^o la part de bénéfice revenant aux deux villes intéressées, on répond du même coup aux deux craintes exprimées par notre regretté collègue M. Léon de Lantsheere quand il disait au Sénat, après avoir exposé certains motifs qui l'obligeaient, à son sens, à maintenir la loi de 1902 :

« Je n'entends incriminer personne. Je ne fais pas d'insinuations et je n'ai pas à en faire. Mais c'est un fait d'expérience que là où le jeu est toléré ouvertement, il tombe fatalement entre les mains d'un tenancier qui le monopolise. Et dès lors dans la ville où l'on joue tout pivote autour du jeu; il est le centre de la vie communale, et le vrai maître de la cité c'est le tenancier. Il ne faut pas que ce régime s'introduise chez nous. »

C'est le même souci d'indépendance la plus complète de tous ces pouvoirs qui nous a fait préférer le système de l'affermage réglementé à un cercle concessionnaire à celui d'une exploitation directe, soit par la commune, soit par le Gouvernement (art. 1 et 2).

Enfin il nous a paru que le Gouvernement, complètement et incessamment documenté sur les nécessités des diverses branches des Assurances sociales, était mieux à même que quiconque pour opérer, entre les divers services de cette œuvre d'assistance, la répartition des 35 p. c. indiqués à l'article 3, n^o 3^o.

Enfin les textes des n^{os} 2^o, 3^o et 4^o de l'article 3 *assurent* que les bénéfices de la loi iront aux œuvres intéressées et aux deux communes de Spa et d'Ostende, à l'exclusion formelle de toute autre destination d'intérêt général.

A. BORBOUX.

PROPOSITION DE LOI

portant dérogation, en faveur des stations balnéaires de Spa et d'Ostende, à la loi du 24 octobre 1902.

ARTICLE PREMIER.

Par dérogation à la loi du 24 octobre 1902, les administrations communales des villes de Spa et d'Ostende pourront être autorisées à permettre l'établissement, dans des locaux spéciaux appartenant à la commune, d'un cercle où pourront être pratiqués les jeux de hasard, sous les conditions énoncées dans la présente loi.

ART. 2.

L'autorisation prévue par l'article premier sera accordée par arrêté ministériel. Cet arrêté ne sera pris qu'en suite de l'approbation, par le Ministre de l'Intérieur, des statuts du cercle demandeur en concession.

ART. 3.

L'autorisation ministérielle ne pourra être accordée qu'à la condition :

1^o Que la fréquentation des dits cercles de jeux soit strictement interdite à toute personne domiciliée dans une des deux villes intéressées ;

2^o Que vingt pour cent, au moins, des bénéfices résultant de l'exploitation soient affectés à l'OEuvre des habitations à bon marché en Belgique et versés, à cette fin, à la Société Nationale pour la construc-

WETSVOORSTEL

waarbij ten voordeele van de badplaatsen Spa en Oostende, wordt afge-
weken van de wet van 24 October 1902.

EERSTE ARTIKEL.

In afwijking van de wet van 24 October 1902, kunnen de gemeentebesturen der steden Spa en Oostende worden gemachtigd toe te laten de oprichting, in afzonderlijke lokalen, aan de gemeente toebehorende, van een kring waar kansspelen mogen worden gehouden onder de in deze wet gestelde voorwaarden.

ART. 2.

De bij artikel 1 voorziene machtiging wordt bij ministerieel besluit verleend. Dit besluit wordt eerst genomen na goedkeuring, door den Minister van Binnenlandsche Zaken, van de statuten van den kring die de vergunning aanvraagt.

ART. 3.

De ministerieele machtiging mag slechts worden verleend op voorwaarde :

1^o Dat het bezoeken van genoemde speelkringen streng worde verboden aan elken persoon die is gehuisvest in eene der twee belanghebbende steden ;

2^o Dat ten minste 20 t. h. van de winst, voortspuitende uit de onderneming, worden besteed aan het werk der goedkope woningen in België en, met dat doel, gestort in de kas der Nationale Maatschappij

tion des habitations à bon marché de Belgique;

3° Que trente-cinq pour cent, au moins, des mêmes bénéfices soient affectés aux assurances sociales et versés, à cette fin, en mains du Gouvernement, à charge pour lui, de les affecter exclusivement aux pensions de vieillesse, ainsi qu'aux assurances contre la maladie et l'invalidité dont les mutualités n'assumeraient pas la charge.

La répartition de cette part des bénéfices sera réglée par arrêté royal;

4° Que vingt-cinq pour cent, au moins, des mêmes bénéfices soient versés à chacune des deux administrations communales respectivement intéressées, pour être affectés à leurs services publics et aux nécessités de leur exploitation saisonnière.

Les bénéfices dont s'agit aux paragraphes 2, 3 et 4 du présent article ne seront établis qu'après prélèvement des frais généraux nécessités par l'entretien des locaux et du mobilier, des frais d'administration du cercle et du traitement du personnel.

ART. 4.

L'arrêté ministériel prévu à l'article 2 déterminera, s'il y a lieu, les autres conditions d'autorisation : notamment, celles relatives à la nature des jeux autorisés et à leur fonctionnement. Il déterminera les mesures nécessaires ou utiles au contrôle des recettes et à la surveillance des locaux.

ART. 5.

L'autorisation ministérielle est

voor het bouwen van goedkope woningen in België;

3° Dat ten minste 35 t. h. derzelfde winst worden besteed aan de sociale verzekeringen en, met dat doel, gestort in handen van de Regeering, onder beding dat zij die uitsluitend zal bestemmen voor de ouderdomspensioenen, alsmede voor de verzekeringen tegen ziekte en invaliditeit, waarvan de onderlinge vereenigingen den last op zich niet zouden nemen.

De verdeeling van dit aandeel in de winst wordt bij koninklijk besluit geregeld;

4° Dat ten minste 25 t. h. van dezelfde winst worden gestort in de kas van elke der twee respectievelijk belanghebbende gemeentebesturen ten einde te worden gebruikt voor hare openbare diensten en voor de behoeften van hare onderneming gedurende het badseizoen.

De winst in de paragrafen 2, 3 en 4 van dit artikel bedoeld, wordt eerst vastgesteld na afhouding van de algemeene kosten, geveegd door het onderhoud van de lokalen en van het mobilair, en van afhouding van de kosten van bestuur van den kring en van de jaarwedde van het personeel.

ART. 4.

Het bij artikel 2 voorziene ministerieel besluit bepaalt, zoo er aanleiding toe bestaat, de overige voorwaarden vereischt voor de machtiging, met name die betreffende den aard van de toegelaten spelen en de wijze waarop deze werken. Het bepaalt de noodzakelijke of nuttige maatregelen voor het toezicht op de ontvangsten en het bewaken der lokalen.

ART. 5.

De ministerieele machtiging kan

toujours révocable. Elle est révoquée, notamment, en cas d'inobservation des statuts du cercle ou des clauses de l'arrêté ministériel d'autorisation.

Cette révocation pourra être demandée par le conseil communal intéressé, au ministre, qui devra statuer dans le délai d'un mois.

te allen tijde worden ingetrokken. Zij wordt inzonderheid ingetrokken ingeval van niet-inachtneming van de statuten van den kring of van de bedingen van het ministerieel besluit tot machtiging.

Die intrekking kan door den belanghebbenden gemeenteraad worden gevraagd aan den Minister; deze moet uitspraak doen binnen den termijn van ééne maand.

A. BORBOUX,
HAMMAN,
EUG. MULLENDORFF,
SERRUYS,
E. NERINCX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 DECEMBER 1912.

Wetsvoorstel waarbij ten voordeele van de badplaatsen Spa en Oostende, wordt afgeweken van de wet van 24 October 1902,

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Bij de wet van 24 October 1902, werd het houden van speelkringen, in gansch ons land, volstrekt afgeschaft. Dit was de meest radikale oplossing, ingegeven door het hoogst loffelijk inzicht de uitbreiding van de kansspelen, die in tal van steden woedden, voorgoed in te toomen.

Het lag evenwel hierbij niet in de bedoeling van den wetgever geen acht te geven op den alleszins gansch bijzonderen toestand van onze twee groote badsteden, Oostende en Spa, op het haar zoolang toegekende voorrecht, noch op het punt, dat zij hare merkwaardige uitbreiding en grootendeels zelfs hare middelen van bestaan hadden te danken aan speelkringen, zooals er in alle buitenlandsche badplaatsen of buitenverblijven bestaan.

Tijdens de langdurige beraadslagingen, waren er in Senaat en Kamer veel lieden van hoog gezag, die, al waren zij het eens met de bedoeling, waardoor het voorstel van Minister Le Jeune was ingegeven, de stem verhieven ten gunste van Oostende en Spa. Een aantal onzer achtbare medeleden voorzagen, eensdeels, dat het strengste stelsel ondoeltreffend en gevaarlijk was, en anderdeels, dat het noodlottige geldelijke gevolgen zou hebben, niet alleen voor de twee belanghebbende steden, doch ook voor gansch het land. Daarom ook vroegen zij dat ten voordeele van Oostende en Spa eene billijke uitzondering zou gemaakt worden.

Zelfs nam de Senaat de radicale oplossing, waaraan de Kamer hield, slechts aan, schijnt het, om een eind te maken aan eene beraadslaging waarvan anders de afloop niet was te voorzien.

*
* * *

Wij denken dat het thans nuttig is, te herinneren aan alles wat de eindstemming van de wet van 24 October 1902 voorafging, hoezeer de

Senaat zich inspande om Ostende en Spa te redden, welke verklaringen werden afgelegd door diegenen onzer medeleden, die voorstelden het vraagstuk op minder radikale wijze op te lossen.

Uit dit overzicht, in de huidige omstandigheden, zal blijken hoe klaar de voorstanders van eene uitzondering voor Ostende en Spa, de talrijke gevolgen van de nadien aangenomen wet hadden voorzien. Ook zal daaruit blijken dat de thans door ons voorgestelde wet enkel uitgaat van een stelsel waarmede, van stonden aan, aanzienlijke personen instemden.

Tijdens de beraadslaging over artikel 7 van het door den heer Jules Lejeune in den Senaat voorgesteld « *Ontwerp van wet op weddenschap en spel ter beurs* », achtte de heer *Hardenpont* de door de heer Le Jeune voorgestane oplossing te radicaal. Hij zegde dat hij met den heer burggraaf *Simonis*, later voorzitter van den Senaat, een amendement wilde indienen, waarbij het spel zou toegelaten zijn te Spa en te Ostende, onder het toezicht van het gemeentebestuur, en een deel van de verwezenlijkte winst — eerst een millioen, later twee — gestort zou worden in de onderstandskas voor slachtoffers van arbeidsongevallen.

De heer *Van Put* oordeelde dat de heer Le Jeune er een zeer ontijdigen, onzoorzichtigen inval deed op 't gebied van koophandel en financiën. Wil men voor dergelijke zaken eene wet maken, dan loopt men erg gevaar ze te maken ten bate van schurken en ten nadeele van eerlijke lieden.

De heer *Begerem*, Minister van Justitie, maakte het meest uitdrukkelijk voorbehoud over het ontwerp, uit hoofde van de practische toepassing van eene radicale oplossing, volstreckte afschaffing van het spel, zonder na te denken over de gevaren, aan dergelijke hervorming verbonden.

De heer *Janson* zegde : « Onder de uitgedrukte voorstellen is er een om de speien ambtelijk in te richten en de winst, die zij kunnen opbrengen, te storten in het ongevallenfonds. Zoedoende zou men van slecht geld een goed gebruik maken. »

De bijzondere Commissie van den Senaat, welke het voorstel Le Jeune onderzocht, liet twee zijden van het « drieluik » weg en handhaafde slechts een ontwerp van wet op de exploitatie van de spelen. Uit het verslag van deze Commissie, voorgedragen ter vergadering van 17 November 1896, ontleenen wij de volgende zinsneden :

» De meerderheid der Commissie wees de volstreckte afschaffing van spel-
» exploitatie van de hand.

» Andere leden willen minder radicaal te werk gaan en nemen uitzonde-
» ringen aan, om het euvel minder omvang te geven ; ze zouden toelaten
» dat de Staat in sommige steden de spelen zelf zou inrichten.

» Eene derde meening was, om niet al te onrechtvaardig te werk te gaan,
» den bestaanden toestand te verbeteren, door regeling van de private
» kringen, of die welke zich aldus heeten, en het opleggen van een aan-
» zienlijk inkomgeld voor de spelers.

» Anderen, ten slotte, achten dat bij de wet het houden van spelen dient
» te worden beschouwd als een wanbedrijf, doch dat de Regeering bij uit-
» zondering, in sommige steden kon veroorlooven private kringen te stich-

» ten, waar mag gespeeld worden onder het bijzonder toezicht van den
 » Staat ; deze zou zelfs de macht hebben de leden te aanvaarden. Insgelijks
 » zou hij bepalen welk gebruik er van de winst wordt gemaakt.

» Steeds zullen er spelers zijn, en lieden die baat halen uit dezen drift :
 » zij zullen geheime speelhuizen inrichten. Wordt eene van deze door de
 » wet getroffen, twintig andere zullen oprijzen, doch deze zullen op behen-
 » diger wijze voorzorgsmaatregelen nemen. De wet komt overigens wat te
 » laat ; sedert lang moest zij bestaan, want thans kan er onmogelijk eene
 » volstrekt doorlastende worden gemaakt. De uitzondering dringt zich op
 » als eene onmisbare indijking.

» Volgens dit tweede stelsel, geldt volstrekt algemeen verbod als regel,
 » doch het maakt eene uitzondering, uitgedrukt als volgt :

» De artikelen 6, 7, 8, 9 en 10 van het voorstel Le Jeune worden de
 » eerste vijf artikelen van het ontwerp, geheeten : Wet op het houden van
 » kansspelen.

» Daaraan worden toegevoegd de volgende bepalingen :

» **ART. 6.** — Bij afwijking van de bovenstaande bepalingen, wordt de
 » Regeering gemachtigd onder hare leiding en haar toezicht spelen in te
 » richten te Oostende en Spa.

» De winst, welke deze spelen kunnen opleveren, wordt verdeeld als
 » volgt : elke van beide steden ontvangt een vierde van de bij haar ver-
 » wezenlijke winsten, als vergoeding voor het gebruik van hare lokalen ;
 » het overige wordt gestort in de onderstandskas voor arbeidsongevallen. »

Tijdens de algemeene beraadslaging in den Senaat aangevangen op
 1 December 1896, over het ontwerp van wet op het houden van wedden-
 schappen bij paardenrennen en op beursspel, zegde *baron Surmont de Vols-
 berghe*, verslaggever ;

« In het opzicht van volstrekt verbod van spelen, hebben wij eene
 » hoogst ingebeelde opvatting van het doelmatige van verbodswetten. Hoe
 » schoon is het inbeeldings- en het droomland ! Doch laat mij u een Engelsch
 » speekwoord aanhalen : Mochten wij ooit de begraafplaats van onze
 » droombeelden betreden, nooit zouden we gedaan krijgen met het plaatsen
 » van opschriften ! Blijven we dus op practisch gebied en verwezenlijken
 » we wat redelijk is. Met holle woorden en schoone zinsneden maakt men
 » geene wetten. »

De heer *Hardenpont*, secretaris van den Senaat, uitte zich in dezer
 voege :

« Ik denk dat men een droombeeld najaagt, wanneer men denkt dat speel-
 » drift door sommige maatregelen kan worden beteugeld. Mij dunkt dat
 » men, wat wij ook mogen doen, altijd zal spelen, zooals vroeger.
 » Dit zoo zijnde, verkies ik verordend en bewaakt spel boven spel in
 » 't geniep. En zonder aarzelen raad ik den Minister van Binnenlandsche
 » Zaken aan het wederinvoeren van de spelen in België ter studie te
 » leggen, doch enkel met dit beding, dat de Regeering het daardoor op te

» brengen geld zou besteden aan een bij uitstek grootsche en edelaardige
 » instelling, het voorzorgsfonds om onderstand te verleen en aan slachtoffers
 » van arbeidsongevallen, naar de verheven opvatting van Z. M. den Ko-
 » ning.

.
 » Ik had de eer daarover enkele woorden te zeggen tijdens het jongste
 » zittingsjaar, toen ik de Regeering vroeg of het niet beter ware het vroe-
 » gere speelstelsel herin te voeren; enkel op twee plaatsen van ons rijk te laten
 » spelen, op voorwaarde dat de opbrengst gestort werd in het ongevallen-
 » fonds.

« De Minister van Binnenlandsche Zaken antwoordde mij, dat dit homeopa-
 » tisch middel — zoo heette hij het — kon onderzocht worden door den
 » Minister van Justitie, tot wiens bevoegdheid het aanhangig wetsontwerp
 » zou behooren en 't doet mij genoegen dat dit vraagstuk, hetwelk dag om
 » dag meer uitbreiding krijgt, een stap vooruit zet.

» Vurig, mijne heeren, verhoop ik eene oplossing welke een einde maakt
 » aan deze speelkoorts, welke steeds meer al de klassen der samenleving
 » aantast. Doch zou eene wet tot volstrekte afschaffing wel doeltreffend
 » zijn?

» Zouden de beteugelingsmaatregelen gemakkelijk diegenen treffen,
 » welke het spel tot hun doelwit nemen, voor wien deze hartstocht als
 » 't ware eene behoefte is geworden?

» Gemakkelijk wordt eene wet overtreden, wanneer men overal mede-
 » plichtigen aantreft, die er belang bij hebben ze te doen schenden. Zou
 » het aantal geheime speelholten, zoo moeilijk te ontdekken, niet toenemen
 » in wellicht onverwachte verhouding? Ik kom terug tot mijn denkbeeld
 » van verleden jaar en verzoek den achtbaren Minister na te gaan of het
 » niet mogelijk ware de gemeentebesturen van twee Belgische steden,
 » Oostende en Spa, bij voorbeeld, te machtigen tot het verhuren van lokalen
 » om er openbare spelen in te richten, door haar volkomen geregeld en
 » bewaakt.

» Deze machtiging zou voor vijf jaren gelden en aan de twee steden
 » worden gegeven tegen een jaarlijkschen cijns van 500,000 frank voor elke
 » harer, ten bate van het ongevallenfonds. Ik zeg vijf jaren, doch houd mij
 » overtuigd dat, na de vijf jaren, de cijns kan worden verdubbeld.

» Men kan mij tegenwerpen dat mijn voorstel van aard is om het spelen
 » aan te moedigen, vermits ik eene verhooging van den cijns onderstel.

» Doch, mijne heeren, men moet wel rekening houden met de
 » menschelijke driften en uitzien naar het beste, zoo er niet eene volstrekte
 » voldoening is te bekomen. Ik wil dat de geheime speelholten streng
 » worden opgespoord, hunne inrichters streng gestraft.

» En 't is omdat ik reken op hunne tragsgewijze sluiting, dat ik eene
 » aangroeiende toeneming van de middelen, op te brengen door de conces-
 » siën, onderstel. Eene som van een millioen, te heffen op de ondeugd, ten
 » bate van het ongeluk, is nog heel gering, zoo men narekent welke over-
 » groote sommen jaarlijks over de groene tafel glijden !

De heer *Picard* sprak in denzelfden zin en voegde daaraan toe : « Paard- en » wedrennen berooven de geringe lieden, beurrspel berooft de kleine bur- » gers, de speelkring de rijken » en hij legde ter tafel de volgende amen- » dementen :

» EERSTE ARTIKEL. — Worden alleen toegelaten, de thans bestaande, niet » voor het publiek toegankelijke speelhuizen, krachtens huurcedel of con- » cessie, in lokalen toebehoorend aan de gemeenten.

» ART. 2. — Deze toelating geldt slechts voor den nog te verstrijken tijd » dezer pachten of concessiën en kan enkel bij eene wet worden ver- » nieuwd.

» ART. 3. — Deze instellingen staan onder Staatsbewaking. De helft van » hun winsten wordt gestort aan den Staat, om te worden besteed aan lief- » dadige werken. Bij ministerieel besluit, worden ingericht de bewaking, » het toezicht over de ontvangsten, de voorwaarden tot aanneming van de » spelers, de datums en de uren waarop de instellingen zijn geopend en » gesloten. »

De heer *Allard* zegde :

« Hadde er niets anders bestaan dan de spelen te Spa en Oostende, denkt » ge dat gij behoefte haddet gevoeld om op te treden? »

» Daaraan twijfel ik, niet dat ik de bestaande spelen goedkeur, doch mij » dunkt dat het hier een tijdelijk verworven voorrecht geldt.

» Wat men vooral en onmiddellijk dient te treffen, zijn de speelholten, die » de lagere klas aanlokken, die nog andere aantrekkelijkheden dan het spel » alleen bezitten, en dus plaatsen zijn waar ontucht en uitspatting op den » voorgrond staan. »

Herzog d'Ursel zegde :

« Niets is meer teleurstellend en ondoeltreffend dan veelzijdige vraag- » stukken eenvoudig te willen oplossen; en op dit gebied zooals op menig » ander, kan alleen het onwrikbare van de beginselen zekere toegeving bij » hare toepassing billijken.

» Het schijnt mij toe, dat het oogmerk van de wet, welke wij willen » maken, kan worden samengevat in deze formule : de gelegenheden tot » spelen en de bezwaren daarvan tot een minimum te brengen ».

Graaf Marnix van Sinte-Aldegonde zegde over speeldrift in 't algemeen :

« Een van beide : of gij zult het indijken door het machtigen onder het » weldadig en beschermend toezicht der vereenigingen of der Regeering, » — of gij zult dezen jammerlijken hartstocht verplichten zich te verschuilen » en verbergen in geheimzinnige agentschappen of geheime speelholten, » welke gij tot het uiterste zult vervolgen, zonder ze alle te kunnen treffen. »

Graaf de Smet de Naeyer, Minister van Financiën, sprak aldus :

« In dergelijke zaken missen radikale maatregelen steeds hun doel : zij » druischen zoozeer aan tegen de zeden en gebruiken, dat ze allicht eene » doode letter worden. Wat al bewijzen hebben we, van wetten, door ons

- » gestemd in zulke opwelling van geestdrift, doch welke als 't ware nooit
 » worden toegepast : getuige de wet op de openbare dronkenschap !
 » Thans willen wij deze klip vermijden : wij willen eene ernstige wet tot
 » stand brengen en grootendeels verbeteren een toestand welken niemand
 » kan doen ophouden. »

En hij besloot met deze woorden :

- « Beter schijnt het zich te bepalen tot een werk dat kan verwezenlijkt
 » worden, van werkelijk praktisch nut, dan wel eene theoretisch ideale wet
 » te maken, de voorgevel van een gebouw, waarop men eene hoogst wijze
 » spreuk kan beitselen, doch welke spreuk onmogelijk is toe te passen. »
 (*Van verschillende zijde : Zeer wel !*)

Aan het nieuw verslag der Bijzondere Commissie van den Senaat, over het wetsvoorstel op het houden van kansspelen en sommige weddenschappen (vergaderingen van 16 en 18 Februari 1897), ontleenen wij het volgende :

« Het spel, verjaagd uit de zoogezegde private kringen, waar het zoo ruimen omvang nam, zal zich elders verschuilen, waarschijnlijk in *besloten* kringen, of zich verbergen in behendig ingerichte speelholten. Dergelijk gevolg is te duchten. De meerderheid van uwe Commissie wilde zulk gevolg vermijden : zij stemde voor de oprichting van twee private kringen, te Spa en te Oostende. »

Ziehier den tekst, voorgesteld door den heer Hardenpont en dien van de Commissie :

Tekst van den heer Hardenpont.

ART. 7. — De Regeering kan de gemeentebesturen van Oostende en Spa machtigen concessie te verleen en om op hun wederzijdsch grondgebied in te richten een niet voor het publiek toegankelijken speelkring, niet onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 4, 5 en 6 van deze wet.

Deze machtiging is ondergeschikt aan de jaarlijksche storting, door het verkrijgend gemeentebestuur, van eene som van 300,000 frank, in de kas van voorzorg en onderstand ten bate der slachtoffers van arbeidsongevallen, ingesteld bij de wet van 21 Juli 1890.

De te storten som kan bij koninklijk besluit te rekenen van het

Tekst van de Commissie.

ART. 7. — De Regeering is gemachtigd in concessie te geven het inrichten van een speelkring te Spa en een speelkring te Oostende; deze kringen zijn niet onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 4, 5 en 6 van deze wet.

De Regeering schrijft voor de concessie eene openbare aanbesteding uit en bedingt in het lastboek de jaarlijksche storting eener heffing van ten minste 300,000 frank, kunnende gebracht worden tot op 500,000 frank, alsmede al de andere voorwaarden, aan den concessiehouder opgelegd.

Het bedrag van deze heffing, vermeerderd met den prijs van de toewijzing, wordt gestort in de kas

tweede jaar, worden gebracht tot op 500.000 frank.

De machtiging is van kracht van jaar tot jaar, te beginnen daags na de storting, bedoeld in bovenstaande lid.

Ingeval van vastgesteld misbruik, kan zij ten allen tijde worden ingetrokken zonder dat er aanleiding bestaat tot geheele of gedeeltelijke teruggaaf van de som gestort voor het loopend jaar.

van voorzorg en onderstand ten bate van slachtoffers van arbeidsongevallen, ingesteld bij de wet van 25 Juli 1890.

De machtiging is van kracht van jaar tot jaar, te beginnen daags na de storting, bedoeld in bovenstaande lid.

Ingeval van vastgesteld misbruik, kan zij ten allen tijde worden ingetrokken zonder dat er aanleiding bestaat tot geheele of gedeeltelijke teruggaaf van de som gestort voor het loopend jaar.

Uit een subamendement op het voorstel Hardenpont, overgelegd door baron *Surmont de Volsberghe*, nemen wij het onderstaande :

« ART. 7. — De Regeering kan de gemeentebesturen van Oostende en Spa machtigen om bij openbare aanbesteding, te rekenen van 1 Januari 1898, concessie te verleenen om op hun wederzijdsch grondgebied in te richten een speelkring, niet onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 4, 5 en 6 van deze wet.

« De machtiging is ondergeschikt aan de jaarlijksche storting in de openbare Schatkist, door het verkrijgend gemeentebestuur, van eene som van 500,000 frank, welke, te rekenen van het tweede jaar, bij koninklijk besluit kan gebracht worden tot op 500,000 frank.

» Het gestorte bedrag wordt overgemaakt aan de Kas van voorzorg en onderstand ten bate der slachtoffers van arbeidsongevallen, ingesteld bij de wet van 21 Juli 1890. »

En verder :

« De machtiging is van kracht van jaar tot jaar, te beginnen daags na de storting, bedoeld in het bovenstaande lid.

» Zij kan ten allen tijde worden ingetrokken, ingeval van vastgesteld misbruik, zonder dat er aanleiding bestaat tot geheele of gedeeltelijke teruggaaf van de som, voor het loopend jaar gestort.

» De thans te Oostende en Spa ingerichte kringen in gemeentegebouwen mogen, als zij zich gedragen aan artikel 8 van deze wet, hunne verrichtingen blijven voortzetten tot 31 December 1897.

Tijdens de beraadslaging over het wetsontwerp betreffende het houden van kansspelen, zegde de heer *Hardenpont*, die een uitzonderingstelsel voor Oostende en Spa verdedigde :

« Sedert vijf jaren had ik herhaaldelijk gelegenheid om te vragen dat de spelen geregeld en het getal steden, waar zij toegelaten zijn, beperkt zouden worden.

» Evenmin als vroeger wil ik hare volstreckte afschaffing, overtuigd zijnde

dat volslagen verbod enkel het inrichten van geheime speelholen kan bevorderen.

» Door mijne amendementen stel ik voor, Oostende en Spa het recht te verleenen private kringen in te richten, doch met beperkingen welke het publiek ernstige waarborgen kunnen verschaffen.

» Wellicht vraagt ge mij, mijne heeren, waarom Oostende en Spa, bij voorkeur op andere steden?

» Omdat, zooals ik reeds zegde, Oostende en Spa gelegen zijn aan de twee uiteinden des lands, omdat het de twee belangrijkste badsteden des rijks zijn, omdat zij in 't verleden speelsteden waren.

» Ik neem de zaak hoogop en zeg dat het onmogelijk is een drift uit te roeien door een reglement.

» Mijn voorstel is, voor de spelen te doen als voor de wedrennen : men heeft een vergelijk getroffen. In stede van alle weddenschappen te verbieden, hebben wij op verscheidene koersvelden, door de Regeering aan te duiden, onderlinge weddenschap veroorloofd.

» Ik vraag om de opbrengst van de heffingen met 600,000 frank, later een millioen, te besteden aan de Kas van voorzorg en onderstand ten bate van de slachtoffers van arbeidsongevallen, welke rechtspersoonlijkheid bezit. »

Namens de Regeering, steunde graaf *de Smet de Naeyer*, als volgt, de amendementen van den heer Hardenpont :

« De achtbare heer Hardenpont stelt voor, in de wet aan te duiden de twee steden, die kunnen gemachtigd worden in concessie te geven een kring, staande onder het stelsel dat ik pas bedoelde.

» Zeer goed deed de achtbare senator uitschijnen dat in de steden Oostende en Spa een speelkring niet rond zijne tafels behoort aan te trekken, lieden die niet gewoon zijn te spelen.

» Oostende en Spa bezitten rijke klanten, zonder bezigheid, voor wie spelen een noodzakelijk tijdverdrijf is.

Wij, noch iemand ter wereld, kunnen beletten dat deze lieden spelen. Sluit gij volstrekt hunne kringen, zij zullen, onze badsteden blijvende bezoeken, er in 't geniep spelen, zonder dat gij het hun kunt verhinderen, of ze zullen ons land vermijden en elders gaan spelen.

» Mijne heeren, kon de wet de eerste oorzaak van alle misbruiken treffen en wegnemen, misbruik bij het spel en andere min of meer erge misbruiken, dan zou er eerlang in België eene gulden eeuw bestaan.

« Helaas ! daar zijn we verre van. Wel weet ik dat sommigen zich inbeelden de wet te kunnen aanspreken om door te dringen in het geweten der burgers en er deugd in te storten ; doch stellig is dat eene herschenschim en moet dergelijke poging jammerlijk schipbreuk lijden. Voorzeker is het voorwaar verstandiger onze eischen te beperken en te verrichten wat kan

en moet gedaan worden, om het gezond gedeelte van onze bevolking te vrijwaren. »

Tegen de bestrijders van de amendementen der Regeering bracht *graaf van der Burch* in :

« In de beweegredenen der concessie, in 1702, aan de stad Spa vergund door den prins-bisschop van Luik, kardinaal Jan-Theodoor van Beieren, leest men :

« Zoo groot was de ergernis, verwekt door de speelholen dat een aantal » eerbiedwaardige personen, die toen Spa bezochten, het magistraat aan- » zochten er een eind aan te maken.

» Met dat doel, ook om behoorlijke zalen in te richten voor vreemdelingen, » vroegen en verkregen de magistraten van den kardinaal prins-bisschop » een voorrecht voor de spelen, hun verleend op 1 October 1762; een » jaar nadien bestond te Spa geen enkel speelhol meer. »

Verder voegde graaf van der Burch daaraan toe :

« Mijne heeren, zoo ik Oostende en Spa aanhaalde, noemde ik twee » steden, gekend, zou ik zeggen, in gansch de wereld. Telkenjaar stroomen » er legers van vreemdelingen naartoe uit alle punten van den aardbol. »

» Hunne aanwezigheid is eene bron van rijkdom voor die bekoorlijke badsteden : zij verbreiden welvaart verre daarbuiten en men mag zeggen dat een groot gedeelte van 't land er voordeel van trekt.

» De handel in 't algemeen heeft er het grootste belang bij, dat de rijke vreemdelingen hier worden aangetrokken en opgehouden.

» Dat bewijzen zonneklaar de zoo kostelijke reclame's door de badsteden jaarlijks de wereld rond gezonden.

« Ten onzent, evenals elders, zijn de aantrekkelijkheden van allen aard, en namelijk de internationale tentoonstellingen, grootendeels met dat doel ingericht en het rechtstreeksch aandeel, door den handel eraan genomen, bewijst hoeveel belang men er aan hecht.

» De vreemdelingen komen en blijven in onze badsteden, men moet het bekennen, om de feesten en vermakelijkheden van allen aard, welke men uitvindt om er hun het verblijf aangenaam te maken. Het is ook, voor een groot gedeelte der bezoekers, de aanlokkelijkheid der spelen.

» Die spelen afschaffen is terzelfder tijd de bron dempen die de badsteden in de mogelijkheid stelt al die vermakelijkheden in te richten, en dit antwoordt op de tegenwerping van den achtbaren heer Lammens, wanneer hij zegt dat er maar heel weinig toeristen aan het spel mededoen. Het zijn niettemin zij die toelaten de vermakelijkheden, die de andere toeristen aantrekken en ophouden in te richten.

» Daardoor ook zou men die beide badsteden in een zeer slechten gelidelijken toestand brengen.

» Men zou haren wonderbaren bloei stuiten en die steden, thans zoo welvarend en zoo druk bezocht, geheel of nagenoeg geheel in doode steden veranderen. »

De heer Vanden Corput ondersteunde graaf *Vander Burch* in dezer voege :

« Op het gevaar af ten minste een paradox te uiten, aarzel ik niet te

zeggen dat ik de herinvoering van de spelen te Spa en te Oostende zal stemmen, juist omdat ik tegen de kansspelen ben.

» Ik vraag de inrichting van toegelaten speelhuizen, onder de rechtstreeksche bewaking van de overheid geplaatst, als verordende hulpmiddelen tegen de bedekte speelholten met hunnen onvermijdelijken nasleep van bedekte ontucht en drankmisbruik.

» De ondeugden evenals de driften, welke men niet kan intoomen, zijn duizendmaal gevaarlijker wanneer zij, om zich te verbloemen, het masker der schijnheiligheid aantrekken. Men moet er dus eene afleiding voor zoeken; zooniet zal men speelholten zien ontstaan waar alle schandelijke daden geschieden.

De heer Schollaert, Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs, verdedigde het voorstel van den heer Hardenpont met de volgende bewoordingen :

» Mijne heeren, indien het voorstel van den achtbaren heer Hardenpont door den Senaat werd aangenomen, zouden de spelen onderworpen worden aan zeker politierecht vanwege de Regeering. Dat politierecht zou moeten uitgeoefend worden door den Minister van Binnenlandsche Zaken en daarom moet ik optreden in dit debat.

» Laat mij toe u kortbondig de reden te ontwikkelen die mij noopten, zooveel als het in mijne macht is, de amendementen van den heer Hardenpont te ondersteunen.

» Evenmin als mijn achtbare collega, de heer de Smet de Naeyer, ligt het in mijne bedoeling eene les van zedenleer te geven of eene wijsgerige studie over de rechten der Regeering en over hare tusschenkomst in het opzicht der openbare zedelijkheid. In den Senaat was men het eens om te verklaren dat de Staat niet tot zending had de menschen tot deugdzaamheid te dwingen. De Staat moet zich enkel bezighouden met de beteugeling van de slechte daden die een slechten invloed kunnen uitoefenen op het welzijn van de algemeenheid der burgers; de Staat moet zorgen voor de openbare veiligheid en gerustheid. Gaat hij verder, dan gaat hij zijne taak te buiten.

» Wat betreft de toelating, aan Spa en aan Oostende verleend, meen ik dat het verkeerd is, want, in den grond, waarom kan men in Brussel wezenlijke besloten kringen hebben? Omdat er daar, in eene volkrijke stad, genoeg menschen te vinden zijn om soortgelijke kringen te vormen, terwijl men de badsteden, die maar eene ongeregelde zwervende bevolking hebben, welke er maar enkele weken komt en bestaat uit menschen uit alle hoeken der wereld, men geen beslotenkring kan vormen van menschen die elkander wezenlijk kennen en onderlinge betrekkingen hebben.

« Dat ware niet mogelijk in de badsteden; welnu, in die steden, vraagt gij — dat zegde u de heer Hardenpont, een tamelijk besloten kring te mogen openen. Het voorbeeld dat daar zou gegeven worden ware niet ergerlijk voor het volk. Maar die kringen zouden genoeg toegankelijk moeten zijn opdat de vreemdelingen een middel vinden zich te verzetten zooals zij het gewoonlijk doen.

« Ziedaar wat men u voorstelt. Dat onderscheid is volkomen logisch en zoo wij u vragen geen toelating te geven om soortgelijke kringen in te richten in de steden als Brussel, Antwerpen, Gent en Luik, dan is het omdat die steden hare eigene vaste bevolking bezitten die, wanneer zij het maar wil, een echt besloten kring zal kunnen inrichten, die in elk geval zal ontsnappen aan de toepassing der wet. »

De Senaat sloot zich aan bij de meening van de voorstanders van een uitzonderingsstelsel voor Oostende en Spa, en stemde de volgende bepaling:

« Artikel 7. De Regeering kan, uithoofde van bijzondere plaatselijke » omstandigheden en onder de door haar te bepalen voorwaarden, de » gemeentebesturen van Oostende en Spa machtigen, op haar grondgebied » de inrichting toe te staan van een kring die niet onderworpen zal zijn » aan de bepalingen, vervat in de artikelen 2 n^{rs} 1, 4, 5 en 6 dezer wet. » Deze machtiging zal geldig zijn van jaar tot jaar; te allen tijde kan » zij, wanneer een misbruik is vastgesteld, ingetrokken worden. Het » besluit tot machtiging zal die gemeenten eenen jaarlijkschen eijns » opleggen waarvan het bedrag zal ten goede komen aan het Fonds » van Voorziening en Onderstand, ten voordeele der slachtoffers van arbeids- » ongevallen, ingesteld door de wet van 24 Juli 1890, na daarvan, bij voor- » komend geval, eerst de som te hebben afgetrokken noodig tot het ver- » leenen van vergoedingen aan de gemeenten die, vóór 12 November 1895, » gemeentegebouwen verhuurden ten dienste van kringen waarop de ver- » bodsbepalingen dezer wet van toepassing zullen zijn. De vergoeding zal » het bedrag van den huurprijs niet mogen te boven gaan en niet meer » mogen toegekend worden nadat de termijn, voor welken de huur werd » verleend, verstreken is. »

Daarop volgden eenige bepalingen betreffende de uitoefeningsvoorwaarden van die bijzondere machtiging.

Het wetsvoorstel, door den Senaat gestemd, werd in de Kamer besproken, den 30ⁿ November 1900, ten gevolge van een verslag der Middenafdeeling, die doodeenvoudig de afschaffing voorstelde van het uitzonderingsstelsel door het wetsvoorstel voorzien ten voordeele van Spa en Oostende.

Het zij mij toegelaten hier eenige verklaringen aan te halen gedurende deze behandeling afgelegd door de verdedigers van het door den Senaat aangenomen stelsel :

De heer de Ponthière, zich plaatsende op hetzelfde standpunt als de Senaat, zegde onder meer andere even gegronde beschouwingen :

« Als moralisten, zijn wij het allen eens; wij schandvlekken het spel; doch ik vraag mij af of wij, als wetgevers, niet wat voorzichtig moeten zijn bij het onderzoeken van het wetsvoorstel dat ons is voorgelegd. Dat wil ik doen.

» Eerst en vooral moet men weten, welk doel wij dienen te betrachten? Wil men de spelers en het spel afschaffen? Dat schijnt mij onmogelijk.

.
» De kwaal woedt bovenmate. Zij is echt besmettelijk; het schouwspel is afschuwelijk; daarover ben ik het eens met al degenen die tot hiertoe het

woord voerden. Maar toch, bood men mij een stelsel aan; waarin als eenē schandvlekking voor de spelen in 't algemeen besloten lag, dat er eene tastbare les kon afgeleid worden uit de wijze waarop men het inzicht heeft dat stelsel in te richten; indien, anderdeels, sommige landen moeten blijven voordeel trekken uit dat weg en weer rollen van het geld der meesters-tuischers dat ik inderdaad als volstrekt afkeurenswaardig en walgelijk beschouw, dan ware het van onzentwege een soort naïeveteit er geen deel van te nemen onder sommige voorwaarden. »

De onderteekenaar van onderhavige toelichting, na aangetoond te hebben hoe die weigering van eene uitzondering van het stelsel der wet ten bate van Spa en Oostende, feitelijk die twee steden in een uiterst ongunstigen toestand ging brengen, deed onderstaande beschouwingen gelden, welke ons schijnen hier nogmaals te pas te komen :

« Indien er ergens moet gespeeld worden, is het beter dat het in de steden » zij waar alleen de rijken worden aangelokt. Het gevaar is minder groot » omdat er kans bestaat dat, zij die er komen, slechts zullen wagen wat tot » hun overvloed behoort. Ik meen ook — en dit is een antwoord op mijn » uitstekend collega den heer Woeste — dat men moet vermijden dat zij » die spelen vooral tot het spel worden aangelokt door de reclame. Welnu » zij die naar de badsteden gaan, die gaan spelen in de Casinos van Spa of » van Oostende, weten heel goed, vooraleer er naartoe te gaan, dat zij naar » steden gaan waar er gespeeld wordt.

» Indien zij zich laten inschrijven in den kring der vreemdelingen in die stad, indien zij zich onderwerpen aan eene stemming, zekeren tijd wachten, zich onderwerpen aan eene voorstelling, dan mag men van hen zeggen, dat zij eene reeks daden gesteld hebben die hunnen wil om te spelen bewijzen, en men mag zeker van hen niet zeggen dat het lieden zijn die verleid zijn geworden door de tijdelijke verlokking van eene reclame of door de aanzoe-king, welke zij mogelijk bij toeval op een hoek eener straat eener groote stad hebben ondergaan.

» Mijne heeren, indien gij geen « uitwegen » voor het spel in 't leven roept, gij zult de drift van het spel niet uitroeien. Er zullen speelholē tot stand komen ! Is dat eene bevestiging zonder eenig bewijs ? Welnu, mijne heeren, herinnert u wat er gebeurd is na de afschaffing van de openbare spelen te Spa ; herinnert u de woorden van den achtbaren heer Schollaert, in den Senaat, waar hij door niemand werd tegengesproken, en gij zult zien dat het is van af het jaar 1872 dat de bedekte speelholē zijn tot stand gekomen te Spa en ongelukkiglijk een gedeelte van België hebben overrompeld !

» Mijne heeren, er is ook eene kwestie van feite welke ik niet mag van kant laten : namelijk de financiēele behoeften van Spa. Ge kunt het feit beoordeelen zooals ge wilt, toch is het een vast en bewezen feit, door niemand betwist, dat, indien gij thans het stelsel, dat thans voor de stad Spa bestaat, afschaft of ten minste indien gij haar niet toelaat voortaan nut te trekken uit den toestand haar verleend door het ontwerp in den Senaat gestemd, gij onbetwistbaar die stad ten onder zult brengen. »

De heer *Davignon*, thans Minister van Buitenlandsche Zaken, zegde van zijnen kant :

» Er zullen altijd spelers zijn en lieden die den drift van het spel zullen uitbuiten door bedekte speelholten in te richten. Voor een speelhol dat onder de wet zal bezwijken, zullen er twintig andere tot stand gebracht worden, waar de voorzorgsmaatregelen behendiger zullen genomen worden.

» De ondervinding heeft dat oordeel bevestigd en ik kan het niet beter bewijzen dan door te herinneren wat ter zitting van den Senaat, op 12 Februari 1897, werd gezegd door den achtbaren heer Schollaert, toen Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs, en die dus volkomen in staat was om ingelicht te zijn over alles wat betrekking heeft met de openbare zedelijkheid van het land.

» De achtbare Minister, dien de heer Borboux gisteren reeds verscheidene malen aanhaalde, sprak er als volgt :

« Den dag dat men de officieele spelen heeft afgeschaft, is de toestand minder goed geworden dan vroeger; dat moet eene leerschool zijn voor den Senaat, want 't is eene les, ons door de ondervinding gegeven. Men kan dat jammerlijk en betreurenswaardig heeten, maar de feiten zijn welsprekend :

» Dertig jaar lang heeft men in Kamer en Senaat de afschaffing gevraagd van het voorrecht, aan Spa verleend, en wanneer die in 1871 werd bekomen, heeft dit ongehoorde gevolgen gehad. Nooit werd het land geteisterd door de plaag der spelen, zooals sedertdien ! Dat is een feit waartegen de warmste tegenstrevers niets vermogen. »

De heeren Mullendorff en Buyl voorzagen uitmuntend de gevolgen van de afschaffing van de spelen voor Spa en voor Oostende, en de heer graaf de Smet de Naeyer, hoofd van t' Kabinet, sprak onder andere deze woorden uit : « Mijne heeren, zooals de achtbare heer Borboux het heel terecht zegde, het Parlement is geen concilie noch eene academie van zedenleer. Wij hebben geen leerstelsel op te timmeren over de drift van het spel evenmin als over welke andere drift, maar eenvoudig te bepalen wat in de uitingen van ondeugd onder toepassing van de strafwet valt.

« Als het zoo is, na heden te hebben uitgevaardigd dat ieder Belg zich moet onthouden van spelen, zullen wij dus morgen moeten uitvaardigen dat iedere Belg moet gematigd zijn en kuisch !

« Is het dat wat men wil ?

« Ik richt tot mijne achtbare tegensprekers heel duidelijk deze vraag : Gij droomt heden door middel eener wet de drift van het spel uit te roeien ; zult gij morgen op gelijke wijze de andere driften te keer gaan ? Koestert gij de verwaandheid, die dwaze hoop de menschen deugdzaam te maken door middel van decreten ? (*Onderbreking, rechts*). Moest gij zulks beproeven, gij zoudt deerlijk mislukken. In stede van engelen die gij wilt maken, zoudt gij gevaar loopen slechts beesten te maken. Onder voorwendsel de ondeugd uit te roeien, zoudt gij slechts 's menschen vrijen wil verbeuren !

« Naar aanleiding van de geldelijke voorwaarden, welke ik daareven bedoelde, is er eene tegenwerping welke meer dan eens werd geopperd betreffende de belastingdammen tegen de ondeugd opgeworpen. Men verkondigt dat de openbare financiën niet mogen gaan putten aan onzuivere bronnen en met dat groote woord meent men een groot vraagstuk te hebben opgelost. Maar kleeft men dit mooi stelsel aan enkel belastingen te leggen op hetgeen eerlijk is en al wat onzedelijk is onbelast te laten, wat doet men dan met de gemeentebelastingen die men heft op de huizen van ontucht, op de danszalen en concertherbergen?

» In de gedachtenorde welke ik bedoel, hebben wij twee middelen van regeling bij de hand : het getal kringen, waar het spelen zal toegelaten worden beperken en die kringen strenge voorwaarden opleggen.

» Ziedaar politiemaatregelen en er zijn er nog andere welke men zou kunnen invoeren *in de wet of in de uitvoeringsbesluiten*, en die, gepaard met die in het wetsvoorstel begrepen, van aard schijnen om de uitwerkselen der plaag te verminderen, in afwachting van meer doortastende hulpmiddelen. Want, zoolang er geen internationale overeenkomst is gesloten met het oog op het afschaffen van de speelkringen bij onze naburen zoowel als ten onzent, wat zal er de zedelijkheid mede gevorderd zijn dat de Belgen die te Oostende of te Spa spelen voortaan gaan spelen te Trouville, te Dieppe of te Aix-les-Bains.

» Indien de Kamer dien veeleer nadeeligen uitslag verkiest, indien zij tevens Oostende en Spa ertoe wil veroordeelen gevlucht te worden door hunne rijkste vreemde gewone bezoekers, dan zal de Regeering, na de denkbeelden te hebben verdedigd, welke zij redelijk en wijs acht, aan de Kamer de verantwoordelijkheid laten van den ondergang onzer twee bijzonderste badsteden.

» Moest een vernuftige financieusman het middel vinden om eene begroo-
ting van openbaar bestuur in evenwicht te doen sluiten door de belastingen enkel te leggen op de nadeelige verbruikswaaren en de laakbare praal van den rijkdom, die man, zou verdienen dat men hem een standbeeld oprichte!

» En moest men zoo maar in eens al de kringen afschaffen waar er thans mag gespeeld worden, onder de voorwaarden door de rechtsleer bepaald, dan zou men wederom zien, zooals vroeger gebeurde, dat het bedekt spelen overal zou toenemen, buiten alle doelmatig toezicht. Van een anderen kant, zou de Staat, de natuurlijke behoeder der gemeenten, te kort zijn gekomen aan zijne plichten door te hebben medegewerkt aan den ondergang van de financiën der Belgische steden ten bate van hare vreemde mededingsters en zonder wezenlijk voordeel voor de openbare zedelijkheid bij gebrek aan eene internationale overeenkomst.

» Eene overhaaste wet die zulke uitslagen zou opleveren ware een

slecht overlegd in stede van een degelijk beredeneerd werk. Wij zien overigens niet hoe het stoffelijk zou mogelijk zijn die toe te passen. »

De heer *de Trooz*, Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Onderwijs, verdedigde krachtadig het uitzonderingsstelsel voor Spa en Oostende, maar de Kamer werd niet overtuigd en verwierp de handhaving van het voorrecht der spelen ten voordeele van onze twee badsteden.

Het ontwerp keerde terug naar den Senaat. De Commissiën voor Justitie en voor Binnenlandse Zaken legden, op 1 Mei 1901, een verslag over, naar luid van hetwelke volgende bepalingen werden voorgesteld :

§ 1. — « De Regeering kan, onder de voorwaarden bij onderstaande § 2 » bepaald en onder de andere voorwaarden door haar te bepalen, het » gemeentebestuur der Stad Oostende machtigen op haar grondgebied de » oprichting toe te staan van een speelkring, die niet onderworpen zal zijn » aan de bepalingen van deze wet. Echter kan die machtiging slechts wor- » den verleend van jaar tot jaar en uiterlijk tot 31 October 1903.

» Te allen tijde kan zij, wanneer misbruik blijkt plaats te hebben, ingetrokken worden.

» § 2. — De kring zal ieder jaar slechts van 1 Mei tot 31 October open » zijn.

» De spelen worden er maar toegelaten tot 1 uur 's morgens.

» De kring mag niet bezocht worden door de inwoners der stad, door » vrouwen, noch door personen beneden 21 jaar.

» De concessie ervan wordt jaarlijks openbaar aanbesteed door toedoen » van het gemeentebestuur van Oostende. »

Tijdens de bespreking die daarop volgde sprak de heer Roberti als volgt :

« Ik zal dus ten voordeele van Oostende en Spa niet alleen den tijd van twee jaar, voorgesteld door de Commissie voor Oostende, maar zelfs nog een langeren tijd, indien hij voorgesteld was. Ziehier waarom. Ik wil den ondergang van Oostende en van Spa beletten of ten minste eenigen tijd tegenhouden. Ik wil die steden den tijd geven zich op te beuren en zich te redden indien mogelijk. Ik wensch tevens den ondergang te beletten van een aantal handelaars die erop rekenende dat de huidige toestand ging voortduren, in die twee steden huizen hebben gehuurd en vele kosten hebben gedaan om die te betrekken : vergunnen wij hun ten minste den tijd om hunne pachten op te zeggen en van hunne onderneming behoorlijk af te geraken : het schijnt mij redelijk rekening te houden met die omstandigheden zoowel voor de besturen der beide steden als voor hare ingezetenen, en hun 't voordeel te gunnen van eene overgangsbepaling.

« Men heeft gesproken van vergoedingen, toe te kennen aan beide steden, bijzonder in hare financiën getroffen door de afschaffing van de spelen. Dat herinnerde ons gisteren de heer Minister van Binnenlandse zaken. Die vergoedingen zouden haar geschonken worden door de Schatkist, 't is te zeggen op kosten van alle schatplichtigen. Ik kan dergelijke regeling van vergoeding niet aannemen, daar zij de personeele schulden der gemeenten door het gausche land zou doen betalen : het warebe treurlijk en gevaarlijk dien weg in te slaan.

» Door voor een zekeren te bepalen tijd de verlenging te stemmen van het voorrecht van Oostende en van Spa, kunnen wij, eenerzijds, den ondergang van beide badsteden en, anderzijds, het opdringen aan den Staat van nieuwe zware lasten te keer gaan.

» Daarom zal ik stemmen voor het voorstel tot tijdelijke verlenging van het voorrecht van Oostende en Spa. »

Op 5 Juni 1901 kwamen de Commissiën voor Justitie en voor Binnenlandsche Zaken terug bijeen om haar gevoelen uit te drukken over de talrijke ingediende amendementen.

Als besluit kwamen zij tot eene minnelijke schikking, vervat in artikel 8 :

« *De Regeering kan het gemeentebestuur der stad Oostende machtigen op dezer grondgebied de oprichting toe te laten van een speelkring die niet onderworpen zal zijn aan de bepalingen dezer wet.*

» *Echter kan deze machtiging slechts worden verleend uiterlijk tot 31 October 1903.*

» *Te allen tijde kan zij, wanneer misbruik blijkt plaats te hebben, ingetrokken worden.* »

42 senatoren stemden voor dat voorstel en 35 er tegen.

Het wetsontwerp werd op 15 Juni aangenomen met 51 stemmen tegen 7 en 29 onthoudingen.

De Kamer der Volksvertegenwoordigers, opnieuw erover beraadslagende, handhaafde hare eerste meening.

Het ontwerp keerde nogmaals naar den Senaat terug.

Artikel 9, opnieuw aangeboden, waarbij de overgangsbepaling ten voordeele van Oostende en Spa was gehandhaafd, werd in eerste lezing aangenomen met 38 stemmen tegen 35 en 2 onthoudingen.

Bij de tweede lezing echter werd het verworpen met 41 stemmen tegen 39.

Zooals men ziet, is het maar met de meeste aarzelingen en ten koste van de grootste moeilijkheden, dat de Kamers eindelijk er toe besloten, af te zien van een stelsel dat alhoewel, het 't voordeel opleverde de drift van het spel binnen toom te houden, aan de talrijke bedekte speelholten de schoone gelegenheid niet zou hebben verschaft om tot stand te komen terwijl het zou Oostende en Spa van den ondergang te redden, zou bijgedragen hebben tot 's lands bloei en de toekomst hebben gevrijwaard van talrijke arbeidersinstellingen met onbetwisbaar maatschappelijk nut.

* * *

Trouwens, de vrees, die men zoo vaak in deze langdurige beraadslaging hoorde uitdrukken is thans werkelijkheid geworden.

De voorspellingen der verdedigers van het uitzonderingsstelsel werden op alle punten verwezenlijkt en wij hebben het recht ook ditmaal te zeggen dat « *het Belere de vijand was van het Goede* ».

Wij wonen den trapsgewijzen, maar zekeren ondergang van Oostende bij.

Wij denken hier de toelichting te moeten overnemen waarin de onder-teekenaar van dit schrift de redenen uiteenzette van het wetsvoorstel dat,

in 1900, werd ingediend door de heeren Borboux, Buyl, Hamman, Mullendorff en Pil en ten gevolge van de ontbinding der Kamers verviel :

» Wij behoeven niet in herinnering te brengen welk nadeel de strenge toepassing der wet van 1902 berokkent aan hare groote gasthoven, hare restaurants, hare huizen die gemeubileerd worden verhuurd, hare magazijnen waar thans een aantal kostelijke voortbrengselen van 's lands nijverheid voorhanden zijn en aan den man worden gebracht; men dient vooral na te gaan tegen welke financieele moeilijkheden de « *Koningin der zeebadsteden* » nu te worstelen heeft.

» De begrooting der stad wordt, wat aangaat den gewonen dienst, sluitend gemaakt dank zij eene ontvangst van 600,000 frank, voorkomende onder het opschrift : « *Pachtprijs van de Kursaal; opbrengst van den dienst der baden en van den Koninklijken Schouwburg.* » Anderzijds is, als ontvangst voor order, op den buitengewonen dienst der begrooting uitgetrokken eene som van 276,000 frank onder het opschrift : « *Stortingen te doen door den pachter van de onderneming der Kursaal, overeenkomstig het lastenkohier.* » De redelijke verdeeling van die belangrijke som onder al de groote sportinrichtingen die zich ten taak hadden gesteld Oostende te doen optreden als een centrum van verfijnd leven en sportfeesten, alsmede het aanwenden van een deel dier som om reclame te maken, droegen machtig veel bij tot den bloei van haar badseizoen. Het stadsbestuur dat voortaan, tegen wil en dank, elke toelage moet ontzeggen aan die machtige sportinrichtingen, zal ervan bewust zijn dat het zijn eigen ondergang bewerkt en Oostende zal doen vervallen tot eene badstad van tweeden rang.

» Gesteld dat de wet van 1902 in geen enkel opzicht wordt gewijzigd door uitzonderingsbepalingen die de omstandigheden billijken, dan zal het stadsbestuur verplicht zijn, zich opnieuw voor eigen rekening te belasten met het beheer van Kursaal, baden en schouwburg. Welnu, uit de jongste jaren is gebleken dat dit beheer van Kursaal en baden niet kan worden beschouwd, in de onderstelling dat men het spel volstrekt afschaft, als zijnde eene bron van inkomsten voor de stad, en wel omdat de bezoekers uit alle landen thans overdreven eischen stellen in zake van comfort en kunstnieuwigheden.

» Wat den Koninklijken Schouwburg betreft, het blijkt dat het beheer daarvan, verre van winsten af te werpen voor de stad, haar, volgens niet overdreven ramingen, ten minste 50,000 frank zal doen verliezen. De stad Oostende zal dus elk jaar staan tegenover eene algemeene begrooting die sluit met een tekort van 600,000 frank voor den gewonen, en van 276,000 frank voor den buitengewonen dienst.

» Het tekort van 600,000 frank op den gewonen dienst zal natuurlijk slechts door nieuwe belastingen kunnen aangevuld worden. En, neemt men in acht dat het hoofdstuk der opcentiemen en der gemeentebelastingen in 't geheel slechts 529,150 frank voorziet voor het dienstjaar 1909, dan kan men gemakkelijk beseffen welke diepe stoornis in het economisch leven der Oostendenaren zal worden gebracht door deze ontzaglijke verzwaring van belastingen, die op hen drukken zal juist, wanneer hun geldelijke toestand

zal verslecht zijn uit hoofde van een seizoen dat, naar alle waarschijnlijkheid, op een deerlijk mislukken zal uitloopen.

» Om zich een denkbeeld te maken van den huidige algemeenen toestand van Oostende, dient men zich te herinneren welke zware geldelijke lasten voor deze stad voortspruiten uit de aanhechting van de gemeente Mariakerke en van een gedeelte der gemeenten Steene en Breedene, lasten die vooral de begrooting van de weldadigheid en die van de openbare werken bezwaren.

» Ten slotte, dient ook in herinnering te worden gebracht welke op dit oogenblik de lasten van hare schuld zijn : de stad heeft eene niet invorderbare gevestigde schuld, dagteekenende van vóór 1850 en bedragende fr. 254,029.74, alsmede de volgende invorderbare schulden voortspruitende uit leeningen die werden aangegaan sedert 1851, na het ontstaan van het koninkrijk België.

Leening van 1858	fr. 1,000,000
— 1877	4,000,000
— 1891	325,000
— 1898	25,172,500
— 1909	2,100,000

» Ten einde de jammerlijke gevolgen te verhelpen, die voor Oostende moesten voortspruiten uit het aannemen der wet van 1902, stemden de Kamers, wel is waar, er in toe, een bijzonder krediet van 5,000,000 frank ter beschikking van die stad te stellen, doch dat krediet werd spoedig opgeslorpt door de thans uitgevoerde of eerlang aan te besteden werken, waarvan de opsomming hier volgt :

Sint-Pieter en Pauwelkerk	fr. 1,570,000	»
Gezondmaking der Nieuwstraat	86,900	»
Albertlaan	692,009	60
Werken tot inrichting van het nieuwe grondgebied van Oostende	464,029	95
Werken tot inrichting der Oosterwijk	454,454	12
Gezondmaking der wijk van de Meerschstraat	208,645	»
Zuilen-wandelgang	742,751	55
Herstelling der kerk van Mariakerke	14,195	»
Uitbreiding der haveninrichtingen	690,000	»
Verbetering van de wedrenbaan	41,275	»
Waterafleiding uit de vaart van Brugge	84,625	»
Oprichting van eene schietbaan	171,115	»
Te zamen fr.		5,000,000

» Dat geldt voor den dag heden.

» Doch, wanneer binnen enkele jaren de groote werken van algemeen belang zullen voltooid zijn, — werken waarvan de eene, namelijk het nieuw rioolnet, thans worden uitgevoerd en de andere volstrekt spoedeisend zijn en dienen te worden uitgevoerd in het belang van den handel, van de zeevisscherij en den bloei van het badseizoen; werken die meestal niets

opbrengen of niet dadelijk iets opbrengen en waartoe werd besloten op het aanmoedigend aandringen der hoogere machten, — hoe somberder nog en dreigender zal dan de toestand der stad Oostende zijn!

Alsdan — uiterlijk binnen vier jaar — zal zij moeten zorgen voor de aflossing der nieuwe leening van 10 miljoen, welke zij zal verplicht zijn aan te gaan om hare economische uitrusting te kunnen voltooien. Voegt men deze aflossing — welke moet worden geraamd op 400,000 frank — bij het tekort van 600,000 frank, dat werd bevonden in hare huidige begrooting, dan is het ongelukkiglijk maar al te waar dat de huidige belastingen zullen moeten verdriedubbeld worden om de stadsbegrooting sluitend te kunnen maken. »

Ziehier, overigens, de tabel van de verhoogingen der jaarlijksche fiskale en financieele lasten, gestemd door den gemeenteraad van Oostende sedert 1909, als gevolg van de afschaffing der spelen :

Op de gewone begrooting :

Gemeentebelastingen :

1° Taxe op het kadastraal inkomen van de eigendommen vrij van grondbelasting. Koninklijk besluit van 10 Augustus 1909 fr.	16,000
2° Heffing van 20 nieuwe opcentiemen op de hoofdsom der grondlasten en personeele lasten, en 10 opcentiemen op het patentrecht. Koninklijk besluit van 6 April 1910.	86,000
3° Jaarlijksche taxe op de balkons en loggia's. Koninklijk besluit van 17 November 1911	40,000
4° Taxe op de huurwaarde van de personeele belasting, verhooging met 1 t. h. Koninklijk besluit van 28 Augustus 1911.	15,000
5° Heffing van 50 nieuwe opcentiemen op de hoofdsom der grondlasten en personeele lasten. (Zitting van den gemeenteraad van 10 September 1912.)	204,000
Totaal der nieuwe belastingen. fr.	561,000

Annuïteiten.

6° Annuïteit aan de « Société du Crédit Communal ». Leening van 2,400,000 frank, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 20 Februari 1909. fr.	86,625
7° Annuïteit aan de « Société du « Crédit Communal ». Leening van 2,000,000 frank, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 6 April 1910.	82,500
8° Annuïteit aan de « Société du Crédit Communal ». Leening van 2,000,000 frank, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 10 December 1909	82,500

9° Annuïteit aan de « Société du Crédit communal ». Leening van 210,600 frank, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 31 Januari 1912	6,275
10° Interest van een leening op onderpand, van 500,000 frank.	17,873
Totaal der nieuwe financieële lasten. fr.	278,773
Geheel bedrag van de jaarlijkse lastenverhoogingen. fr.	640,273

Deze tabel zegt genoeg en maakt elke uitlegging overbodig. Niet alleen de toestand der gemeentefinanciën, dient in deze te worden beschouwd, maar ook die van den handel, van de hotelhouders, particulieren, eigenaars en huurders van onroerende goederen, wier inkomsten tenietgingen of merklijk afnamen.

Dat is de stoffelijke crisis die Oostende thans ondergaat.

*
* *

De volledige toepassing der wet van 1902 maakt den toestand van Spa niet minder onrustwekkend.

Onderstaand verslag, ons welwillend medegedeeld door het schepencollege van Spa, legt duidelijk genoeg den toestand bloot.

Verslag over den toestand van Spa na de toepassing der wet van 1902 op het spel.

De toepassing der wet van 1902 op het spel, was een ramp voor Spa.

Beroofd van de inkomsten, die Spa vroeger ten deel vielen uit het verpachten van de salons van het Casino, heeft de stad hare inwoners ongehoorde belastingen moeten opleggen om de seizoenen in te richten, hare verplichtingen als badstad na te komen en de gezondheidswerken te betalen, die vroeger aangevangen waren met de hoop op de inkomsten van de verpachting der spelen.

Om zich daarvan te vergewissen, dient men de *verhooging na te gaan van de gemeentebelastingen sedert 1903*.

In 1902 bedroegen de belastingen, in haar geheel, slechts 88,200 frank.

Maar vanaf 1903, stegen zij tot 226,900 frank om in 1911 een totaal van fr. 518,996.77 te bereiken.

De bevolking van Spa telde, op 31 December 1911 (officiële opgave), slechts 7,923 inwoners; rekening houdend met de belastingen van Staat en provincie, betaalt elke inwoner 53 frank belasting, terwijl, volgens de officiële bescheiden, elke Belg gemiddeld slechts fr. 9.05 betaalt, de Gentenaar fr. 15.46, de Luikenaar fr. 15.26, de Antwerpenaar fr. 19.22, de Brusselaar fr. 36.60, deze laatste met al de lasten eener hoofdstad, maar ook met al de voordeelen van een der grootste steden der wereld. Voor Spa is dat niet hetzelfde geval.

Ziehier, overigens, de stichtende tabel der gemeentebelastingen door de inwoners van Spa betaald :

200 opentienen op de grondbelasting, de personeele belasting en het patentrecht ;

2 t. h. op het huisraad ;

6 t. h. op het kadastraal inkomen der bebouwde eigendommen ;

2 t. h. op het kadastraal inkomen der bebouwde eigendommen gelegen in straten met rioleering ;

Op de honden ;

Op de pianos ;

Op de openbare vermakelijkheden ;

Op drank-, tabak- en sigarenslijterijen ;

Op de diensten van het slachthuis ;

Op het venten ;

Op het plaatsen van stoelen en tafels op den openbaren weg ;

Op de standplaatsen bij feesten, op jaarmarkten en markten ;

5 t. h. op den huurprijs van bemeubelde huizen, appartementen en kamers ;

Op de standplaatsen der huurrijtuigen.

De lasten van de badinrichting en de gezondheidswerken.

De stad Spa heeft sedert 1905 groote uitgaven moeten doen om hare badinrichting te verbeteren, om de noodige verfraaiingswerken uit te voeren, om de groote gezondheidswerken voort te zetten volgens een volledig plan, goedgekeurd door de technische diensten van Staat en provincie.

Bij de aanneming der wet van 1902, heeft de wetgeving ons weliswaar met twee miljoen begiftigd om de stad te helpen in de uitvoering van de noodige verbeteringswerken en om op de hoogte te blijven van de mededingende badsteden, maar :

De nieuwe kursaal heeft gekost	fr. 3,745,417.06
De badinrichting	207,799.59
De herstelling van den schouwburg	125.014 »
De herstelling van den wateraanvoer van de Maria-Hendrika-bron naar de baden	25,453.84
De herstelling van het zwemdok.	29,216.02
Riolen.	98,915.66
Waterleiding	63,497.53
Aanleg en aankoop van den Rozentuin.	206,081.83
Aankoop van de velodroom en het lawn-tennisveld.	98,000 »
Bouwen van eene schietbaan voor oorlogswapens	266,434.22
Verbetering van de verlengde Leopoldstraat	8,564.35
Bouwen van de brug van de Renierlaan.	96,437.44
Herstelling van de bestrating der stad	59,219.03

Bouwen eener nieuwe middelbare Staatsschool voor jongens	251,484.17
Inrichting van de renbaan van La Sauvenière	11,769.76
Aanloop van de bron Pouhon Prince de Condé	40,000.14
Te zamen. fr.	5,551,285.53

Het dient te worden opgemerkt dat deze werken opgegeven werden als onontbeerlijk voor de toerusting van de badstad in de tabel *D* van het verslag der ministerieele Commissie ingesteld bij Ministerieel besluit van 5 Maart 1901 in de provincie Luik om den finantieelen toestand van Spa uit te maken na de afschaffing van de spelen. (De heeren Michiels, Demarteau, Bleyfuesz en Wilgot).

Bij die uitgaven voor groote buitengewone werken dienen te worden gevoegd de uitgaven voor inrichting van de seizoenen, die insgelijks veel bedragen.

Aangroei van de gemeenteschuld.

De badinrichting en de exploitatie van de badstad sedert 1903, datum van de toepassing der wet van 1902 op het spel, hebben voor gevolg gehad, op acht jaar tijds de gemeenteschuld te vervierdubbelen.

In 1902 had de stad de interesten te betalen van eene gevestigde schuld van fr. 156,151.45, zijnde fr. 6,526.59, daarbij eene annuïteit van 55,800 frank tot delging van eene leening van 1,295,000 frank, aangegaan door tuschenkomst van het Gemeentecrediet.

Thans bedraagt onze schuld fr. 6,761,486.75 en vergt een interest van fr. 242,740.14, wat meer dan de twee derden uitmaakt van de opbrengst der belastingen, door de inwoners betaald.

In deze schuld zijn begrepen de twee leeningen van 2,182,500 frank van 1905 en van 2,645,000 frank van 1909, die geheel uitgeput zijn. Zij moeten afbetaald worden door middel van 90 annuïteiten van 167,500 frank elk.

Vermindering van de opbrengst der gemeenteeigendommen.

Terwijl de gemeenteschuld toenam in schrikbarende verhouding, stellen wij, anderdeels, eene vermindering vast van meer dan de helft, bij de opbrengst van onze gemeenteeigendommen.

In 1902 gaf het hoofdstuk « Opbrengst der gemeenteeigendommen » een totaal op van fr. 412,039.66 inkomsten.

Op de rekening van 1911 bedraagt die post nog slechts fr. 194,939.72.

Waardevermindering der onroerende goederen. Hachelijke toestand der eigenaars en handelaars.

Niet alleen heeft de wet van 1902 op het spel het bestuur van de stad schier onmogelijk gemaakt, maar zij berokkent aanzienlijke schade aan de eigenaars en handelaars van Spa.

De veilingen van huizen geven eene waardeminderung aan van 50 t. h.

En het blijkt uit officieele bescheiden dat de drie vierden der eigendommen van de inwoners van Spa met hypotheeken belast zijn (Verslag van Dr Delneville, bij de Commissie ingesteld bij koninklijk besluit van 2 Augustus 1911, op 16 December 1911); het getal der hypotheecaire leeningen neemt steeds toe; de nalatenschappen bevatten bijna altijd een hypotheecaire passief, zelden een actief.

De plaatselijke handel ondergaat eene hoogst pijnlijke crisis; de houtnijverheid te Spa, die eertijds zoo bloeiend was dat zij rechtstreeks meer dan drie honderd gezinnen van schijnwerkers, draaiers, beeldhouwers, kunstschilders, polierders, vernissers en kleinhandelaars deed leven, geeft thans gedurende een klein gedeelte van het jaar slechts werk aan enkele ambachtslieden en een klein getal winkeliers, genoodzaakt hunne fraaie stukken op het achterplan te schuiven en met den verkoop van aanzichtskarten zich de verdiensten te verschaffen die de doozen van Spa hun niet meer geven kunnen. Hoeveel geringe patroons hebben van hun bedrijf moeten afzien!

Hoeveel werklieden hebben, ten slotte, met hun gezin de stad moeten verlaten of zijne gedwongen zich dagelijks naar Luik, Verviers of elders te begeven, om er werk te vinden en zóó hun gezin te kunnen onderhouden!

De hotelnijverheid ondergaat eveneens eene zeer pijnlijke crisis, waardoor zij onvermijdelijk zal ten onder gaan en de talrijke handelaars, die ervan afhangen, in haar val medesleepen. De enkele hotels, die te Spa nog bestaan, kunnen niet meer leven niettegenstaande de verdwijning van een groot getal hunner mededingers, waaronder de eerste en grootste hotels der stad; als thans verdwenen halen wij aan :

Grand Hôtel d'Orange;
Grand Hôtel du Midi;
Grand Hôtel de Flandre;
Grand Hôtel des Pays-Bas;
Hôtel du Palais-Royal;
Hôtel Royal;
Hôtel Brighton;
Hôtel Quatre-Saisons;
Hôtel du Nord;
Hôtel Oquidan.

Deze uiterst pijnlijke toestand spruit hieruit voort, dat sedert 1903 de seizoenen, die aan de inwoners zeer veel geld kosten, merkkelijk kleinere winsten afwerpen.

De seizoenen, beroofd van de aantrekkingskracht, op den vreemdeling uitgeoefend door de aankondiging van dezelfde vermaken als te Monte-Carlo, te Vichy, te Enghien-les-Bains en zooveel andere dergelijke lustoorden, verleiden niet meer de cosmopolitische bezoekers, die *de parel der Ardennen* in welvaart deden toenemen, het vreemde goud in het land brachten en den Belgischen groothandel verrijkten.

Statistiek der vreemdelingen.

Men zal zich gemakkelijk rekenschap geven van hetgeen wij daareven zegden, zoo men nagaat de volgende statistische gegevens over de

vreemdelingen gedurende de laatste twee jaren, vergeleken met 1899, toen nog gespeeld werd :

Nationaliteiten	1899	1910	1911
Franschen . . .	5,526	2,240	1,555
Duitschers . . .	1,911	757	665
Engelschen . . .	2,405	998	961
Amerikanen . . .	482	245	199
Russen	574	147	111
Oostenrijkers . . .	297	110	28
Italianen	495	58	51
Spanjaards	166	67	45
Te zamen	9,852	4,620	3,613

Deze tabel is kenschetsend. Zij geeft de buitengewone vermindering aan van het getal vreemde bezoekers in België.

Werken die nog uitgevoerd moeten worden.

Ondanks de talrijke lasten die zij zich oplegt, heeft de stad Spa, bij gebrek aan geldmiddelen, al de werken niet kunnen uitvoeren, die onontbeerlijk zijn voor de voltooiing van de badinrichting, gezondmakings- en verfraaiingwerken.

Ziehier namelijk eene lijst der nog uit te voeren verbeteringen, die noodzakelijk verklaard werden door de Commissie, in 1901 door de Regeering ingesteld :

- Overwelving der rivier achter het gods- en gasthuis « Saint-Charles » ;
- Lazaret voor besmettelijke ziekten ;
- Bestrating der stad ;
- Bouwen van een doodenhuis ;
- Fabriek voor het reinigen van rioolwater ;
- Loods voor feestenmaterieel ;
- Aanleg eener straat ten behoeve der scholen ;
- Aanleg van bronnen buiten de stad ;
- Overwelving van de Wayai op de « boulevard des Anglais » ;
- Overwelving van de Barisartbeek ;
- Wielrijderspad van het meer ;
- Aanleg eener baan van het meer naar Tonnelet ;
- Idein eener baan van Bieffe naar Winamplanche ;
- Aanleg van den weg naar het kerkhof ;
- Jacquet-doorsteek om de feestzaal van de Kursaal vrij te maken ;
- Herstelling van de kerk en versiering ;
- Bouwen van broeikassen ;
- Insprongen op de rooilijn langs de lanen ;
- Aanleg van bijriolen en waterleiding om onze badinrichting te volmaken.

Wat de openbare spelen van Spa aan de Regeering opbrachten.

Tegenover de 2 miljoen, waarmede de Kamers ons begiftigd hebben in 1902, als vergelding van het nadeel dat de toepassing van de wet van 1902 op het spel aan de stad Spa zou berokkend hebben, dient in herinnering gebracht, wat de openbare spelen van Spa aan den Belgischen Staat vóór 1872 opbrachten.

Van 1832 tot 1839 ontving de Staat 50 t. h. van de opbrengst der spelen en schonk aan de stad slechts 400 frank voor politiekosten. Van 1839 tot 1850 verleende de Staat 20,000 frank 's jaars aan de stad Spa voor onderhoud van banen en wandelwegen. De kosten van het seizoen waren geheel ten laste van de « Société des jeux ».

Van 1850 tot 1858 ontving de stad 5 t. h. van de nettowinst der spelen en het aandeel van den Staat bleef steeds 50 t. h.

Van 1858 tot 1870 steeg het aandeel van de stad tot 20 t. h. en dit van den Staat bleef 50 t. h.

Gedurende de laatste twee jaren der openbare spelen, in 1871 en 1872, kende de Staat zich 90 t. h. van de winsten toe, de overige 10 t. h. bleven voor de aandeelhouders. De winst dezer twee seizoenen bedroeg 4 miljoen 798,964 frank voor den Staat alleen.

Van 1832 tot 1872 heeft de Staat 15,500,000 frank wegens de spelen ontvangen.

Besluit.

Uit bovenstaande uiteenzetting van den ongelukkigen toestand van Spa blijkt de nood der stad die certijds de koningin der badsteden was.

Die toestand wordt niet al te zwart afgeschilderd, hij is ongelukkiglijk waar en steunt op officieele documenten en op feiten waarvan men de echtheid gemakkelijk kan nagaan.

Hij levert het bewijs van de diepe ellende die nog zal toenemen, zoo niet eene krachtdadige tusschenkomst den ondergang komt verhoeden.

Om eene eerlijke proef te nemen met den nieuwen toestand, door de wet van 1902 op het spel in het leven geroepen, heeft de stad overgrootte lasten op zich genomen, die de bevolking thans onmachtig is langer te dragen.

De achtereenvolgende verpachtingen, die gesloten werden, waren een ramp voor het krediet van de badstad.

Wij vragen dat de wetgeving ons de middelen aan de hand doe om onze zoo zware schuld te delgen, een winstgevende reclame te maken, onze seizoenen in te richten, ons te wapenen in den levensstrijd met Europa's lustoorden, met een woord, om onzen rang van eerste badstad der wereld te hernemen; wij vragen dat zij bij overgangsmaatregel, met eene wet door haar uitgevaardigd en onder haar toezicht, ons toelate onze schuld af te lossen, onze inrichting te voltooien, een reservefonds te vormen voor de inrichting

van onze seizoenen, de naderlige gevolgen te herstellen van de toepassing der wet van 1902 op het spel voor ons, voor het geheele land, voor de ontvangsten van den spoorweg evenals voor den handel en de nijverheid van België.

(*Gemeentebestuur van Spa.*)

Ziedaar feiten en cijfers. De Regeering, bewust van hare zending als beschermster en bewaarster van de steden Oostende en Spa, evenals zij het is van al de gemeenten des Rijks — zooals de *heer Wiener* het in den Senaat zegde, — heeft gewis verstaan « dat zij den ondergang dezer twee steden niet onverschillig kon aanschouwen » en hare bekommering heeft zich geuit, wat Spa betreft, inzonderheid door het instellen eener *Commissie belast met het onderzoek der vraagstukken betreffende de badstad Spa*.

Deze Commissie, onder het voorzitterschap van den Gouverneur der provincie Luik, is in drie afdeelingen verdeeld en heeft zich onverwijld met den lofwaardigsten wel-doordachten ijver aan het werk gezet. Veel mag men verwachten van de voorstellen die zij aan de Regeering zal onderwerpen. Het werk zal echter van langen duur zijn en, zoo de toestand van Spa zelf de verwezenlijking daarvan niet vergemakkelijkt, zal deze wellicht aanzienlijke opofferingen vergen, die niettemin onontbeerlijk zijn tot het behoud van dit belangrijk deel van 's lands vermogen, dat ons lieflijk Ardensch zomerverblijf uitmaakt.

Tot nu toe heeft Spa slechts ten prijze van de meest verdienstelijke pogingen en van aller goeden wil den ondergang kunnen weren.

Wij zouden niet durven beweren dat het aldus zal toegaan tot op den dag dat Spa, dank zij nieuwe instellingen en talrijke werken, den rang zal kunnen hernemen, waarbij het haar wordt toegelaten, evenals in het verleden, met goed gevolg de mededinging aan te gaan met de meest in aanzien zijnde vreemde badsteden.

De heer Peltzer verklaarde in den Senaat : « De twee oplossingen (heroprichting der spelen en uitbreiding der gezondheidsbadplaats, volgens de inzichten van de ingestelde Studiecommissie) sluiten elkander niet uit. Beide vraagstukken moeten onze aandacht gaande houden. »

*
* *

Het ware verkeerd het vraagstuk der spelen van Oostende en Spa slechts te beschouwen met het oog op de plaatselijke belangen dezer beide steden.

De weerslag dien de voorspoed onzer twee badsteden, aan de beiden uiteinden van het land gelegen, heeft op de algemeene economische belangen, werd volkomen in het licht gesteld door den *heer Verbeke* in den Senaat.

De beschouwingen, die hij deed gelden inzonderheid voor Oostende, zijn ook grootendeels van toepassing op Spa.

Wij kunnen niet beter dan zijne woorden hier overnemen :

« Het geldt dus de levensbelangen van Oostende, zegde hij. En er is hier geen sprake van een plaatselijk, maar wel van een algemeen, van

een nationaal belang. Dat zal ik bondig bewijzen door middel van ontegensprekelijke cijfers, waarvan men de echtheid gemakkelijk kan nagaan en die ontleend zijn aan de officieele toelichting uitgaande van het schepencollege van Oostende. Ik zal bewijzen welke financieele en economische gevolgen de afschaffing der spelen zou hebben voor gansch het land. Allen, Mijne Heeren, hebt gij deze onvervalschte en afdoende toelichting ontvangen, doch wellicht hebben niet allen haar bestudeerd.

« Uit dit belangrijk stuk blijkt vooreerst het onbetwistbaar overwicht van de vreemdelingen op de Belgen, te Oostende zomerverblijf houden en er millioenen verteren. De algeheele officieele telling, door de politie opge maakt, vermeldt, voor het bij toeval genomen seizoen van 1905, bij het eindigen eener crisis, 51,168 bezoekers, waaronder 18,200 Belgen. Vermits voor eene familie van drie personen slechts één persoon wordt ingeschreven, mag men gerust zeggen dat meer dan 150,000 personen te Oostende verblijf hielden. Nu, in de aanzienlijke gasthoven, waar het grootste verteer door de vreemdelingen wordt gemaakt, vindt men de Belgen slechts in verhouding van 2 t. h.

» Wanneer wij de grondslagen, waarop de berekening van Karl Müller berust tot het vaststellen van den jaarlijkschen aanbreng door de vreemdelingen aan Zwitserland (zijn werk verscheen in de *Annales d'Économie politique*), wanneer wij die grondslagen van toepassing brengen op Oostende, dan vinden wij voor deze stad 66 1/2 millioen frank, waarvan minstens 50 millioen voortkomen van de vreemdelingen.

» De officieele toelichting van het College stelt dan vast : 1^o de noodzakelijkheid van den toeloop in de zomerverblijfplaatsen voor de ontvangsten van de Staatsbedrijven : postbooten *Oostende-Dover*, spoorwegen, posten, telegraaf, telefoon; 2^o het bewijs, door cijfers, van het aanzienlijk nijverheidsbelang voor gansch België, voortspruitende uit den voorspoed van Oostende, alsmede het bewijs van het verband dat bestaat tusschen het belang van alle soorten arbeiders en de economische ontwikkeling van de Koningin der badsteden.

» Evenals het schepencollege vestig ik de aandacht der denkers, der Staathuishoudkundigen, der nijveraars, der werklieden en der sociologen op den zeer bijzonderen toestand van Oostende, die een onbetwistbare factor van rijkdom is voor alle Belgen.

» *Grosso modo* en bondig zal ik elk der twee aangehaalde punten ontwikkelen :

» 1^o Het welgelukken van het badseizoen te Oostende is noodig voor de Staatsbedrijven.

» In 1905 waren de spelen feitelijk afgeschaft, en het seizoen mislukte; in 1906 was er toevloed van vreemdelingen te Oostende. Nu, voor 1905 beliep het bedrag der postbons 98,006 frank en voor 1906, 161,443 frank; voor 1905 was het beloop der internationale postwissels 567,883 frank en voor 1906, 2,871,557 frank, dat is bijna achtmaal zoo veel.

» De ontvangsten van de post-, telegraaf- en telefoonkantoren te Oostende bedroegen, in 1905, 14,222,694 frank; in 1908 was het seizoen slecht : de

ontvangsten ondergingen 3 millioen frank vermindering. Is het afdoende?

» In 1903 bedroegen de stortingen op de Spaarkas, 1,703,703 frank en de terugbetalingen 1,313,190 frank; het bedrag der terugbetalingen is dus merkelyk lager dan dat der storting. Het jaar 1908 gaf een slecht seizoen: de stortingen bedroegen 3,121,000 frank, de terugbetalingen 4,217,000 frank, dat is 1,200,000 frank meer dan de stortingen. Is dit voldoende beteekenisvol?... De spaarpenningen van de geringe burgers hadden geleden onder het mislukken van het badseizoen.

» In 1906 bedroeg het getal reizigers op de pakketbooten Oostende-Dover 30,000 personen meer dan in 1903, toen het seizoen slecht was; in 1908, dat insgelijks een slecht seizoen opleverde, was het getal reizigers schier hetzelfde als in 1907; dit getal is onveranderd gebleven.

» In 1908 bedroegen de ontvangsten ter spoorhalle Oostende-stad 50,000 frank minder dan het vorige jaar.

» 2° De weerslag van de welvaart van Oostende op België's nijverheid.

» Gedurende deze laatste tien jaren heeft de stad Oostende 31,329,003 fr. uitgegeven voor openbare werken. Nu, de bouwmaterialen kwamen uitsluitelyk voort uit de nijverheidsstreken van ons land; de werklieden waren herkomstig, voor de helft, uit Oostende en omliggende en, voor de tweede helft, uit gansch het land. In dit opzicht heeft dus gansch het land ruimschoots baat getrokken uit Oostende als badstad. Wat echter meer is: gedurende deze laatste vijftien jaren heeft men te Oostende 1,923 gasthoven, villas en andere woningen gebouwd voor de mooie som van 53 millioen 607,000 frank. Aldus telt Oostende heden ten dage 7,150 huizen; men mag dus zeggen dat schier een derde der gebouwen werd opgetrokken als rechtstreeksch gevolg van de plaatselijke welvaart; en vermits bouwstoffen en handwerk nogmaals door gansch België werden geleverd, is gansch het land betrokken in het welgelukken van het badseizoen. Wij zullen niet gewagen van de inrichting, de bemeubeling van al deze gasthoven, villas en andere woningen; dit zou de schatting brengen tot op ruim 70 millioen.

» Laten wij thans in groote trekken onderzoeken, welke gevolgen de afschaffing der spelen, door enkelen op zulke ongelegen wijze gedroomd en nagestreefd, hebben zou.

» Volgens hare bestaande verbintenissen en ontwerpen, moet de stad Oostende nog voor 52 millioen frank werken voleindigen of uitvoeren. Deze uitgaven worden ingedeeld als volgt:

Voortbrengsels uit groeven	fr. 8,900,000
Metaalnijverheid en electrische nijverheid	7,250,000
Kalk en cement	4,600,000
Hout, baksteen en andere bouwstoffen	11,750,000
Handwerk en studiën	13,500,000
Onteigening	6,000,000

» Onnoodig, daarna nog verder aan te dringen op het feit dat Oostende een uitweg van eersten rang is voor de Belgische nijverheid en de Belgische werklieden. Het verleden waarborgt de toekomst.

» Buiten het steenbakken bestaat er te Oostende geene enkele nijverheid. Nu, voor althans, ligt het bouwen schier volkomen stil op het strand; waaruit volgt dat op 2,300 steenbakkers, er 1,500 zonder werk zijn.

» Zonder de geldbronnen van de spelen, worden al de aan den gang zijnde of ontworpen werken stil gelegd of verdaagd; wordt 's lands nijverheid van 45 miljoen beroofd; zijn een groot getal werklieden zonder werk; is Oostende verlaten, verarmd; daaruit volgt een aanzienlijk verlies van ontvangsten voor den Staat.

» De roerende rijkdom is zeer gering te Oostende; de plaatselijke inkomsten zijn schier onbeduidend. Te Verviers, waar de bevolking schier dezelfde is in getalsterkte als te Oostende, bedroegen de ontvangsten der bijzondere loopende rekeningen, in 1908, twee honderd en twaalf miljoen, dat is tienmaal zooveel als te Oostende (21 miljoen).

Wat de zeevisscherij betreft — eene nijverheid die men zou kunnen inbrengen — zij is geen zeer aanzienlijk bestanddeel in de vervorming van het onroerend fortuin, en in het tot stand brengen van ongeveer twee duizend gebouwen gedurende deze laatste vijftien jaren: de opbrengst van den verkoop van verschen visch ter mijn onderging in een tijdverloop van 8 jaren (1900-1908) slechts eene vermeerdering van 514,351 frank; vermeerdering die toe te schrijven is aan de nieuwe stoomtrawlers behorende aan maatschappijen buiten de stad.

» Andere beschouwing: de onroerende goederen van Oostende zijn met 33 miljoen hypotheek belast; nu, de schuldeischers op die panden zijn over gansch België verspreid; eene crisis in de badseizoenen te Oostende zou dus de schuldenaars in de onmogelijkheid stellen hunne verbintenissen na te leven en zou aanleiding geven tot eene plotselinge daling der onroerende goederen, daling die, bij weerslag, de veertien badplaatsen van het zeestrand zou beïnvloeden.

» Kortom, Oostende tot verval brengen, is op aanzienlijke wijze verminderen de ontvangsten van den spoorweg, de posterijen, den telegraaf, den telefoon, de pakketbooten, het tolwezen, enz.; 't is schier tot ellende doemen tal van bedienden, meestal werkmanszonen; 't is een gedeelte der bevolking dat zijn verzekerd bestaan slechts in de winsten van het badseizoen vindt, tot de uitwijking veroordeelen; 't is al de soorten van handelsbedrijven beperken en aldus al de Belgen treffen; 't is nadeel toebrengen aan 's lands nijverheid met aan deze een belangrijken uitweg te ontnemen; 't is aan België tientallen van miljoenen doen verliezen, sommen die er jaarlijks worden verteerd door de vreemdelingen die worden aangetrokken door de ruchtbaarheid ten bate van Oostende gemaakt; 't is de welvaart van al de badplaatsen der Belgische kust in gevaar brengen door het wegnemen van den weldoenden invloed die Oostende's roem op haar teweegbrengt; 't is minderwaarde geven aan deze Belgische kust die een der meest onbetwistbare bestanddeelen van 's lands welvaart uitmaakt. 't Is dus schade toebrengen aan gansch het land.

Zoo wij thans het gebied der stoffelijke belangen daarlaten en een snellen oogopslag werpen op de gevolgen die de wet van 1902 heeft uitgewerkt opzichts de verdwijning der speelhuizen, bevinden wij dat, zoo de bestaande wet de verdienste heeft den speeldrift op verscheidene plaatsen van het land te hebben beteugeld, zij, anderdeels, voor uitwerking heeft gehad tal van speelholen tot stand te brengen juist in de twee eenige steden die, sedert alle tijden, de bijeenkomst der spelers waren.

In deze laatste jaren zag men te Oostende en te Spa deze verderfelijke en gevaarlijke speelholen woekeren.

« Zij die de geheime speelhuizen bestrijden, zegde de heer *Orts*, moeten voorstanders zijn van de regeling der spelen ».

Dat is het doel van dit wetsvoorstel.

Thans krioelt het van speelholen te Oostende. Men heeft er meer dan zestig geteld gedurende het laatste badseizoen, en niet zelden moet het parket van Verviers optreden tegen de huizen die te Spa tot stand komen.

Naar het schijnt, zijn wij teruggekomen tot dezelfde omstandigheden die den Prins-Bisschop van Luik er deden toe besluiten, aan Spa het voorrecht der geregelde spelen af te staan, toen de openbare macht aan Oostende dezelfde gunst verleende.

* * *

Die stoffelijke en zedelijke toestand ontroerde het land.

In de uitmuntende brochure die de heer Alexander Gielen liet verschijnen onder den titel *Oostende en Spa*, brochure die aan elk onzer collega's van het Parlement werd rondgedeeft, wordt melding gemaakt van de meeningen welke in deze laatste tijden uitgingen van de drukpers der verschillende partijen en van de niet politieke bladen die op bijzondere wijze de verdediging onzer economische belangen voorstaan. Onder de bladen die de verandering der bestaande wet verdedigen, vinden wij : *Het Handelsblad* van Antwerpen, *La Semaine politique* van Brussel, *L'Avenir de Spa*, *Le Carillon* van Oostende, *Le Littoral*, *Sport-Élevage*, *La Chronique*, *Bruxelles-Maritime*, *L'Étoile Belge*, *Le Voyageur*, officieële tolk van de Algemeene Maatschappij der handelsreizigers van België, *Le Moniteur du Commerce Belge*, *La Métropole* van Antwerpen en nog veel andere.

La Métropole eindigde onlangs een harer artikelen, dat wij met genoegen overnemen, als volgt :

« Zou het niet gansch eenvoudig zijn uit de opbrengst der spelen van Spa en Oostende, der wedrennen die dagelijks in België plaats vinden, de noodige millioenen voor de werkmanswoningen en pensioenen te halen ? Tal van weldenkende lieden vragen het zich af, en, in alle geval, is het niet verboden het vraagstuk op te werpen. Wellicht zal de commissie voor werkmanswoningen ertoe besluiten, en, zoo, bij geval, een deel van het geld dat tal van uitlanders zoo graag op de speeltafel ten toon spreiden, het Belgisch volk voor nieuwe lasten kon behoeden, zou men misschien vinden dat dit nog niet zoo belachelijk is. »

Deze meening der drukpers is niet anders dan de gedachtenstrooming die bekommering verwekt niet enkel bij de gemeenteraden en bij de Kamers

van Koophandel der kust, maar ook bij de aanzienlijkste Kamers van Koophandel van het land.

La Chronique heeft, tijdens een onderzoek over de noodzakelijkheid voor Spa en Oostende eene uitzondering te maken in de wet op de spelen, de zeer stellige meening laten kennen van de Kamers van Koophandel van Oostende, van het gemeentebestuur van Blankenberge, bij monde van dezes burgemeester, den heer d'Hondt, thans onzen collega, van het gemeentebestuur van Heyst, bij monde van dezes burgemeester, den heer de Geldere, van het gemeentebestuur van Nieuwpoort, bij monde van dezes burgemeester, den heer Snauwaert, van den Bond der handelaars en kleinhandelaars van België, van de Vereeniging der Hotelhouders, enz.

En thans heeft de Kamer van Koophandel van Brussel, de aanzienlijkste van het land — zij bevat 106 syndicaten en ongeveer 6,000 leden die tot al de takken van den handel te Brussel en in het omliggende behooren — met *eenparigheid van stemmen* zich uitgesproken voor eene afwijking op de wet, ten gunste van Spa en Oostende. Deze beslissing werd genomen ten gevolge van de uitmuntende redevoering, door haren voorzitter, den heer *Van Elewyck*, in dien zin uitgesproken, redevoering waarvan wij het belangrijkste hier laten volgen :

« De afschaffing der spelen heeft Oostende en Spa te gronde gericht en dit verval vindt zijn weerslag op den Brusselschen handel. Tal van huizen worden daar, ten koste van aanzienlijke uitgaven, ingesteld gedurende het zomerseizoen; de wetgever komt tusschenbeide en verjaagt de beste cliënten van deze winkels, restauratie's en gasthoven. En had de wet dan nog den vreemden speler van zijne spelzucht genezen ?

» Doch, geenszins. Deze vreemdeling wil niet meer genezen worden van zijne speeldrift; hij verlaat eenvoudig Oostende en Spa om zijne soevereinen en zijne dollars in de Fransche badsteden te wagen. Onder deze omstandigheden verlaten de cliënten de kust en, bij gebrek aan koopers, sluiten de winkels. Daaruit volgt dat het Parlement, willende beletten dat rijke nietsdoeners te niet gaan, de eerlijke lieden die slechts vragen al werkende hun brood te verdienen, te gronde richt.

» Zelfs met de toestemming van al de landen die badplaatsen bezitten, zoudt gij, na eene internationale overeenkomst waarbij overal de speelhuizen worden afgeschaft, slechts een betrekkelijk zedelijken uitslag bekomen, omdat gij de speelzucht niet zoudt hebben weggenomen. Gij zoudt de speelholen hebben vermenigvuldigd en er in het geheim de spelers afgezonderd, dit is alles ! Kan de wet echter het spel niet afschaffen, zij kan het ten minste regelen en bewaken. Daarvan was de Senatoriale Commissie overtuigd, toen zij voor enkele jaren zegde : « De wet moet er zich bij bepalen de spelen te regelen, de misbruiken af te schaffen, de regelmatigheid in het spel te doen bewaken, en alle overtreding streng te straffen. » Alle winstbejag in de spelen verbieden, is verzaken aan alle regeling, en bijgevolg aan alle zedelijkheid in de zaak. Niet de toelating, wel het verbod is onzedelijk.

» De toelating, onder toezicht en met winstdeeling voor den Staat ten bate van de weldadigheid en de maatschappelijke werken, en met winstdeeling voor de gemeenten ten voordeele der werken van openbaar nut en van

verfraaiing, moet met kracht worden voorgestaan. De belasting op de driften is de hoogst zedelijke, doch de inning ervan is niet zeer gemakkelijk; daarom spreekt men er niet over. Op het stuk der spelen is die belasting nochtans mogelijk, doch men wil er natuurlijk niet van hooren. Niet alleen in zedelijk opzicht is zij de beste, doch ook op theoretisch gebied der staathuishoudkunde is er geene enkele taxe die hare hoedanigheden bezit; deze zijn ten getale van drie: 1° deze taxe regelt eene weeldeuitgave; 2° zij is willekeurig, vermits slechts hij die wil, ze moet betalen; 3° schier geheel wordt zij door de vreemdelingen gedekt, vermits meestal de spelers en de inzetten herkomstig zijn uit Amerika, Engeland, Rusland, enz.

« Het Parlement diende het reizen aan te moedigen, niet enkel in het belang van den Belgischen handel, doch ook om ons betreurenswaardig muntgebrek te verhelpen. Aan dit muntgebrek moet men onze ongunstige geldwisseling en het hooge disconto sedert enkele jaren toeschrijven. De vreemde toeristen, hetzij zij komen om zomerverblijf te houden of om te spelen, brengen ons goud, het zoo gezochte goud dat alleen in de internationale betrekkingen geldt. Men schat op meer dan honderd millioen het goud door de vreemdelingen in Zwitserland uitgegeven; te Parijs alleen laten de vreemdelingen jaarlijks voor een milliard goud. Hoe hoog moet men schatten de ontvangsten te Trouville, te Biarritz, te Aix-les-Bains, te Vichy, te Nice en in al de andere Fransche zomerverblijfplaatsen? Voegt er aan toe de uitgaven met de spelen, en vraagt u dan af, of Frankrijks muntnijdkom niet grootendeels voortkomt van de toeristen die er bestendig of tijdelijk verblijven. Frankrijk verscherpt zijn beslag op de spelen, doch wacht zich wel het spel af te schaffen, de hen met de gouden eieren te doodden.

« Met uwe goedkeuring uit te drukken ten gunste van de herinrichting der spelen, der geregelde, bewaakte en belaste spelen, zult gij een beroep doen op het gezond verstand van het Parlement ».

De Kamer van Koophandel te *Luik* heeft, anderdeels, beslist bij hare eerstkomende vergadering op de dagorde te brengen, het vraagstuk van de herinrichting der geregelde spelen te Oostende en te Spa.

Aldus mag men zeggen dat dit wetsvoorstel voor de Kamer wordt gebracht door de groote meerderheid van hen die belang stellen niet enkel in het leven en de welvaart van Oostende en Spa, maar ook in de zedelijke en economische belangen van gansch het land.

*
* *

In de vreemden zijn er trouwens weinige badsteden waar de toeristen geene speelkringen te hunner beschikking vinden, Aldus is het zelfs gesteld in Duitschland waar de badsteden nochtans op gansch bijzondere wijze door den Staat worden beschermd en waar deze bescherming blijkt uit eene ruime geldelijke tusschenkoms', tusschenkomst die zal worden uitgelegd in de bekendgemaakte werkzaamheden van de Regeeringscommissie ingesteld tot het onderzoek der vraagstukken betreffende de badstad Spa.

In Frankrijk schijnt het Parlement, na de proefneming van een nochtans minder streng verbod dan het onze, genegen om terug te keeren tot een nog

minder beperkend stelsel, en om de maatschappelijke werken zooveel mogelijk in de opbrengst der spelen te doen deelen.

Inderdaad de Volksvertegenwoordiger, heer Justin Gérard, heeft zijn verslag uitgebracht namens de Commissie der begrooting, die belast was met het onderzoek van het ontwerp van wet houdende heffing van een naar verhouding stijgend tarief op de bruto opbrengst der spelen in de kringen en Casino's der badplaatsen, bad-inrichtingen en klimaat-badplaatsen van Frankrijk.

Op de aanvraag van tal van volksvertegenwoordigers en senatoren, had de Fransche regeering de verbintenis aangegaan dit wetsontwerp voor te stellen, en weldra zal het aan beide Kamers ter bespreking en ter goedkeuring worden voorgelegd.

In Frankrijk, wordt door de bestaande wet 13 t. h. van de bruto opbrengst der spelen aan den Staat toegekend; dit moet echter worden besteed aan werken van volksbelang, hulpbetoon en vooruitzicht. De badsteden eischen n haar lastkohier, een zooveelste ten honderd op de *bruto* opbrengst der spelen, en daarenboven vanwege den ondernemer een zeker getal bijkomende voordelen. Inzonderheid de verplichting concerto's te geven met het orkest van het Casino, zijne troep in den gemeente-schouwburg te doen spelen, een zeker getal vertooningen en concerto's te geven ten bate der werken van weldadigheid der stad, prijzen in geld toe te kennen aan de paarden-wedrennen, aan de roeiwedstrijden, aan de sportclubs, enz. Hooren het Casino en het Kursaal aan de gemeente toe, dan mag deze den prijs bedingen.

Na deze afhoudingen, kwam het overige van de bruto opbrengst aan den ondernemer toe, die ermede zijne onkosten dekte en daarenboven eene zuivere winst behield als risico van de onderneming.

Uit het toezicht vanwege Staat en gemeenten blijkt dat sedert 1907, de Fransche badplaatsen jaarlijks nagenoeg de volgende winsten hebben opgeleverd :

Het dienstjaar wordt gerekend vanaf 1 November van een jaar tot denzelfden datum van het volgende jaar :

In 1907.	14 miljoen frank ;
— 1907-1908.	28 miljoen 800,000 frank ;
— 1908-1909.	37 miljoen 500,000 frank ;
— 1909-1910.	43 miljoen 800,000 frank ;
— 1910-1911.	48 miljoen frank.

Voor 1911-1912 zijn de cijfers nog niet gekend, doch men is zeker van eene merkbare verhoeging op het vorig jaar.

In het geheel is aan den Staat de som van ongeveer 26 miljoen ten goede gekomen.

De vermeerdering, in het nieuw wetsontwerp vervat, is slechts van toepassing op een zeer beperkt getal huizen.

De vermeerdering is slechts van kracht, wanneer de bruto opbrengst de

som van 500,000 frank te boven gaat. Tot beloop van dit cijfer zal de bestaande afhouding (15 t. h.) als Staatsdeel behouden blijven in de opbrengst der spelen in de Casinos's.

Wijzigingen werden natuurlijk voorgesteld en, in overleg met de Regeering, besproken in de Commissiën. Naar aanleiding van deze amendementen, heeft de Minister van Financiën, de heer Klotz, volgende verklaringen afgelegd, waarop wij de bijzondere aandacht vestigen ;

» De wet van 15 Juni 1907 steunt op de volgende beginselen :

» Het vraagstuk der spelen betreft de volkszedelijkheid waarover de Staat het toezicht heeft. Op de eerste plaats staat het nauw in verband met de welvaart der badplaatsen en der luchtkuurplaatsen, waarvan de gemeenteraden de vertegenwoordigers zijn.

» Op een verbod, uitgevaardigd in een hooger belang, mag de Staat geen inbreuk maken tenzij met het oog op de noodwendigheden die zich opdringen aan de plaatsen door vreemde cliënten bezocht.

» Dat zijn de twee eenige factoren van het vraagstuk dat slechts twee concessiehouders erkent; den Staat krachtens zijn recht van hoogere politie, de gemeente krachtens haar recht van verdragsluitende partij. De eerste eischt eene afhouding waarvan hij geen centiem voor zich behoudt maar welke hij besteedt aan werken van weldadigheid, derwijze dat het als de boete is op het genot en de verkwisting. De gemeente int eenen cijns, waarvan het doel en de reden van bestaan juist is, aan de badsteden de stellige voordeelen te verzekeren, ten aanzien van dewelke de toelating aan de casino's wordt verleend.

« Het dient dus wel geweten dat de afhouding bij artikel 1 gehuldigd, niet ten kernt komt van den Staat. Geen centiem van het geld dat voortkomt uit het spel, komt in 's Lands Schatkist te rechte. De opbrengst wordt gestort in de Deposito- en Consignatiekas en beheerd door eene Bijzondere Commissie die het gebruik ervan regelt en het uitdeelt onder de werken van onderstand, van voorzorg, van hygiëne en algemeen belang.

« Het is dus volkomen onjuist te spreken van een Staatsaandeel in de opbrengst der spelen. De Staat is slechts een bemiddelaar die de gelden inzamelt ten bate van maatschappelijke instellingen. »

*
* *

Na de proefneeming van het volstrekt verbod der spelen bij ons in de jongste jaren gedaan, en tegenover de steeds stijgende noodwendigheid die er is voor den Staat om ten gunste der arbeiders-instellingen tusschenbeide te komen, blijkt het hoe langs zoo meer dat de ware oplossing van het vraagstuk der spelen bestaat in eene afwijking van de wet van 1902 ten bate van Spa en Oostende, in de regeling der spelen, en in de ruimste toekenning van de opbrengst dezer spelen aan de beste werken van socialen onderstand.

Onder deze werken komen er twee op het voorplan : dat waarbij aan den werkmán wordt verzekerd een eigen, gezond, goedkoop huis waar hij, na de dagtaak, zooveel mogelijk, met zijne familie de levensvreugde kan smaken ; en dat, waarbij hij met zijne familie gevrijwaard wordt voor de ellende die voortspruit uit ziekte, vroegtijdige invaliditeit en ouderdom.

Deze werken zullen bij ons vertegenwoordigd zijn door *De Nationale Maatschappij voor het bouwen van goedkope woningen* en door de *Maatschappelijke verzekeringen*.

Deze beide instellingen zijn te gelijker tijd als onze twee groote badsteden, de begunstigden van het wetsvoorstel.

*
* * *

Het omstandig onderzoek van de artikelen van het wetsvoorstel zal, denken wij, hen die overigens zeer terecht door vrees van misbruiken worden weerhouden, alle verzekering geven : de afwijking is streng beperkt tot *Oostende* en *Spa* (art. 1).

Zoo zal de wet van 1902 de uitbreiding van het spel blijven tegenwerken juist daar waar het verbod niet tot schier onvermijdelijk gevolg heeft, dat er speelholén worden ingericht.

Te Oostende en te Spa zelf zullen de misbruiken der afwijking van de wet worden vermeden door het verbod meer dan *één* speelhuis te openen (eerste artikel), door de verplichting deze kringen slechts in te richten *in lokalen, aan de gemeente toebehoorende* (eerste artikel), door de verplichting die kansspelen in *een afzonderlijk lokaal* te laten houden (eerste artikel), door het feit dat *het bezoeken van genoemde speelkringen streng wordt verboden aan elken persoon die is gehuisvest in eene der twee belanghebbende steden* (art. 3), dat geen speelkring kan worden geopend dan op *aanvraag der belanghebbende gemeente* (eerste artikel) en niet zonder een *ministerieel besluit* (art. 2); dat aldus de Regeering altijd vrij zal wezen, volgens de plaatselijke omstandigheden, buiten de voorwaarden in dit voorstel uitgedrukt, de maatregelen te nemen die zij nuttig of noodig zal achten om de zedelijkheid te vrijwaren en de misbruiken te beteugelen (art. 4); dat *de ministerieele machtiging te allen tijde kan worden ingetrokken*.

Wanneer men de verschillende heffingen op de winst, ten voordeele der werken van maatschappelijken onderstand, bij artikels 3, n^o 2^o en 3^o aangegeven, op de voorziene hooge cijfers bepaalt, en, op stellige wijze, in hetzelfde artikel (n^o 4^o) het winstaandeel vaststelt dat aan de belanghebbende steden toekomt, antwoordt men tevens op de vrees, uitgedrukt door ons betreurd medelid, den heer Leon de Lantsheere, toen hij in den Senaat zegde, na sommige redenen te hebben aangeduid die hem deden besluiten tot het behoud der wet van 1902 :

« Ik wil niemand beschuldigen. Ik doe geene bedekte aantijgingen en heb het niet te doen. Maar de ondervinding bewijst dat daar, waar het spel openlijk wordt toegelaten, het onvermijdelijk in de handen valt van een speelhouder, die het voor eigen rekening beheert. Van dan af draait in de stad, waar gespeeld wordt, alles rond het spel ; het spel wordt het centrum

van het gemeentelijk leven, en de speelhouder wordt de wezenlijke meester van de stede. Zulk stelsel mag ten onzent niet ingevoerd worden.

Bezorgd om de volstrektste onafhankelijkheid van al die machten, verkozen wij het stelsel van de geregelde verpachting aan een concessiehoudenden kring boven rechtstreeksche uitbating door de gemeente of door de Regeering (art. 1 en 2).

Ten slotte scheen het ons toe dat de Regeering, die volledig en gedurig wordt ingelicht over de behoeften van de verschillende vakken der sociale verzekeringen, beter dan iemand in staat was om, tusschen de verschillende diensten van dat verzekeringswerk, de 55 t. h. te verdeelen die in artikel 3, n^o 3^o, zijn aangeduid.

Ook *verzekeren* de teksten n^o 2^o, 3^o en 4^o van artikel 3 dat de opbrengst der wet zal ten goede komen aan de belanghebbende werken en aan de beide gemeenten Spa en Oostende, met uitdrukkelijke uitsluiting van alle andere bestemming van algemeen belang.

A. BORBOUX.

PROPOSITION DE LOI

portant dérogation, en faveur des stations balnéaires de Spa et d'Ostende, à la loi du 24 octobre 1902.

ARTICLE PREMIER.

Par dérogation à la loi du 24 octobre 1902, les administrations communales des villes de Spa et d'Ostende pourront être autorisées à permettre l'établissement, dans des locaux spéciaux appartenant à la commune, d'un cercle où pourront être pratiqués les jeux de hasard, sous les conditions énoncées dans la présente loi.

ART. 2.

L'autorisation prévue par l'article premier sera accordée par arrêté ministériel. Cet arrêté ne sera pris qu'en suite de l'approbation, par le Ministre de l'Intérieur, des statuts du cercle demandeur en concession.

ART. 3.

L'autorisation ministérielle ne pourra être accordée qu'à la condition :

1^o Que la fréquentation des dits cercles de jeux soit strictement interdite à toute personne domiciliée dans une des deux villes intéressées ;

2^o Que vingt pour cent, au moins, des bénéfices résultant de l'exploitation soient affectés à l'OEuvre des habitations à bon marché en Belgique et versés, à cette fin, à la Société Nationale pour la construc-

WETSVOORSTEL

waarbij ten voordeele van de badplaatsen Spa en Oostende, wordt afgeweken van de wet van 24 October 1902.

EERSTE ARTIKEL.

In afwijking van de wet van 24 October 1902, kunnen de gemeentebesturen der steden Spa en Oostende worden gemachtigd toe te laten de oprichting, in afzonderlijke lokalen, aan de gemeente toebehorende, van een kring waar kansspelen mogen worden gehouden onder de in deze wet gestelde voorwaarden.

ART. 2.

De bij artikel 1 voorziene machtiging wordt bij ministerieel besluit verleend. Dit besluit wordt eerst genomen na goedkeuring, door den Minister van Binnenlandse Zaken, van de statuten van den kring die de vergunning aanvraagt.

ART. 3.

De ministerieele machtiging mag slechts worden verleend op voorwaarde :

1^o Dat het bezoeken van genoemde speelkringen streng worde verboden aan elken persoon die is gehuisvest in eene der twee belanghebbende steden ;

2^o Dat ten minste 20 t. h. van de winst, voortspuitende uit de onderneming, worden besteed aan het werk der goedkope woningen in België en, met dat doel, gestort in de kas der Nationale Maatschappij

tion des habitations à bon marché de Belgique;

3° Que trente-cinq pour cent, au moins, des mêmes bénéfices soient affectés aux assurances sociales et versés, à cette fin, en mains du Gouvernement, à charge pour lui, de les affecter exclusivement aux pensions de vieillesse, ainsi qu'aux assurances contre la maladie et l'invalidité dont les mutualités n'assumeraient pas la charge.

La répartition de cette part des bénéfices sera réglée par arrêté royal;

4° Que vingt-cinq pour cent, au moins, des mêmes bénéfices soient versés à chacune des deux administrations communales respectivement intéressées, pour être affectés à leurs services publics et aux nécessités de leur exploitation saisonnière.

Les bénéfices dont s'agit aux paragraphes 2, 3 et 4 du présent article ne seront établis qu'après prélèvement des frais généraux nécessités par l'entretien des locaux et du mobilier, des frais d'administration du cercle et du traitement du personnel.

ART. 4.

L'arrêté ministériel prévu à l'article 2 déterminera, s'il y a lieu, les autres conditions d'autorisation : notamment, celles relatives à la nature des jeux autorisés et à leur fonctionnement. Il déterminera les mesures nécessaires ou utiles au contrôle des recettes et à la surveillance des locaux.

ART. 5.

L'autorisation ministérielle est

voor het bouwen van goedkope woningen in België;

3° Dat ten minste 35 t. h. derzelfde winst worden besteed aan de sociale verzekeringen en, met dat doel, gestort in handen van de Regeering, onder beding dat zij die uitsluitend zal bestemmen voor de ouderdomspensioenen, alsmede voor de verzekeringen tegen ziekte en invaliditeit, waarvan de onderlinge vereenigingen den last op zich niet zouden nemen.

De verdeeling van dit aandeel in de winst wordt bij koninklijk besluit geregeld;

4° Dat ten minste 25 t. h. van dezelfde winst worden gestort in de kas van elke der twee respectievelijk belanghebbende gemeentebesturen ten einde te worden gebruikt voor hare openbare diensten en voor de behoeften van hare onderneming gedurende het badseizoen.

De winst in de paragrafen 2, 3 en 4 van dit artikel bedoeld, wordt eerst vastgesteld na afhouding van de algemeene kosten, geveegd door het onderhoud van de lokalen en van het mobilair, en van afhouding van de kosten van bestuur van den kring en van de jaarwedde van het personeel.

ART. 4.

Het bij artikel 2 voorziene ministerieel besluit bepaalt, zoo er aanleiding toe bestaat, de overige voorwaarden vereischt voor de machtiging, met name die betreffende den aard van de toegelaten spelen en de wijze waarop deze werken. Het bepaalt de noodzakelijke of nuttige maatregelen voor het toezicht op de ontvangsten en het bewaken der lokalen.

ART. 5.

De ministerieele machtiging kan

toujours révocable. Elle est révoquée, notamment, en cas d'inobservation des statuts du cercle ou des clauses de l'arrêté ministériel d'autorisation.

Cette révocation pourra être demandée par le conseil communal intéressé, au ministre, qui devra statuer dans le délai d'un mois.

te allen tijde worden ingetrokken. Zij wordt inzonderheid ingetrokken ingeval van niet-inachtneming van de statuten van den kring of van de bedingen van het ministerieel besluit tot machtiging.

Die intrekking kan door den belanghebbenden gemeenteraad worden gevraagd aan den Minister; deze moet uitspraak doen binnen den termijn van ééne maand.

A. BORBOUX,
HAMMAN,
EUG. MULLENDORFF,
SERROYS,
E. NERINCX.
